
Commission de la santé et des services sociaux

L'ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DES SERVICES SOCIAUX

RÉPONSES AUX QUESTIONS PARTICULIÈRES

— OPPOSITION OFFICIELLE —

VOLUME 3

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

– OPPOSITION OFFICIELLE –

VOLUME 3

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Page</u>
312. État de situation du projet de fusion de l'INSPQ et du CSBE, annoncé dans le budget 2014-2015.	13
313. État de situation concernant l'annonce de la fusion du CSBE avec le MSSS et l'INESSS dans le budget 2016-2017 :	14
a. Échéancier;	
b. Ventilation des économies estimées.	
314. État de situation, au 31 mars 2016, concernant la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels. Inclure le budget consacré en 2015-2016 et celui prévu en 2016-2017.	15
315. Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2015-2016, ventilés par région.	16
316. État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, automne 2015</i> .	17
317. État de situation et échéancier concernant le remboursement des sommes versées en trop aux médecins, tel qu'il est démontré par le Vérificateur général dans son rapport (chapitre 2 – Rémunération des médecins : conception et suivi des ententes) publié en décembre 2015.	22
318. État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, printemps 2015</i> .	23
319. État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé <i>Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, hiver 2016</i> .	30

320.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport annuel 2014-2015.	31
321.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son avis sur les frais accessoires en matière de santé et de services sociaux.	33
322.	Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes, par l'entremise du Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet en indiquant, pour chacun : <ul style="list-style-type: none"> a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée; b. la description du projet; c. la date de versement de l'aide financière accordée; d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme); e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial); f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée ou autres cobénéfices. 	34
323.	Pour tous les programmes financés dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante : <ul style="list-style-type: none"> a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂); b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂); c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre; d. la réduction annuelle potentielle des émissions de GES des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂); e. les investissements totaux des projets (en M\$); f. les aides financières totales du ministère (en M\$); g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne); h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements. 	44
324.	Estimation des économies réalisées en 2013-2014 dans le cadre du programme de réduction des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux : <ul style="list-style-type: none"> a. Administration et soutien; b. Technologies de l'information; c. Approvisionnement; d. Baisse du prix des médicaments; e. Amélioration de l'efficacité dans la dispensation des services; f. Publicités. 	45
325.	Détail des plans d'optimisation, incluant les montants, par région et par mesure identifiée, par année, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	46
326.	Économies réalisées en 2015-2016 et estimation pour 2016-2017 de la baisse des prix des médicaments génériques.	47
327.	Détail des effectifs et budget d'opération.	48
328.	Délai moyen d'évaluation d'un médicament au cours des cinq dernières années.	49

329.	Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	50
330.	Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.	51
331.	Nombre et détail des postes vacants.	53
332.	Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.), pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Indiquer le total par région et le total national.	54
333.	Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2014-2015 et 2015-2016, les prévisions pour 2016-2017 et le déficit cumulé.	55
334.	Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2014 et au 31 mars 2015. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2016.	56
335.	Service de la dette : a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années; b. Par année; c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.	57
336.	Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : a. Clientèle adulte : 1. 1 ^{re} ligne; 2. 2 ^e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune : 1. 1 ^{re} ligne; 2. 2 ^e ligne; 3. autres.	58
337.	Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 : a. Clientèle adulte (par région et au total): 1. 1 ^{re} ligne; 2. 2 ^e ligne; 3. autres. b. Clientèle jeune (par région et au total): 4. 1 ^{re} ligne; 5. 2 ^e ligne; 6. autres.	60
338.	Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1 ^{ère} et 2 ^e ligne).	63

339.	Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : tableau de bord/bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	64
340.	Évolution et ventilation des sommes investies dans le secteur de la santé mentale en comparaison des dépenses consacrées à l'ensemble des programmes de santé de 2006 à 2015, et les prévisions pour 2016-2017.	65
341.	Ventilation par région et par année des 70 millions annoncés au lancement du plan d'action en santé mentale.	66
342.	État de situation et proportion des dépenses consacrées au secteur de la santé mentale, par rapport à l'ensemble des dépenses sociosanitaires, de 2006 à 2015, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	67
343.	État de situation <i>per capita</i> régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale entre 2006 et 2015, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	68
344.	Nombre et dates des rencontres depuis le 1 ^{er} mars 2016 entre le ministre et les facultés de médecine concernant les médecins étrangers. Inclure, le cas échéant, les ordres du jour, la liste des participants, les procès-verbaux et les sommes engagées pour chacune de ces rencontres.	69
345.	Coûts détaillés pour l'organisation du forum sur l'autisme.	70
346.	État de situation et sommes investies en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, à propos de la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.	71
347.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015, et au 31 mars 2016 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	74
348.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015, et au 31 mars 2016 : a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants.	75

349.	Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015, et au 31 mars 2016 :	77
	<ul style="list-style-type: none"> a. Adultes; b. Aînés; c. Enfants. 	
350.	Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).	79
351.	Délai moyen pour l'obtention d'un diagnostic (TSA).	80
352.	Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2016-2017.	81
353.	Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.	82
354.	Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC mais en attente de financement, par région.	83
355.	Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	84
356.	Plan d'action 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles : bilan détaillé et ventilé par région, par catégorie d'action, des mesures mises en place, des organismes financés et des dépenses engagées pour chaque année depuis 2008, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	87
357.	État de situation quant à la publication du prochain plan d'action en matière d'agressions sexuelles.	89
358.	État de situation quant aux travaux du comité interministériel sur le soutien aux parents d'un enfant gravement malade et ayant des incapacités importantes.	90
359.	Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	91
360.	Ventilation détaillée des sommes accordées en 2015-2016 pour des mesures servant à soutenir les femmes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2016-2017.	94
361.	Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.	97

362.	Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	102
363.	Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	110
364.	Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	114
365.	Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les types de clientèle suivants, depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :	124
	<ul style="list-style-type: none"> a. Les jeunes; b. Les adultes; c. Les personnes âgées; d. Les personnes ayant une déficience physique; e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle; f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques. 	
366.	État de situation (tableau de bord) de l'application des 14 actions et recommandations issues du rapport intitulé Les activités socioprofessionnelles et communautaires - État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services rendu public en 2014.	137
367.	État de situation et ventilation des 5 M\$ annoncés dans le budget 2016-2017 pour l'autisme.	139
368.	État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport intitulé <i>Des services mieux intégrés pour répondre aux besoins des enfants présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme</i> .	140
369.	Concernant l'entente MELs-MSSS :	141
	<ul style="list-style-type: none"> a. Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année); b. Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année); c. Taux de respect et d'application de ces plans; d. Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MELs-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun. 	
370.	Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.	142
371.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2015-2016.	145
372.	Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2015-2016.	146

373.	Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.	147
374.	État de situation et échéancier concernant le dépôt d'un projet sur l'adoption par le gouvernement.	148
375.	État de situation et bilan d'implantation de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .	149
376.	État de situation concernant l'intention de l'ancien ministre de l'éducation Yves Bolduc annoncée le 19 juin 2014 en étude de crédits de modifier la LPJ afin que la non-fréquentation scolaire devienne un motif d'intervention pour la DPJ.	151
377.	État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil, de 2006 à 2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	152
378.	État de situation quant à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la <i>Loi sur la protection de la jeunesse</i> .	153
379.	État de situation de 2003 à 2016, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	155
380.	État de situation de 2003 à 2016, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse.	156
381.	État de situation de 2003 à 2016 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.	157
382.	État de situation par rapport aux recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse.	159
383.	Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.	160
384.	Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.	161
385.	Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	162
386.	Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.	163
387.	État de situation des recommandations du Protecteur du citoyen sur la contribution financière au placement.	164

388.	Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.	165
389.	État de situation des recommandations du Protecteur du citoyen sur la contribution financière au placement.	166
390.	Budgets octroyés aux centres jeunesse en 2015-2016.	167
391.	Mesures d'optimisation mises en place dans les centres jeunesse en vue de réaliser l'équilibre budgétaire.	168
392.	État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec; ventilation des sommes qui y sont consacrées.	169
393.	État de situation concernant la mise à jour du Règlement d'application de la <i>Loi sur les services de santé et les services sociaux</i> (chapitre S-5, r.1) pour revoir la contribution financière au placement.	170
394.	Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	171
395.	Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année , au cours des cinq dernières années.	173
396.	État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.	174
397.	Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.	175
398.	Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.	176
399.	Nombre d'organismes faisant de la prévention en itinérance.	178
400.	Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.	179
401.	Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	191
402.	État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance.	192

403.	Parmi les 31 actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier concernant :	193
	<ul style="list-style-type: none"> a. la couverture complète dans l'ensemble du Québec suite à l'implantation du programme d'intervention en négligence (action 1.2); b. les actions du volet formation, dont le MELS a la responsabilité (4.1 à 4.9); c. la conception d'un outil de repérage des personnes itinérantes (action 5.1); d. le volet sur le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté (action 6.1); e. le rapport de la SHQ qui devait être transmis le 31 mars 2015 suite à la mise en place d'un groupe de travail intersectoriel sur le soutien à l'achat et à la rénovation afin d'en protéger la vocation et de faciliter l'accès à un logement abordable (action 11.2); f. la hausse du financement octroyé pour du soutien communautaire en logement social (action 11.4); g. le soutien à la mise en œuvre de l'approche « logement d'abord » (action 11.5); h. la facilitation de la démarche des personnes en situation d'itinérance pour obtenir une carte d'assurance maladie; i. la désignation d'une personne-ressource responsable du dossier itinérance dans les CSSS afin d'assurer une meilleure coordination et continuité des services [...] (action 14.3); j. le soutien financier pour la mise en place de services ambulatoires (action 15.3) et de services dentaires adaptés (action 15.5); k. la réalisation d'un colloque biennal réservé aux intervenants qui travaillent à prévenir l'itinérance (action 27.3); l. la réalisation d'un séminaire ou d'un colloque destiné aux services de police du Québec (action 28.4). 	
404.	Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	195
405.	Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	196
406.	Listes d'attente par région et au total pour obtenir des services de répit.	197
407.	Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	198
408.	Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, par région.	207
409.	Liste des centres de jour par région.	228
410.	Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2015-2016.	233
411.	Listes d'attente pour les programmes d'aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	234

412.	Plan d'action 2011-2014 pour l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées : état de situation et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.	235
413.	Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2016-2017, par région et par établissement.	236
414.	État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2015-2016 pour faire avancer ce dossier.	237
415.	Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS : <ul style="list-style-type: none"> a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017; b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2015; c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017; d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie? e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie; f. Actions posées par la ministre déléguée en 2015-2016 pour faire avancer ce dossier. 	238
416.	Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, par région et au total.	239
417.	Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.	241
418.	Bilan et état de situation des recommandations des 18 directions générales de santé publique concernant le projet de l'offre de jeu en ligne, tel qu'il a été proposé par la société d'État Loto-Québec.	243
419.	Nombre et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun.	244
420.	Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.	248
421.	Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2015-2016.	252
422.	Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région.	253
423.	État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.	256
424.	Listes d'attente en désintoxication.	258

425.	Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2016-2017.	259
426.	État de situation concernant la ventilation des 6M\$ octroyés aux centres d'intervention en dépendance.	260

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 312

État de situation du projet de fusion de l'INSPQ et du CSBE, annoncé dans le budget 2014-2015.

RÉPONSE NO 312

Le ministère n'a pas poursuivi de travaux à cet égard en 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 313

État de situation concernant l'annonce de la fusion du CSBE avec le MSSS et l'INESSS dans le budget 2016-2017:

- a. Échéancier;
- b. Ventilation des économies estimées.

RÉPONSE NO 313

Lors du dépôt du Discours sur le budget 2016-2017, il a été annoncé la cessation des activités du Commissaire à la santé et au bien-être dans le but d'éliminer les chevauchements et de clarifier les rôles et responsabilités en santé. La Loi sur le Commissaire à la santé et au bien-être sera abrogée et les activités du Commissaire seront confiées au MSSS ainsi qu'à l'INESSS.

Cette modification législative sera incluse dans le projet de loi omnibus présenté par le ministre des Finances au cours de la session du printemps 2016.

QUESTION NO 314

État de situation, au 31 mars 2016, concernant la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels. Inclure le budget consacré en 2015-2016 et celui prévu en 2016-2017.

RÉPONSE NO 314

La mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels est sous la responsabilité du ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC). Un professionnel de la Direction générale de santé publique participe à un comité de travail sur les outils de support et les stratégies de diffusion depuis le 7 avril 2014. Deux priorités d'action ont été identifiées par le comité : les actions de sensibilisation auprès des exploitants et des usagers ainsi que la réduction des chloramines dans l'air. Aucun budget du MSSS n'a été consacré à cette participation aux travaux du MDDELCC pour la mise en œuvre du Rapport sur l'opportunité de modifier le Règlement sur la qualité de l'eau des piscines et autres bassins artificiels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 315

Montants facturés aux usagers des centres de jour pour le transport et les repas, en 2015-2016, ventilés par région.

RÉPONSE NO 315

Le tableau ci-dessous présente les tarifs moyens par établissement et la moyenne provinciale.

Nom de l'établissement	Tarifs moyens	
	Transport	Repas
CISSS du Bas-Saint-Laurent	2,25 \$	3,25 \$
CIUSSS Saguenay–Lac-Saint-Jean	3,50 \$	4,50 \$
CIUSSS de la Capitale-Nationale	2,25 \$	4,50 \$
CHU de Québec	2,50 \$	4,50 \$
CIUSSS de la Mauricie-Centre-du-Québec	3,25 \$	3,75 \$
CIUSSS de l'Estrie - Centre hospitalier universitaire Sherbrooke	3,75 \$	4,50 \$
CIUSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	1,25 \$	4,75 \$
CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	2,50 \$	3,50 \$
CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	3,00 \$	6,25 \$
CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	4,50 \$	4,50 \$
CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	2,00 \$	5,25 \$
Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM)	4,50 \$	1,25 \$
CISSS de l'Outaouais	3,25 \$	4,75 \$
CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	2,00 \$	4,50 \$
CISSS de la Côte-Nord	3,00 \$	4,50 \$
CISSS des Îles	2,50 \$	3,50 \$
CISSS de la Gaspésie	1,75 \$	5,25 \$
CISSS de Chaudière-Appalaches	4,25 \$	5,00 \$
CISSS de Laval	5,00 \$	4,00 \$
CISSS des Laurentides	2,50 \$	5,75 \$
CISSS de Lanaudière	2,00 \$	5,00 \$
CISSS de la Montérégie-Est	3,50 \$	4,25 \$
CISSS de la Montérégie-Centre	2,00 \$	4,50 \$
CISSS de la Montérégie-Ouest	3,50 \$	4,00 \$
Moyenne provinciale	2,75 \$	4,50 \$

Tarif arrondi au 0,25\$ le plus près.

QUESTION NO 316

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, automne 2015.

RÉPONSE NO 316

La réponse à la question concernant le rapport portant sur la rémunération des médecins est fournie à la question 317 des questions particulières de l'Opposition officielle.

Les éléments portants sur les équipements médicaux sont en annexe de la question.

PLAN D'ACTION POUR L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS DU VGQ — MSSS
Adopté par Michel Fontaine, sous-ministre, le 7 mars 2016
Équipements médicaux

Responsables :

- Jacques Gagné pour les recommandations 1, 3, 10 et 11
- Christian Boutin, responsable de la coordination du plan d'action pour les recommandations relevant de la DGSSMU

Recommandation 1		Boutir la méthode de répartition des ressources financières allouées aux établissements pour le maintien des équipements médicaux afin de considérer d'autres paramètres que la valeur de remplacement, tels que la fréquence d'utilisation des équipements et la vétusté de ceux-ci.				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Echéance	Indicateur	
30	D'autres variables devraient également être prises en compte pour la répartition des sommes disponibles, telles que la fréquence d'utilisation des équipements ou encore leur taux de vétusté.	<i>Création d'un comité MSSS-RSSS afin d'élaborer une nouvelle méthode de répartition des sommes disponibles, qui tiendra compte d'autres paramètres pour l'année financière d'allocation 2018-2019. Cette action sera réalisée en plusieurs étapes. Un rapport sera déposé après chaque étape. Le moyen présumé consiste à créer un nouveau formulaire dans le système de suivi de gestion et de reddition de comptes (GESTRED).</i> <i>1— Détermination des nouveaux paramètres pour évaluer la fréquence d'utilisation des appareils et la vétusté de ceux-ci par le comité MSSS-RSSS pour octobre 2016 ;</i> <i>2— Conception des outils informatiques avec la direction de la gestion intégrée de l'information et de la performance (DGIIIP) pour juin 2017 ;</i> <i>3— Plan de communication au réseau pour juin 2017 ;</i> <i>4— Calcul de la nouvelle répartition à partir des données au système Actifs + Réseau et des données de GESTRED pour novembre 2017 ;</i> <i>5— Allocation 2018-2019 en février 2018.</i>	Direction de l'équipement, de la logistique et de la conservation des infrastructures	Février 2018 ; Pour l'allocation budgétaire 2018-2019	Réalisation à l'échéance (Enveloppe 2018-2019 allouée en considérant les nouveaux paramètres)	Le système GESTRED (moyen présumé) doit être révisé suite à la fusion des établissements. Cette révision pourrait avoir un impact.

Recommandation 3		S'assurer d'obtenir de l'information sur le coût d'entretien des équipements médicaux dans les établissements afin d'en dresser un portrait global aux fins de suivi.				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Echéance	Indicateur	
64	En 2014-2015, les dépenses d'entretien et de réparation des équipements médicaux représentaient plus de 103,9 millions de dollars du budget de fonctionnement des établissements de la province. Cette somme exclut toutefois les dépenses des secteurs d'activité les plus importants, tels que les laboratoires de biologie médicale, l'imagerie médicale et la radio-oncologie, puisqu'elles ne sont pas présentées de façon distincte dans les états financiers des établissements. Le ministère n'est donc pas en mesure d'obtenir une information complète par l'intermédiaire de ces états financiers	<i>Modifier le rapport financier annuel des établissements du réseau (AS-471) pour présenter la totalité des coûts d'entretien et de réparation (CER) dans les établissements, incluant ceux des centres d'activités où ils sont confondus avec d'autres frais d'opération.</i> <i>1— Aviser les établissements du réseau du changement apporté au rapport AS-471 2015-2016 ;</i> <i>2— Inscription par les établissements des nouvelles données dans le rapport financier annuel 2015-2016 pour ceux qui disposent déjà de cette information dans leur système comptable ;</i> <i>3— Inscription par les tous les établissements des nouvelles données dans le rapport financier annuel 2016-2017 ;</i> <i>4— Dresser un portrait global aux fins de suivi.</i>	Direction de l'équipement, de la logistique et de la conservation des infrastructures Direction de la gestion financière — réseau	 2016 2016 2017 2017	 Pourcentage d'établissements ayant complété les informations dans les états financiers au 31 mars 2016 et au 31 mars 2017	Nous estimons que les établissements ne pourront pas tous fournir le détail demandé pour les coûts d'entretien et de réparation au 31 mars 2016. Suite à l'ajustement de leurs systèmes comptables en cours d'année, l'information devrait être complétée pour l'exercice 2016-2017 et permettra d'en assurer le suivi.

Recommandation 5		Standardiser l'information exigée quant aux délais d'attente et revoir les cibles pour chacun des types d'examen d'imagerie médicale en s'appuyant sur une démarche structurée				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
75	Les données demandées par le MSSS n'excluent pas les examens de contrôle ou de suivi devant être effectués à une date précise, même si certains établissements sont à même de le faire, comme le CHU de Québec et l'ICM.	<i>Poursuivre le développement d'un entrepôt de données (SIMASS) permettant que les données soient poussées automatiquement pour les cas en attente et réalisés :</i> - pour éviter les erreurs de retranscription manuelle - pour discriminer rapidement les premiers examens des examens de contrôle	DGSSMU RAMQ DGTI	2018	Réalisation à l'échéance	Le projet SIMASS inclut un cadre normatif ayant pour objectif de standardiser les informations traitées par les établissements.
77	La cible de 90 jours fixée par le ministère est la même, peu importe le type d'examen et le niveau de priorité de la demande. Le ministère n'a pas été en mesure de démontrer la base sur laquelle reposait cette cible	<i>Développer, à l'aide d'experts du réseau et de la littérature disponible sur le sujet, des cibles temporelles adaptées en fonction de la nature des examens requis selon une échelle de priorité standardisée</i>	DGSSMU (Comité ministériel APSS)	2016-2017	Réalisation à l'échéance	Lorsqu'elles seront développées, les cibles seront intégrées dans les ententes de gestion.
78	Lorsqu'il fait le suivi des ententes de gestion et d'imputabilité, le MSSS utilise l'information sur les délais d'attente produite par les établissements comme indicateur de tendance. Il considère que celle-ci n'est pas fiable, notamment parce que des patients sont inscrits à plusieurs endroits pour un même examen.	<i>Poursuivre l'implantation de l'accès priorisé aux services prioritaires (APSS) et les centres de répartition des demandes de services (CRDS) afin que les demandes d'examen soient dirigées au meilleur endroit en fonction de la priorité clinique attribuée à ces dernières</i>	DGSSMU	2018	Réalisation à l'échéance	L'APSS et le projet SIMASS permettront, à terme, d'éliminer le « magasinage » des patients et les multiples listes d'attente en plus d'avoir des listes d'attente fiables et standardisées.

Recommandation 6		Déterminer l'information que les établissements doivent rendre publique relativement aux délais pour les examens d'imagerie médicale				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
76	Quant au ministère, il n'a pas statué sur l'information à diffuser.	<i>Élaborer et diffuser au réseau un guide d'information à l'intention des établissements sur les informations qu'ils devront rendre publique et sur les façons de le faire</i>	DGSSMU	2018	Réalisation à l'échéance	

Recommandation 7		Établir des lignes directrices au regard de la pertinence des examens d'imagerie médicale				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
92	Le ministère n'a pas établi de lignes directrices à l'égard de la pertinence des examens d'imagerie médicale dans les établissements.	▪ <i>Élaborer un plan de mise en œuvre et de transfert de connaissances suite au Guide de pratique clinique produit par l'INESSS sur la pertinence des examens d'IRM pour les troubles musculo-squelettiques et assurer le monitoring de l'implantation et l'évaluation des effets de ce guide. L'INESSS sur la pertinence des examens d'IRM pour les troubles musculo-squelettiques</i>	DGSSMU	Voir échéancier de l'INESSS	Suivi de la réalisation des activités du plan de mise en œuvre et de transfert des connaissances, dont la diffusion dans le réseau du guide clinique produit par l'INESSS; Suivi des indicateurs ciblés pour le monitoring et l'évaluation	Il apparaît important de préciser que le MSSS doit s'appuyer sur des experts cliniques et scientifiques, dont l'INESSS avant de donner des orientations au réseau sur des pratiques cliniques à implanter. En effet, il sollicite et participe à des comités impliquant des experts et des cliniciens du réseau de la santé. Son rôle est de promouvoir et diffuser, par un plan de mise en œuvre et de transfert des connaissances, les réalisations de ces comités dans le réseau, en collaboration avec les différents ordres professionnels impliqués de même qu'avec les fédérations médicales et diverses associations professionnelles

Recommandation 7		Établir des lignes directrices au regard de la pertinence des examens d'imagerie médicale				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
		<ul style="list-style-type: none"> Évaluer, au comité ministériel de pilotage du Chantier de pertinence clinique-Volet Santé, la possibilité d'étendre le mandat sur la révision de la pertinence pour l'ensemble des conditions cliniques requérant des examens d'imagerie médicale 		Juin 2016	Un mandat pour la mise en place d'un projet touchant les conditions cliniques nécessitant un examen d'imagerie médicale a été donné à l'INESSS	

Recommandation 8		Effectuer des analyses comparatives quant à l'utilisation des équipements d'imagerie médicale et à la productivité du personnel qui y est affecté afin d'apporter des correctifs, s'il y a lieu				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
88	Le ministère n'utilise pas les données sur le taux d'utilisation des équipements dans les établissements et fait peu d'analyses à cet égard, sauf lors de l'ajout de nouveaux appareils.	<p>Compléter les travaux en cours et diffuser au réseau un Guide sur les bonnes pratiques de gestion d'un département d'imagerie médicale afin d'outiller les établissements pour mieux gérer leur offre de services en fonction de la demande et pour permettre au MSSS d'être en mesure de discriminer de manière objective les demandes qui lui sont adressées en matières d'équipements, de ressources humaines ou de toute autre ressource matérielle pour assurer le bon fonctionnement des installations. Ce guide comprendra des balises d'utilisation relatives notamment aux ressources humaines et aux salles d'examen. Les PDG seront imputables de l'application du guide conformément à la LSSSS.</p> <p>Un projet pilote de la mise en application du guide sera effectué.</p> <p>Le MSSS effectuera un suivi de la mise en application du guide.</p> <p>Le taux d'utilisation des équipements pourrait éventuellement être pris en considération lors des travaux du financement axé sur le patient (action en lien avec l'action 21 du Plan stratégique 2015-2020).</p>	<p>DGSSMU (comité d'experts du réseau)</p> <p>DGFIB</p>	<p>Automne 2016</p> <p>2016-2017</p> <p>2017-2018</p> <p>2020</p>	<p>Diffusion du guide au réseau à l'échéance</p> <p>Application des critères du guide pour l'analyse des demandes adressées au MSSS</p> <p>Une reddition de comptes sur l'action 21 du plan stratégique sera faite annuellement dans le rapport de gestion du MSSS</p>	<p>L'entrepôt de données SIMASS nous permettra également d'effectuer des mesures par rapport aux cibles identifiées</p> <p>S'il devait s'agir de directives plutôt que d'un guide (orientation à obtenir), l'échéancier sera prolongé jusqu'à la fin 2016</p> <p>Comme l'orientation actuelle est de produire un guide nous ne pourrions pas l'imposer d'où l'impossibilité de pouvoir apporter des correctifs à partir de la diffusion du guide en question</p>

Recommandation 9		Déterminer, pour les établissements, des orientations quant aux critères de priorisation des demandes d'examen d'imagerie médicale de la clientèle élétive.				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Échéance	Indicateur	
95	Le ministère, pour sa part, n'a pas déterminé d'orientations afin d'aider les établissements à définir des critères de priorisation des demandes.	<p>Donner le mandat au comité ministériel APSS pour déterminer des formulaires de priorisation en imagerie médicale selon les modalités pertinentes</p> <p>Demander aux établissements d'assurer l'utilisation des formulaires développés et assurer une rétroaction auprès des médecins de famille ne les utilisant pas.</p>	DGSSMU (Comité ministériel APSS)	2016-2017	<p>% de formulaires réalisés</p> <p>% d'utilisation des formulaires développés</p>	

Recommandation 10		S'assurer de l'application, par les établissements, du Code de sécurité 35 en matière de radioprotection de Santé Canada				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Echéance	Indicateur	
106	En 2009, le MSSS a publié un plan d'action sur la réduction de l'exposition aux rayonnements, dans lequel il obligeait les établissements à appliquer le Code de sécurité 35 de Santé Canada, et ce, au plus tard le 1er avril 2010. Par la suite, il a apporté certains assouplissements à cette exigence. Il a notamment demandé aux établissements de prioriser la TDM, sans toutefois fixer une nouvelle échéance.	<ol style="list-style-type: none"> Constituer un comité des parties prenantes en radioprotection afin de : <ol style="list-style-type: none"> Produire un rapport au regard de l'application des normes et en particulier du Code de sécurité 35; Élaborer un plan propre afin d'assurer à terme l'application et le respect du Code de sécurité 35; Déterminer les processus et les procédures ainsi que les ressources requises à la réalisation du plan. Mettre en œuvre le plan retenu par le MSSS; Assurer le suivi du plan retenu par le MSSS auprès du réseau de la santé. 	Direction de l'équipement, de la logistique et de la conservation des infrastructures	Action 1a) et b) : 2017 c) : 2018 Action 2 : 2019 Action 3 : À compter de 2019	<ol style="list-style-type: none"> Réalisation à l'échéance (pt a et b : rapport et plan); Réalisation à l'échéance (pt c : rapport); Réalisation à l'échéance (plan retenu par le MSSS et mise en œuvre); Tableau de bord indicateur du pourcentage d'application du CS 35 pour l'ensemble du réseau. 	De par son mandat, le Réseau de référence en radioprotection intégré du Québec (R ² IQ) est la plateforme mise en place en 2015 pour répondre à ce genre de situation. La première rencontre du R ² IQ est prévue en mars 2016.

Recommandation 11		Instaurer un mécanisme permettant de suivre le cumul des doses de rayonnement ionisant absorbées par patient lors d'examen réalisés dans le réseau de la santé				Commentaires
# parag.	Principales lacunes	Action*	Responsable	Echéance	Indicateur	
109	Le ministère n'a pas proposé de mécanisme afin que les établissements puissent enregistrer les doses de rayonnement que reçoivent les patients.	<ol style="list-style-type: none"> Constituer un comité des parties prenantes quant au suivi des doses de rayonnement du patient, afin d': <ol style="list-style-type: none"> Produire un rapport sur la pertinence et les données à recueillir et à colliger; Élaborer un plan propre afin de réaliser à terme un suivi dosimétrique chez le patient adéquat; Déterminer les processus et les procédures ainsi que les ressources requises à la réalisation du plan. Mise en œuvre du plan retenu par le MSSS; Assurer le suivi du plan retenu par le MSSS auprès du réseau de la santé. 	Direction de l'équipement, de la logistique et de la conservation des infrastructures	Action 1 a) et b) : 2017 c) : 2018 Action 2 : 2019 à 2022 * Action 3 : 2024 à 2028 *	<ol style="list-style-type: none"> Réalisation à l'échéance ; (pt a et b : rapport et plan); Réalisation à l'échéance (pt c : rapport) ; Réalisation à l'échéance (plan retenu par le MSSS et mise en œuvre) ; Tableau de bord indicateur du pourcentage du suivi dosimétrique réalisé pour l'ensemble du réseau. 	De par son mandat, le Réseau de référence en radioprotection intégré du Québec (R ² IQ) est la plateforme mise en place en 2015 pour répondre à ce genre de situation. La première rencontre du R ² IQ est prévue en mars 2016. *L'incertitude sur la durée de la réalisation de ces éléments est directement liée aux choix retenus et aux décisions qui seront prises par le MSSS. En effet, certaines étapes conséquentes possibles sont à prévoir tel, par exemples : une étude de marché, un lancement d'appel d'offres ou la mise en marche d'un projet informatique.

*Un des moyens pour s'assurer qu'une recommandation est appliquée est de prévoir notamment une action visant à évaluer si le problème est réglé. Il peut y avoir plus d'une action pour chaque lacune identifiée.

QUESTION NO 317

État de situation et échéancier concernant le remboursement des sommes versées en trop aux médecins, tel qu'il est démontré par le Vérificateur général dans son rapport (chapitre 2 – Rémunération des médecins : conception et suivi des ententes) publié en décembre 2015.

RÉPONSE NO 317

Aucune somme n'a été versée en trop à ce jour. Le Vérificateur général du Québec (VGQ) a constaté une erreur d'évaluation qui sera corrigée.

Plus précisément, le 27 novembre 2015, le VGQ a déposé à l'Assemblée nationale un rapport sur l'optimisation des ressources dont le deuxième chapitre visait la conception et le suivi des ententes de rémunération des médecins.

Le VGQ a alors soulevé la question de la surévaluation de 148,5 M\$ des montants prévus dans les ententes sur l'étalement convenues à l'automne 2014 mais à aucun endroit dans son rapport le VGQ a mentionné que la RAMQ avait déjà versé des sommes à des médecins.

Cet élément fait partie du cadre de règlement des ententes sur l'étalement convenues avec les fédérations médicales et sera corrigé sur la période prévue de l'étalement.

De façon générale, le MSSS a préparé un plan d'action qui inclut les éléments essentiels à l'application des recommandations du VGQ.

QUESTION NO 318

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé *Vérification de l'optimisation des ressources - Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, printemps 2015*.

RÉPONSE NO 318

Recommandation 1:
Revoir les mécanismes concernant l'orientation des clientèles orphelines, notamment celles inscrites dans les guichets d'accès, afin de s'assurer que l'accès à un médecin de famille est équitable pour les patients.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Une révision en profondeur du fonctionnement des guichets d'accès aux médecins de famille est en voie de réalisation.</p> <p>En effet, un nouveau système informatisé, nommé « Guichet d'accès à un médecin de famille » (GAMF) sera opéré par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ). Ce nouveau système, centralisé et accessible directement par le Web, permettra de simplifier les démarches à réaliser par les citoyens à la recherche d'un médecin de famille.</p> <p>Ce nouveau système appuiera l'ensemble des intervenants dans tous les guichets d'accès présents à la grandeur du Québec par des procédures standardisées et par des données valides.</p> <p>Actions posées ou mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Mise en application du nouveau fonctionnement des guichets d'accès aux médecins de famille et mise en production du système « Guichet d'accès aux médecins de famille ».	<p>Avril 2016</p>

Recommandation 2:

Mesurer et publier les résultats obtenus concernant l'accès à un médecin de famille, dont ceux en lien avec les guichets d'accès.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Dans le cadre de l'entente intervenue entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec (FMOQ) portant sur l'accessibilité aux services médicaux de première ligne, un suivi systématisé sur une base trimestrielle sera effectué concernant les trois objectifs consignés à cette entente, soit :</p> <ul style="list-style-type: none">○ le pourcentage de la population inscrite auprès d'un médecin de famille;○ le taux d'assiduité provincial des médecins de famille vis-à-vis des patients qui sont inscrits auprès de ces derniers;○ les délais d'attente pour l'inscription auprès d'un médecin de famille. <p>Par ailleurs, en lien avec cette recommandation, un amendement a été ajouté au projet de loi no°20 qui vise spécifiquement la publication d'informations sur l'accès aux services. En effet, l'article 72 de la Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée prévoit notamment la publication des informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">○ le pourcentage des personnes assurées qui sont suivies par un médecin omnipraticien;○ le taux d'assiduité moyen de l'ensemble des médecins omnipraticiens à l'égard de leur clientèle;○ le délai moyen pour l'obtention d'un rendez-vous avec un médecin omnipraticien. <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Suivi systématisé des indicateurs d'accès aux médecins de famille prévus à l'entente MSSS-FMOQ.- Publication des premières informations disponibles et en lien avec l'article 72 du projet de loi no °20.	<p>Réalisée - À tous les trimestres à compter de l'automne 2015</p> <p>Printemps 2016</p>

Recommandation 3:

Revoir les modalités de soutien financier des groupes de médecine de famille afin d'inciter ceux-ci à prendre en charge davantage de patients, particulièrement les plus vulnérables.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le cadre GMF qui était en vigueur jusqu'au 15 novembre 2015 octroyait déjà un financement croissant selon le nombre de patients inscrits.</p> <p>Le nouveau Programme de financement de soutien professionnel au GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, vient renforcer le principe du financement axé sur le patient. En effet, les ressources allouées aux GMF sont proportionnelles au nombre de patients inscrits et suivis par les médecins de famille du groupe.</p> <p>Par ailleurs, le nouveau Programme GMF introduit de nouveaux critères de pondération des patients inscrits qui tiennent compte de la complexité et du temps requis pour effectuer le suivi de certains types de clientèle, dont:</p> <ul style="list-style-type: none">○ les patients avec des problèmes de toxicomanie ou d'alcoolisme;○ les patients avec le VIH/SIDA ou l'hépatite C;○ les patients avec des troubles dépressifs majeurs récidivants;○ les patients avec de la douleur chronique;○ les patients défavorisés socialement et du point de vue matériel;○ les patients ayant des besoins complexes et suivis à domicile. <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédaction du Programme GMF.- Développement de la documentation et des outils liés à la mise en application du Programme GMF.- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.	<p>Réalisée (26 mai 2015)</p> <p>Réalisée (13 novembre 2015)</p> <p>Réalisée (16 novembre 2015)</p>

Recommandation 4:

Moduler l'offre de services exigée des groupes de médecine de famille en fonction du volume et du type de patients inscrits et spécifier le niveau d'accessibilité aux services dans les ententes avec ces groupes.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le nouveau Programme GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, clarifie et standardise les attentes liées à l'offre de services. L'offre attendue de services des GMF (heures d'ouverture) est modulée en fonction du nombre de patients inscrits. Plus il y a de patients inscrits dans le GMF, plus le nombre d'heures d'ouverture du GMF est élevé.</p> <p>De plus, même les plus petits GMF auront une obligation d'offrir des heures en heures défavorables, soit les soirs ou les fins de semaine.</p> <p>Enfin, toujours dans le nouveau Programme GMF, un nouvel indicateur, le taux d'assiduité, est introduit pour mieux mesurer l'intensité des services offerts par le GMF. Autrement dit, le taux d'assiduité mesure la capacité du GMF à répondre en temps opportun aux besoins des patients qui y sont inscrits. Les GMF auront ainsi avantage à accroître leur accessibilité, voire leurs heures d'ouverture, afin d'atteindre le seuil minimal attendu pour ce taux d'assiduité.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédaction du Programme GMF.- Développement de la documentation et des outils liés à la mise en application du Programme GMF.- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.	<p>Réalisée (26 mai 2015)</p> <p>Réalisée (13 novembre 2015)</p> <p>Réalisée (16 novembre 2015)</p>

Recommandation 6:

Assurer un meilleur arrimage du soutien financier aux groupes de médecine de famille et des besoins de la population et voir à ce que la répartition des effectifs médicaux favorise l'équilibre entre les cliniques médicales et les établissements

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>L'entente intervenue le 25 mai 2015 entre le ministre de la Santé et des Services sociaux et la FMOQ concernant l'accessibilité aux services médicaux de première ligne prévoit des modifications importantes aux activités médicales particulières (AMP). Le suivi et l'inscription de clientèles en première ligne seront reconnus au même niveau que les autres activités hospitalières (sauf les services d'urgence).</p> <p>Par ailleurs, l'entente prévoit également l'introduction de plans d'effectifs médicaux en médecine de famille hors établissement afin, notamment, de déterminer la répartition des GMF en fonction des besoins d'inscription et de suivi de clientèle en première ligne.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Entrée en vigueur de la nouvelle entente particulière sur les AMP.- Modification de l'entente particulière sur les plans régionaux d'effectifs médicaux (PREM) en médecine de famille par territoire de réseau local de services (RLS).- Introduction de règles de gestion des plans d'effectifs médicaux (PEM) en médecine de famille favorisant la pratique de première ligne.	<p>Réalisée (septembre 2015)</p> <p>Réalisée (décembre 2015)</p> <p>Réalisée (décembre 2015)</p>

Recommandation 7:

Réviser le processus d'accréditation et de renouvellement des groupes de médecine de famille en clarifiant dans les ententes les rôles du ministère, des agences et des établissements, et en documentant ce processus.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le nouveau Programme GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, prévoit de nouvelles procédures simplifiées concernant l'adhésion des GMF. Le processus de renouvellement a également été révisé. La reconduction du financement des GMF est effectuée annuellement en fonction de l'atteinte des objectifs. Toujours dans le nouveau Programme GMF ainsi que dans les circulaires qui seront publiées, les rôles et responsabilités des intervenants, tant au niveau du MSSS que du CI(U)SSS et du GMF ont été clarifiés et précisés.</p> <p>De plus, différentes fiches explicatives ont été rédigées afin d'expliquer les différentes procédures liées à l'adhésion du programme GMF et aux autres modalités du programme GMF.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédaction du Programme GMF.- Développement de la documentation et des outils liés à la mise en application du Programme GMF.- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.	<p>Réalisée (26 mai 2015)</p> <p>Réalisée (13 novembre 2015)</p> <p>Réalisée (16 novembre 2015)</p>

Recommandation 8:

Spécifier dans les ententes avec les groupes de médecine de famille les résultats attendus en matière d'informatisation des cliniques, notamment le degré d'utilisation des outils informatiques financés.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le nouveau Programme GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, comprend une exigence portant spécifiquement sur l'utilisation de dossiers médicaux électroniques (DME) certifiés par le MSSS.</p> <p>Dans le cas où un GMF ne remplirait pas cette obligation, une portion de 30% du financement lié au fonctionnement du GMF est retirée.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédaction du Programme GMF.- Développement de la documentation et des outils liés à la mise en application du Programme GMF.- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.	<p>Réalisée (26 mai 2015)</p> <p>Réalisée (13 novembre 2015)</p> <p>Réalisée (16 novembre 2015)</p>

Recommandation 9:

Mettre en place des mécanismes de suivi pour assurer le respect des ententes et adopter des mesures correctrices afin de répartir équitablement le soutien financier entre les groupes de médecine de famille.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le nouveau Programme GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, permettra une réactivité beaucoup plus grande en cas de non-respect des obligations prévues lors de la révision annuelle du GMF. Un GMF qui n'atteint pas les critères inscrits au Programme verra son financement ajusté, et ce, annuellement.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Rédaction du Programme GMF.- Développement de la documentation et des outils liés à la mise en application du Programme GMF.- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.	<p>Réalisée (26 mai 2015)</p> <p>Réalisée (13 novembre 2015)</p> <p>Réalisée (16 novembre 2015)</p>

Recommandation 10:

Instaurer un cadre de gestion pour s'assurer d'une utilisation optimale des ressources et évaluer de manière périodique l'atteinte des résultats attendus par rapport au financement accordé aux groupes de médecine de famille et aux cliniques-réseau.

ACTIONS	ÉCHÉANCE
<p>Le nouveau Programme GMF, en vigueur à compter du 16 novembre 2015, prévoit une reddition de comptes annuelle concernant l'atteinte de critères et d'objectifs mesurables. En cas de non-respect des obligations ou de non-atteinte des objectifs, un ajustement au financement est automatiquement appliqué.</p> <p>Un imposant projet d'évaluation, principalement axé sur l'impact de l'accroissement des ressources professionnelles et l'interprofessionnalisme, est également en cours d'élaboration pour mesurer l'atteinte des résultats du nouveau Programme GMF.</p> <p>Enfin, des travaux sont aussi en cours afin de réviser les modalités de gestion et de suivi des cliniques-réseau. Un nouveau programme, similaire à celui qui a été mis en vigueur le 16 novembre 2015 pour les GMF, est en développement.</p> <p>Actions posées et mesures à réaliser:</p> <ul style="list-style-type: none">- Entrée en vigueur et mise en application du Programme GMF.- Évaluation formelle du nouveau Programme GMF.- Publication d'un nouveau Programme à l'intention des cliniques-réseau	<p>Réalisée (16 novembre 2015)</p> <p>Novembre 2015 à novembre 2019</p> <p>Avril 2016</p>

Notez que les recommandations 5 et 11 ne sont pas incluses dans la réponse compte tenu qu'elles s'adressaient directement aux agences et aux établissements vérifiés par le Vérificateur général du Québec.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 319

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Vérificateur général dans son rapport intitulé *Vérification de l'optimisation des ressources – Rapport du Vérificateur général du Québec à l'Assemblée nationale pour l'année 2015-2016, hiver 2016*.

RÉPONSE NO 319

Le rapport n'est pas encore disponible.

QUESTION NO 320

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport annuel 2014-2015.

RÉPONSE NO 320

Dans son rapport annuel 2014-2015, le Protecteur du citoyen formulait trois recommandations au MSSS. La première concernait la prestation de soins d'hygiène sécuritaires dans les CHSLD (recommandation #1), la seconde visait l'encadrement des soins médicalement nécessaires et des frais supplémentaires facturés aux usagers dans les centres hospitaliers (recommandation #2) et la troisième concernait l'élaboration d'un plan d'action ministériel en suivi des recommandations du Protecteur du citoyen (recommandation #3).

RECOMMANDATION #1

Dans son rapport annuel 2014-2015, le Protecteur du citoyen recommandait au MSSS :

- de prendre les mesures nécessaires pour que les CHSLD puissent prodiguer les soins d'hygiène sécuritaires au bain ou à la douche, et ce, dans les meilleurs délais;
- de répertorier les CHSLD n'ayant pas l'équipement requis pour ce faire;
- de s'assurer que lors des visites d'évaluation de la qualité des milieux de vie en CHSLD, les soins d'hygiène soient systématiquement évalués;
- de transmettre au Protecteur du citoyen les résultats de cet inventaire et des moyens pris concrètement pour s'assurer que les usagers reçoivent des soins d'hygiène adéquats dans les CHSLD.

SUIVI DE LA RECOMMANDATION #1

Le MSSS considère que les suivis appropriés ont été réalisés pour donner suite aux recommandations.

Au cours de l'année 2014-2015, le MSSS a rappelé aux établissements l'obligation que toutes personnes hébergées en CHSLD publics soient évaluées à partir d'un outil standardisé reconnu. À partir de cette évaluation, qui porte notamment sur les besoins d'hygiène, l'établissement doit veiller à répondre aux besoins de ces personnes, tant en matière de prestation de soins et services que d'équipements nécessaires. Les soins d'hygiène et la façon de les prodiguer sont déterminés dans le plan d'intervention de la personne hébergée. Ce plan est convenu avec la personne hébergée et ses proches selon, notamment, ses besoins et ses habitudes de vie. Le MSSS a réitéré l'obligation que les soins d'hygiène soient prodigués de façon sécuritaire et respectueuse de l'intimité, des besoins, des préférences, des particularités et des capacités de l'usager, et ce, dans toutes les circonstances.

Le MSSS alloue à l'ensemble des établissements publics et privés conventionnés un budget pour la rénovation fonctionnelle mineure en CHSLD. Pour l'année financière 2015-2016 et les deux prochaines années, l'enveloppe globale annuelle a été fixée à 26,25 M\$. En octobre 2015, le MSSS a demandé aux établissements de prioriser les projets portant sur les améliorations à apporter aux installations et équipements requis pour les soins d'hygiène, lors de l'appel de projets annuel.

En ce qui concerne les établissements privés non conventionnés, le MSSS procédera à l'inventaire des CHSLD qui ne disposent pas des installations et de l'équipement requis tout en fixant une échéance

pour la correction de la situation. Toutefois, aucune enveloppe budgétaire n'est disponible pour ce type d'établissement.

Finalement, l'ensemble des CHSLD a été visité au cours des deux dernières années. Le deuxième cycle des visites d'évaluation de la qualité du milieu de vie dans les CHSLD a été entamé en avril 2015, avec de nouveaux outils. Une attention particulière est apportée aux activités de la vie quotidienne lors des visites d'évaluation. En effet, la grille d'évaluation 2015-2018 comporte 16 cibles, dont la cible 8 qui s'intitule « Les soins et l'assistance sont adaptés aux besoins des résidents ». Mentionnons que cette cible ne vise pas à évaluer la façon dont les soins d'hygiène sont effectués, puisque cette responsabilité revient au directeur et au directeur des soins infirmiers, en vertu de la LSSSS.

RECOMMANDATION #2

Dans son rapport annuel 2014-2015, le Protecteur du citoyen recommandait au MSSS :

- d'établir des balises pour encadrer ce qui est médicalement nécessaire, cela afin de déterminer, selon la définition du Règlement d'application de la « Loi sur l'assurance-hospitalisation », quels sont les soins et les services gratuits;
- d'encadrer de façon juste et raisonnable les frais d'administration que les établissements de santé peuvent, dans le respect de la « Loi sur l'assurance-hospitalisation », facturer aux usagers.

SUIVI DE LA RECOMMANDATION #2

Le MSSS a pris acte des faits rapportés par le Protecteur du citoyen et a informé ce dernier de son entière collaboration quant à l'encadrement des frais supplémentaires demandés aux usagers par les centres hospitaliers. Le MSSS a présentement des échanges avec l'Association des médecins ophtalmologistes du Québec concernant le type de lentille devant être considéré comme médicalement requis, l'élément central dans ce dossier. Un ajustement des directives administratives sera réalisé à la lumière de l'issue de ces échanges.

En ce qui concerne les frais d'administration, le MSSS s'est engagé à sensibiliser les présidents-directeurs généraux des établissements à être vigilants quant au caractère raisonnable des frais facturés aux usagers, ce qui a été fait à l'hiver 2016. Enfin, le MSSS a informé le Protecteur du citoyen qu'il est sensible aux cas rapportés et l'invite à l'informer des plaintes ou des pratiques questionnables portées à sa connaissance.

RECOMMANDATION #3

Dans son rapport annuel 2014-2015, le Protecteur du citoyen recommandait au MSSS de lui remettre un plan d'action découlant de ses recommandations au plus tard le 31 décembre 2015.

SUIVI DE LA RECOMMANDATION #3

Le MSSS a transmis le plan d'action ministériel dans les délais prescrits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 321

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son avis sur les frais accessoires en matière de santé et de services sociaux.

RÉPONSE NO 321

L'Avis sur les frais accessoires en matière de santé et de services sociaux du Protecteur du citoyen (PduC) a été reçu en octobre 2015.

Plusieurs des préoccupations soulevées par PduC ont déjà trouvé application suivant l'adoption de la « Loi édictant la Loi favorisant l'accès aux services de médecine de famille et de médecine spécialisée et modifiant diverses dispositions législatives en matière de procréation assistée » (ci-après appelée la Loi) tandis que d'autres se concrétiseront par le biais du règlement d'application de cette même Loi qui est en cours d'élaboration.

QUESTION NO 322

Fournir la liste complète et détaillée des aides financières attribuées en 2015-2016 par le ministère et ses organismes, par l'entremise du Fonds vert, dans le cadre de la mise en œuvre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020. Ventiler par projet en indiquant, pour chacun :

- a. le nom du bénéficiaire de l'aide financière accordée;
- b. la description du projet;
- c. la date de versement de l'aide financière accordée;
- d. le montant de l'aide financière accordée (préciser le volet du programme);
- e. les montants qui composent cette aide financière et leur origine (exemple : XX \$ provenant des crédits affectés au programme par le ministère, YY \$ provenant des crédits du Fonds vert, ZZ \$ provenant des crédits d'un autre fonds spécial);
- f. la réduction attendue des émissions de GES par l'aide financière accordée ou autres cobénéfices.

RÉPONSE NO 322

- Points a, b, c, d, f voir les tableaux ci-dessous pour 2014-2015 et 2015-2016.
- Point e : les montants alloués pour l'aide financière proviennent en totalité du Fonds vert.

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2014-2015					
PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2006-2012	Projets lutte aux îlots de chaleur	Évaluation de l'impact des changements climatiques sur l'environnement bâti du réseau de la santé et des services sociaux du Québec, ainsi qu'à l'établissement de stratégies d'adaptation afin d'assurer la pérennité des structures de santé et de maintenir l'offre de service à la population	Société immobilière du Québec (SIQ)	71 997 \$	2 versements en avril 2014
2006-2012	Adaptation de la gestion clinique, sociale et matérielle du réseau de la santé en fonction des aléas météorologiques extrêmes	Projets de démonstration	SIQ (Centre hospitalier St-Eustache, Centre d'hébergement Centre-Ville, Centre d'hébergement Ormstown, centre d'hébergement Bon-Séjour)	159 823 \$	avril- 2014
2006-2012	Projets lutte aux îlots de chaleur	Soutien financier à la réalisation de projets de démonstration de lutte aux îlots de chaleur urbains et à leur évaluation	Office Municipal d'Habitation (OMH) Longueuil et Centre d'écologie urbaine de Montréal (CEUM)	58 425 \$	février-2015
2006-2012	Projets lutte aux îlots de chaleur	Soutien financier à la réalisation de projets de démonstration de lutte aux îlots de chaleur urbains et à leur évaluation	OMH Laval	60 000 \$	octobre-2014
2006-2012	Projets lutte aux îlots de chaleur	Soutien financier à la réalisation de projets de démonstration de lutte aux îlots de chaleur urbains et à leur évaluation	OMH Trois-Rivières	200 929 \$	mars-2015
2006-2012	Système de surveillance des problèmes de santé physique et psychosociale liés aux aléas météorologiques extrêmes	Études appliquées à la relation entre les maladies cardiovasculaires, la météorologie et le climat au Québec	Institut national de recherche scientifique (INRS)	180 200 \$	décembre-2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2014-2015					
PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2006-2012	Support financier à la réalisation de projets de démonstration de lutte aux îlots de chaleur urbains et à leur évaluation	Gestion, implantation et coordination scientifique ainsi que développement de système d'opération et de différents outils pour le PACC 2006-2012 dans le cadre de six grands projets dont la lutte aux îlots de chaleur	Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	583 701 \$	avril-2014
2006-2012	Formation, transfert de connaissances et diffusion sur les problèmes de santé liés aux changements climatiques et les adaptations et solutions possibles	Analyse de besoin et recommandations	Université Laval	148 500 \$	avril-2014
2013-2020	Analyse de risque, surveillance et prévention pour les maladies infectieuses liées au climat	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Mise en place d'un comité scientifique et d'un observatoire multipartite sur les zoonoses et les maladies vectorielles et l'adaptation aux changements climatiques. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	283 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Programmes de recherche ciblés en analyse des risques et vulnérabilités de santé liées aux changements climatiques	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Analyses d'indicateurs en appui aux projets réalisées à l'INSPQ à partir des données sanitaires, sociales et environnementales disponibles dans le système SUPREME, les enquêtes populationnelles, les maladies à déclaration obligatoire (MADO), et le Système intégré de surveillance des maladies chroniques du Québec (SISMACQ). Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	150 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2014-2015					
PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Observatoire québécois des comportements d'adaptation aux changements climatiques	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Participation à l'observatoire pour données existantes via Infocentre et autres sources. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	50 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Observatoire québécois des comportements d'adaptation aux changements climatiques	Permettre d'orienter les politiques et les pratiques en développant un corpus de connaissances sur la santé et sur ses déterminants, et ainsi créer une meilleure concertation entre le milieu de la recherche universitaire d'une part et les décideurs et les praticiens d'autre part	Université Laval	199 979 \$	janvier-2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système de veille et de surveillance	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Maintien et mise à jour du système SUPREME. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	190 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alertes personnalisées (canicules et autres aléas)	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	13 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alertes personnalisées (canicules et autres aléas)	Projet de mise en place et évaluation d'un système d'alertes téléphoniques automatisées liées à la chaleur et au smog	DSP 16	137 933 \$	mars-2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alertes personnalisées (canicules et autres aléas)	Projet de mise en place et évaluation d'un système d'alertes téléphoniques automatisées liées à la chaleur et au smog	INRS-ETE	98 400 \$	mars-2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2014-2015					
PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Recherche en matière d'adaptation aux vagues de chaleur et au réchauffement moyen	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Exposition à la chaleur dans les bâtiments selon vétusté et statut locatif ou non. Soutien géomatique aux projets de recherche et aux études de surveillance. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	300 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Soutien aux municipalités pour l'implantation de mesures de luttes aux îlots de chaleur	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Participation à la conception, gestion et suivi de l'ensemble des incitatifs financiers. Évaluation, après 5 ans, des projets de verdissement réalisés dans le cadre du PACC 2006-2012. Normes volontaires sur les écoquartiers, l'aménagement de parcs sportifs et pour la protection contre les UV. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	300 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Soutien aux municipalités pour l'implantation de mesures de luttes aux îlots de chaleur	Projet ILEAU : mener une opération intensive et d'envergure sur un territoire ciblé de l'île de Montréal qui combine une diversité de mesures de lutte aux îlots de chaleur dans une perspective d'amélioration du milieu de vie et de travail	Conseil régional de l'environnement (CRE) de Mtl	556 545 \$	mars-2015
2013-2020	Soutien à la stratégie québécoise de réduction des pollens dans une perspective de changements climatiques	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	7 700 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2014-2015					
PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Réduction des impacts psychosociaux liés aux événements météorologiques extrêmes	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Développement d'un projet de surveillance des impacts psychosociaux des aléas climatiques (incluant la comorbidité et les facteurs associés), applicable après les sinistres de grande ampleur; analyse des données existantes (hospitalisations, salles d'urgence, médicaments); étude de faisabilité détaillée; établissement d'un protocole applicable selon des critères prédéfinis. Développement avec les autorités régionales pertinentes d'un kit d'information santé/social destiné aux institutions et professionnels des régions. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	250 000 \$	2 versements entre septembre 2014 et mars 2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2015-2016

PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Analyse de risque, surveillance et prévention pour les maladies infectieuses liées au climat	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Mise en place d'un comité scientifique et d'un observatoire multipartite sur les zoonoses et les maladies vectorielles et l'adaptation aux changements climatiques. Soutien communication et évaluation de programme	Institut national de santé publique du Québec (INSPQ)	157 000 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Analyse de risque, surveillance et prévention pour les maladies infectieuses liées au climat	Collaboration à l'observatoire multipartite sur les maladies à transmission vectorielle et les zoonoses et l'adaptation aux changements climatiques en santé humaine	Faculté de médecine vétérinaire de l'Université de Montréal	68 000 \$	2 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Analyse de risque, surveillance et prévention pour les maladies infectieuses liées au climat	Projets d'étude et de recherche sur les maladies infectieuses liées au climat. Nom des projets: - Étude de l'impact de la variabilité climatique sur l'incidence des zoonoses entériques au Québec - Caractérisation génomique et analyse spatio-temporelle de la distribution des arbovirus circulant au Québec : 2002-2015 - Distribution géographique et saisonnière des espèces de tiques d'importance médicale autres qu' <i>I. scapularis</i> au Québec	Laboratoire de santé publique du Québec (LSPQ) et INSPQ	25 000 \$	mars- 2016
2013-2020	Programmes de recherche ciblés en analyse des risques et vulnérabilités de santé liées aux changements climatiques	Étude de l'impact de la variabilité climatique sur l'incidence des zoonoses entériques au Québec	INSPQ	200 000 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Programmes de recherche ciblés en analyse des risques et vulnérabilités de santé liées aux changements climatiques	Caractérisation génomique et analyse spatio-temporelle de la distribution des arbovirus circulant au Québec : 2002-2015	Ouranos	300 000 \$	décembre 2015
2013-2020	Observatoire québécois des comportements d'adaptation aux changements climatiques	Permettre d'orienter les politiques et les pratiques en développant un corpus de connaissances sur la santé et sur ses déterminants, et ainsi de créer une meilleure concertation entre le milieu de la recherche universitaire d'une part et les décideurs et les praticiens d'autre part	Université Laval	399 959 \$	2 versements entre août et décembre 2015

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2015-2016

PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système de veille et surveillance	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Maintien et mise à jour du système SUPREME. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	115 000 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alerte personnalisées (canicules et autres aléas)	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	12 900 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alertes personnalisées (canicules et autres aléas)	Projet de Mise en place et évaluation d'un Système d'alertes téléphoniques automatisées liées à la chaleur et au smog	Direction de santé publique de Montérégie	141 195 \$	2 versements entre juin 2015 et mars 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Système d'alertes personnalisées (canicules et autres aléas)	Projet de Mise en place et évaluation d'un Système d'alertes téléphoniques automatisées liées à la chaleur et au smog	Institut national de recherche scientifique (INRS) ETE	98 560 \$	3 versements entre mars 2015 et mars 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Exposition à la chaleur dans les bâtiments selon vétusté et statut locatif ou non. Soutien géomatique aux projets de recherche et aux études de surveillance. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	300 000 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Soutien aux municipalités pour l'implantation de mesures de luttes aux îlots de chaleur	Projet ILEAU : mener une opération intensive et d'envergure sur un territoire ciblé de l'île de Montréal qui combine une diversité de mesures de lutte aux îlots de chaleur dans une perspective d'amélioration du milieu de vie et de travail	Conseil régional de l'environnement (CRE) de Montréal	742 060 \$	2 versements entre juin 2015 et janvier 2016
2013-2020	Luttes aux effets à la chaleur / Soutien aux municipalités pour l'implantation de mesures de luttes aux îlots de chaleur	Améliorer la qualité des milieux de vie de la CMQ afin que ces milieux soient bénéfiques plutôt que délétères à la santé publique. Adoption de bonnes pratiques en matière d'aménagement du territoire visant la diminution des effets des îlots de chaleur, l'adaptation aux changements climatiques et la lutte à la pollution atmosphérique	Nature-Québec	350 000 \$	2 versements entre avril 2015 et septembre 2015
2013-2020	Soutien à la stratégie québécoise de réduction des pollens dans une perspective de changements climatiques	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	7 800 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2015-2016

PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Soutien à la stratégie québécoise de réduction des pollens dans une perspective de changements climatiques	Programme d'incitatifs financiers encourageant les municipalités et les arrondissements à développer et mettre en œuvre des plans de contrôle de l'herbe à poux. Projet Plan de contrôle des pollens allergènes	Ville de Granby	11 844 \$	mars 2016
2013-2020	Soutien à la stratégie québécoise de réduction de l'herbe à poux et des autres pollens allergènes (SQRPA) dans une perspective de changements climatiques	Programme d'incitatifs financiers encourageant les municipalités et les arrondissements à développer et mettre en œuvre des plans de contrôle de l'herbe à poux. Projet Plan de contrôle des pollens allergènes	Ville de Trois-Rivières	12 000 \$	mars 2016
2013-2020	Soutien à la SQRPA dans une perspective de changements climatiques	Programme d'incitatifs financiers encourageant les municipalités et les arrondissements à développer et mettre en œuvre des plans de contrôle de l'herbe à poux. Projet Plan de contrôle des pollens allergènes	Plateau Mont-Royal	18 000 \$	mars 2016
2013-2020	Soutien à la SQRPA dans une perspective de changements climatiques	Projet de sensibilisation de la population et de promotion de la SQRPA et suivi des projets municipaux financés dans ce cadre	Association pulmonaire du Québec (APQ)	38 100 \$	mars 2016
2013-2020	Réduction des impacts psychosociaux liés aux événements météorologiques extrêmes	Gestion, implantation et coordination scientifique PACC 2013-2020. Développement d'un projet de surveillance des impacts psychosociaux des aléas climatiques (incluant la comorbidité et les facteurs associés), applicable après les sinistres de grande ampleur; analyse des données existantes (hospitalisations, salles d'urgence, médicaments); étude de faisabilité détaillée; établissement d'un protocole applicable selon critères prédéfinis. Développement avec les autorités régionales pertinentes d'un kit d'information santé/social destiné aux institutions et professionnels des régions. Soutien communication et évaluation de programme	INSPQ	250 000 \$	3 versements entre avril 2015 et mars 2016

Fonds vert. Liste des projets MSSS pour 2015-2016

PACC	Nom du projet	Description	Bénéficiaire	Subvention totale	Date subvention
2013-2020	Réduction des impacts psychosociaux liés aux événements météorologiques extrêmes	Réalisation d'études populationnelles (enquêtes) sur les impacts psychosociaux négatifs des aléas naturels et les impacts bénéfiques des espaces verts sur la santé mentale. Développement et validation outil dépistage en 1 ^{re} ligne clinique pour troubles d'adaptation aigus et syndrome stress post traumatique (SSPT) appliqué aux inondations (et possiblement érosion côtière); réalisation guide clinique pour 1 ^{re} ligne; formation cliniciens ensuite selon résultats	Ouranos	247 344 \$	décembre 2015

QUESTION NO 323

Pour tous les programmes financés dans le cadre du Plan d'action sur les changements climatiques 2013-2020, fournir la ventilation suivante :

- a. l'objectif de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2017 – base annuelle (en Mt CO₂);
- b. le potentiel de réduction ou d'évitement d'émissions de GES en 2020 – base annuelle (en Mt CO₂);
- c. le nombre total d'analyses et de projets d'implantation acceptés par le ministre;
- d. la réduction annuelle potentielle des émissions de GES des projets acceptés par le ministre (en kt de CO₂);
- e. les investissements totaux des projets (en M\$);
- f. les aides financières totales du ministère (en M\$);
- g. le coût moyen des projets sur la durée de vie (en \$/tonne);
- h. le nombre d'emplois créés ou maintenus par ces investissements.

RÉPONSE NO 323

Dans le cadre des actions du PACC 2013-2020 en adaptation aux changements climatiques (volet santé), pour lesquelles le ministère de la Santé et des Services sociaux est responsable, il n'y a aucun projet de réduction, d'évitement ou d'investissement pour les gaz à effet de serre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 324

Estimation des économies réalisées en 2013-2014 dans le cadre du programme de réduction des dépenses du ministère de la Santé et des Services sociaux :

- a. Administration et soutien;
- b. Technologies de l'information;
- c. Approvisionnement;
- d. Baisse du prix des médicaments;
- e. Amélioration de l'efficacité dans la dispensation des services;
- f. Publicités.

RÉPONSE NO 324

La réponse à cette question est fournie à la question n° 256 des questions particulières de l'Opposition officielle de 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 325

Détail des plans d'optimisation, incluant les montants, par région et par mesure identifiée, par année, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 325

La réponse à cette question est fournie dans le Cahier explicatif des crédits 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 326

Économies réalisées en 2015-2016 et estimation pour 2016-2017 de la baisse de prix des médicaments génériques.

RÉPONSE NO 326

Les économies résultant des baisses de prix observées en 2015-2016 sont de l'ordre de 15 M\$. Ces baisses résultent de l'élargissement aux versions génériques de quatre médicaments additionnels de la balise de prix de 18 % définie par l'Alliance pancanadienne pharmaceutique

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 327

INESSS

Détail des effectifs et budget d'opération.

RÉPONSE NO 327

Effectifs : 147

Budget d'opération 2015-2016 : 14 393 600 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 328

Délai moyen d'évaluation d'un médicament au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 328

Listes	Entérinement des recommandations par le CSEMI* (en semaines)	Pour la transmission au conseil d'administration (en semaines)	Pour la transmission de l'Avis au ministre (en semaines)	Pour la publication de la liste (en semaines)
Février 2014	17	18	21	25
Juin 2014	19	19	22	26
Octobre 2014	18	20	22	26
Février 2015	17	18	21	25
Juin 2015	18	19	21	26
Octobre 2015	18	20	23	27
Février 2016	17	18	21	26

*CSEMI (Comité scientifique de l'évaluation des médicaments aux fins d'inscription)

**Les délais indiqués entre parenthèses sont les conséquences du report de la mise à jour des listes de février 2013 au 15 mars 2013.

QUESTION NO 329

Concernant les nouveaux médicaments, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.

RÉPONSE NO 329

NOUVEAUX PRODUITS OU NOUVELLES INDICATIONS	
Années	2015-2016
Nombre de produits évalués	526
Nombre de produits inscrits:	424 (80,6 %)
<i>Médicaments innovateurs</i>	
Nombre de produits évalués	159
Nombre de produits inscrits:	71 (44,6 %)
<i>Médicaments génériques</i>	
Nombre de produits évalués	367
Nombre de produits inscrits:	353 (96,18 %)
<i>Réévaluations</i>	
Nombre de produits réévalués:	37
Autres situations	16
Grand total :	579

QUESTION NO 330

Concernant les nouveaux médicaments contre le cancer, le nombre et le pourcentage de demandes d'inscription acceptées, par année, depuis cinq ans.

RÉPONSE NO 330

Le tableau suivant recense les nombres et proportions de demandes d'inscription de février 2011 à novembre 2015 portant sur des anticancéreux ayant donné lieu à une décision positive du ministre.

Cette statistique repose sur le statut d'inscription qui prévaut actuellement pour un médicament dans une indication donnée.

Sur 40 médicaments faisant l'objet de demandes d'inscription à la Liste du Régime général d'assurances médicaments (RGAM), au cours des 5 dernières années, 29 ont été inscrits, ce qui représente un taux d'acceptation de 72,5 %. De la même manière, 49 des 75 demandes d'inscription à la Liste de médicaments des établissements, au cours de la période, ont été acceptées, ce qui correspond à un taux d'acceptation de 65,3 %.

Nombres et proportions de demandes d'inscription* d'anticancéreux de février 2011 à novembre 2015 ayant donné lieu à une décision positive du ministre (selon le statut d'inscription prévalant actuellement**)		
	REGIME GENERAL***	ÉTABLISSEMENTS
Statut d'inscription	29/40 (72,5 %)	49/75 (65,3 %)

* Le terme *demande* réfère à une demande d'inscription ou d'ajout d'une indication reconnue. Chacune des demandes se rapporte à une dénomination commune pour une indication et une intention de traitement données.

** Le statut d'inscription qui prévaut constitue l'issue de la dernière demande d'inscription ayant conduit à une décision du ministre.

*** Tous les médicaments inscrits à la Liste de médicaments du RGAM l'ont été à la Liste de médicaments des établissements.

Nombres et proportions de demandes d'inscription* d'anticancéreux ayant donné lieu à une décision positive du ministre (par année) <i>(selon le statut d'inscription prévalant actuellement**)</i>		
	Liste du RGAM***	Liste - Établissements
2015	3/6 (50 %)	8/16 (50 %)

* Le terme *demande* réfère à une demande d'inscription ou d'ajout d'une indication reconnue. Chacune des demandes se rapporte à une dénomination commune pour une indication et une ligne de traitement données.

** Le statut d'inscription qui prévaut constitue l'issue de la dernière demande d'inscription ayant conduit à une décision du ministre.

*** Tous les médicaments inscrits à la Liste de médicaments du RGAM l'ont été à la Liste de médicaments des établissements.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 331

INESSS

Nombre et détail des postes vacants.

RÉPONSE NO 331

6 postes

2 personnels de soutien

4 professionnels

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 332

Situation financière des établissements du réseau de la santé et des services sociaux, par établissement et par région (cibles visées, déficit annuel, déficit accumulé, intérêts payés par les établissements, etc.) pour les trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. Indiquer le total par région et le total national.

RÉPONSE NO 332

COMPILATION 25 juin 2015			2014-2015							
AS-471 : période se terminant le 31 mars 2015			Résultats réels selon AS-471 - PCGR							
SOMMAIRE		Nombre d'établissements	Revenus annuels totaux	Déficit annuel d'exploitation	Déficit annuel/ revenus	Déficit annuel immobilisations	Déficit annuel/ revenus	Nb. d'établissements déficitaires	Déficit annuel	Déficit annuel/ revenus
			RÉEL	RÉEL		RÉEL			RÉEL	
PAR RÉGION		Nb.	\$	\$	%	\$	%	Nb.	\$	%
01	Bas St-Laurent	10	631 968 777	(1 171 209)	0,2%	(260 398)	0,0%	3	(1 263 338)	0,2%
02	Saguenay Lac St-Jean	8	807 336 336	(1 059 606)	0,1%	(720 930)	0,1%	1	(845 729)	0,1%
03	Québec	12	2 645 873 770	(5 358 694)	0,2%	(2 191 187)	0,1%	8	(4 440 156)	0,2%
04	Mauricie - Centre du Qué	12	1 320 473 787	(6 413 930)	0,5%	(296 918)	0,0%	5	(4 375 715)	0,3%
05	Estrie	12	1 049 408 444	(1 774 507)	0,2%	(694 231)	0,1%	7	(1 965 100)	0,2%
06	Montréal	42	7 815 882 453	(43 651 591)	0,6%	(6 609 352)	0,1%	27	(41 143 115)	0,5%
07	Outaouais	9	750 151 503	(15 326 191)	2,0%	(177 643)	0,0%	8	(15 046 173)	2,0%
08	Abitibi Témiscamingue	9	467 096 379	(7 698 956)	1,6%	(67 901)	0,0%	5	(7 114 650)	1,5%
09	Côte-Nord	8	342 638 278	(3 373 432)	1,0%	(273 378)	0,1%	6	(3 293 274)	1,0%
10	Baie-James	1	71 291 334	0	0,0%	0	0,0%	0	0	0,0%
11	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	7	351 231 920	(6 002 344)	1,7%	(235 090)	0,1%	7	(5 877 347)	1,7%
12	Chaudière-Appalaches	9	898 586 827	0	0,0%	(473 253)	0,1%	0	0	0,0%
13	Laval	4	685 284 397	(2 191 216)	0,3%	(156 423)	0,0%	2	(2 316 421)	0,3%
14	Lanaudière	5	864 033 300	(3 940 952)	0,5%	(169 386)	0,0%	2	(3 541 386)	0,4%
15	Laurentides	11	1 025 450 835	(15 427 442)	1,5%	(91 711)	0,0%	4	(13 184 679)	1,3%
16	Montréal	18	2 667 270 828	(9 480 295)	0,4%	(2 353 826)	0,1%	8	(10 304 028)	0,4%
17	Nunavik	2	192 841 183	0	0,0%	(439 147)	0,2%	1	(180 987)	0,1%
18	Cris *	1	211 554 594	(2 277 253)	1,1%	0	0,0%	1	(2 277 253)	1,1%
	TOTAL	180	22 798 374 945	(66 438 752)	0,5%	29 004 606	0,0%		(37 434 146)	0,2%
	Déficit annuel d'exploitation			(125 147 618)		(15 210 774)		95	(117 169 351)	
	Équilibre annuel d'exploitation			58 708 866		44 215 380		85	79 735 205	
	Surplus (déficits) cumulés									

QUESTION NO 333

Déficit autorisé dans les établissements du réseau de la santé et des services sociaux en 2014-2015 et 2015-2016, les prévisions pour 2016-2017 et le déficit cumulé.

RÉPONSE NO 333

La réponse à ces questions est fournie dans les tableaux joints à la question 332.

Il n'y a plus de déficit autorisé depuis l'exercice 2012-2013.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 334

Montant de la dette à assumer par le ministère de la Santé et des Services sociaux pour chaque établissement au 31 mars 2014 et au 31 mars 2015. Fournir les prévisions de la situation au 31 mars 2016.

RÉPONSE NO 334

	au 31 mars 2016	
Dettes agences		(note 1)
Dettes réseau	11 001 967	
	11 001 967	

Note 1 :

Comme la Corporation d'hébergement du Québec (CHQ), maintenant Société québécoise des infrastructures (SQI) était une entité autonome, elle ne pouvait plus, depuis le 1^{er} avril 2000, pourvoir au remboursement de son service de dette par l'octroi de subventions. Conséquemment, au cours de l'année financière 2000-2001 des conventions de prêts ont été signées entre la CHQ et les agences afin que la dette des mandats régionalisés soit transférée aux agences. Par la suite, en date du 31 mars 2011, ces conventions de prêts ont été transférées à Financement-Québec. Depuis l'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2015, le solde existant a été transféré au CISSS ou CIUSSS où l'agence a été fusionnée. Lorsque les dettes mentionnées précédemment et émises initialement à la CHQ (maintenant SQI) viennent à échéance, elles sont refinancées par les CISSS ou CIUSSS auprès du Fonds de financement.

	2015-2016	
Loyers SQI -établissements du réseau	127 036	(note 2)

Note 2 :

Comme la SQI (anciennement CHQ) est une personne morale à fonds social mandataire de l'État, elle ne peut pourvoir au remboursement de son service de dette par l'octroi de subventions. Son service de dette, relatif aux immeubles dont les locataires sont des établissements ou des agences du réseau de la santé et des services sociaux, a donc été transféré en "Loyer Établissements du réseau-SQI". Ce loyer payable à la SQI par le MSSS au nom des établissements locataires des immeubles de la SQI ne doit pas dépasser le coût du service de dette (long terme et court terme) du parc immobilier de la SQI pour les immeubles dont les locataires sont des établissements ou des agences du réseau de la santé et des services sociaux.

QUESTION NO 335

Service de la dette :

- a. Détail de la croissance du service de la dette pour les cinq dernières années;
- b. Par année;
- c. Par programme (ministère) ainsi que celui du gouvernement.

RÉPONSE NO 335

ÉVOLUTION DU SERVICE DE LA DETTE		
	Au 31 mars 2015	Au 31 mars 2016
Hypothèques	1 303 774 \$	919 494 \$
Obligations	- \$	- \$
Billets	9 925 961 202 \$	11 001 047 077 \$
Total dette à long terme	9 927 264 976 \$	11 001 966 570 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 336

Montant dévolu, par région, au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017:

a. Clientèle adulte :

1. 1^{re} ligne;
2. 2^e ligne;
3. autres.

b. Clientèle jeune :

1. 1^{re} ligne;
 2. 2^e ligne;
 3. autres.
-

RÉPONSE NO 336

Les données qui suivent proviennent des contours financiers 2014-2015. Ces contours ne permettent pas de distinguer les dépenses faites pour les enfants et les jeunes de celles pour les adultes.

PROGRAMME SANTÉ MENTALE 2014-2015

Ensemble des ressources

(en \$)	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne	Organisme communautaire	TOTAL
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	6 104 768	23 385 599	3 191 362	32 681 729
RSS 02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 005 295	33 150 669	4 797 606	44 953 570
RSS 03 Capitale–Nationale	14 102 144	132 413 014	14 651 352	161 166 510
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	9 252 260	55 581 102	6 117 936	70 951 299
RSS 05 Estrie	8 639 178	33 945 551	2 623 852	45 208 580
RSS 06 Montréal	46 948 028	400 070 186	30 313 009	477 331 223
RSS 07 Outaouais	7 124 745	34 175 896	5 120 186	46 420 827
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	5 244 936	13 722 295	2 848 290	21 815 521
RSS 09 Côte-Nord	1 819 757	9 468 956	1 819 934	13 108 648
RSS 10 Nord-du-Québec	1 202 603	419 179	567 421	2 189 203
RSS 11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 797 142	11 164 875	2 167 331	16 129 347
RSS 12 Chaudière-Appalaches	6 788 630	40 218 564	5 020 909	52 028 103
RSS 13 Laval	6 826 587	22 796 826	4 869 372	34 492 784
RSS 14 Lanaudière	6 768 532	42 219 047	4 023 452	53 011 032
RSS 15 Laurentides	10 761 494	48 854 854	3 189 141	62 805 489
RSS 16 Montérégie	24 446 319	106 605 789	15 204 434	146 256 542
RSS 17 Nunavik	67 755	64 937		132 692
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	24 436	1 017 713		1 042 149
TOTAL	165 924 609	1 009 275 052	106 525 587	1 281 725 247

Source : Contour financier.

Uniquement les CSSS

(en \$)	1 ^{re} ligne	2 ^e ligne	TOTAL
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	6 104 768	22 944 738	29 049 506
RSS 02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	7 005 295	29 558 881	36 564 176
RSS 03 Capitale–Nationale	12 757 244	39 915 005	52 672 250
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	9 252 260	52 971 226	62 223 487
RSS 05 Estrie	8 639 178	8 252 778	16 891 956
RSS 06 Montréal	44 777 213	35 848 484	80 625 697
RSS 07 Outaouais	7 124 745	33 772 223	40 896 968
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	5 244 936	10 861 630	16 106 566
RSS 09 Côte-Nord	1 819 757	9 407 151	11 226 909
RSS 10 Nord-du-Québec			
RSS 11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 797 142	9 292 126	12 089 268
RSS 12 Chaudière-Appalaches	6 788 630	38 144 811	44 933 441
RSS 13 Laval	6 826 587	19 136 770	25 963 356
RSS 14 Lanaudière	6 768 532	33 816 943	40 585 475
RSS 15 Laurentides	10 761 494	40 714 835	51 476 329
RSS 16 Montérégie	24 446 319	101 871 137	126 317 456
RSS 17 Nunavik			
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James			
TOTAL	161 114 100	486 508 740	647 622 839

Source : Contour financier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 337

Montant dévolu par les établissements au programme de santé mentale au cours des trois dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

- a. Clientèle adulte (par région et au total):
 - 1. 1^{re} ligne;
 - 2. 2^e ligne;
 - 3. autres.
- b. Clientèle jeune (par région et au total) :
 - 4. 1^{re} ligne;
 - 5. 2^e ligne;
 - 6. autres.

RÉPONSE NO 337

Les données qui suivent proviennent des contours financiers 2014-2015. Ces contours ne permettent pas de distinguer les dépenses faites pour les enfants et les jeunes de celles pour les adultes.

Programme santé mentale - dépenses par CSSS 2014-2015 (en \$)

Région	CSSS	Nom de l'établissement	SM 1 ^{re} ligne 2014-2015	SM 2 ^e ligne 2014-2015
01 Bas-Saint-Laurent	11043312	CSSS DES BASQUES	301 906	90 908
	11043379	CSSS DE KAMOURASKA	693 640	300 871
	11043478	CSSS DE LA MITIS	872 532	99 208
	11043502	CSSS DE TÉMISCOUATA	492 974	266 167
	11044021	CSSS DE LA MATAPÉDIA	535 730	190 431
	11044062	CSSS DE MATANE	469 069	318 688
	11044096	CSSS DE RIMOUSKI-NEIGETTE	1 942 845	14 497 530
	11044104	CSSS DE RIVIÈRE-DU-LOUP	796 071	7 180 935
			6 104 768	22 944 738
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	11042991	CSSS MARIA-CHAPDELAINE	818 602	703 856
	11043411	CSSS CLÉOPHAS-CLAVEAU	590 205	762 191
	11043833	CSSS DE JONQUIÈRE	1 628 807	1 909 501
	11044179	CSSS DE LAC-SAINT-JEAN-EST	1 305 034	4 943 486
	11044187	CSSS DOMAINE-DU-ROY	933 526	6 422 935
	11044195	CSSS DE CHICOUTIMI	1 729 120	14 816 913
			7 005 295	29 558 881
03 Capitale-Nationale	11043650	CSSS DE PORTNEUF	1 438 399	984 033
	11044153	CSSS DE LA VIEILLE-CAPITALE	5 903 557	30 883 947
	11044161	CSSS DE QUÉBEC-NORD	4 543 750	5 125 548
	11044336	CSSS DE CHARLEVOIX	871 539	2 921 478
			12 757 244	39 915 005
04 Mauricie et Centre-du-Québec	11043130	CSSS DU HAUT-SAINT-AURICE	529 718	955 597
	11043171	CSSS DE MASKINONGÉ	685 880	249 774
	11043809	CSSS DE LA VALLÉE-DE-LA-BATISCAN	540 471	145 597
	11044120	CSSS D'ARTHABASKA-ET-DE-L'ÉRABLE	1 298 882	5 088 227
	11044377	CSSS DRUMMOND	1 438 655	5 431 793
	11044385	CSSS DE L'ÉNERGIE	1 385 828	32 861 932
	11044393	CSSS DE BÉCANCOUR - NICOLET-YAMASKA	995 741	317 506
	11044898	CSSS DE TROIS-RIVIÈRES	2 377 085	7 920 800
			9 252 260	52 971 226
05 Estrie	11042926	CSSS DU HAUT-SAINT-FRANÇOIS	742 595	1 592 538
	11042942	CSSS DES SOURCES	570 312	339 342
	11042959	CSSS DU VAL-SAINT-FRANÇOIS	627 786	304 699
	11042975	CSSS DE LA MRC-DE- COATICOOK	513 512	306 745
	11043593	CSSS DE MEMPHRÉMAGOG	1 024 833	1 004 355
	11043759	CSSS DU GRANIT	525 353	550 037
	13818596	CSSS- INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GÉRIATRIE DE SHERBROOKE	4 634 787	4 155 062
			8 639 178	8 252 778
06 Montréal	11044211	CSSS DE L'OUEST-DE-L'ÎLE	3 280 044	6 433 191
	11044229	CSSS DE DORVAL-LACHINE-LASALLE	3 871 618	243 065
	11044237	CSSS DU SUD-OUEST-VERDUN	3 713 341	5 636 150
	11044245	CSSS CAVENDISH	2 563 376	24 290
	11044252	CSSS DE LA MONTAGNE	4 804 716	619 991
	11044260	CSSS DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT	2 210 254	4 538
	11044278	CSSS D'AHUNTSIC ET MONTRÉAL-NORD	4 556 865	5 817 184
	11044286	CSSS DU COEUR-DE-L'ÎLE	3 347 060	7 338 174
	11044294	CSSS JEANNE-MANCE	5 134 540	4 881 265
	11044302	CSSS DE SAINT-LÉONARD ET SAINT-MICHEL	2 257 386	113 498
	11044310	CSSS LUCILLE-TEASDALE	4 577 179	4 737 138
	11044328	CSSS DE LA POINTE-DE-L'ÎLE	4 460 836	
			44 777 213	35 848 484
07 Outaouais	11043023	CSSS DU PONTIAC	657 169	139 823
	11043510	CSSS DE LA VALLÉE-DE-LA-GATINEAU	600 917	209 455
	11044401	CSSS DES COLLINES	636 562	163 470
	11044419	CSSS DE GATINEAU	4 240 751	31 642 592
	11044427	CSSS DE PAPINEAU	989 345	1 616 883
			7 124 745	33 772 223

Région	CSSS	Nom de l'établissement	SM 1 ^{re} ligne 2014-2015	SM 2 ^e ligne 2014-2015
08 Abitibi- Témiscamingue	11043353	CSSS DES AURORES- BORÉALES	674 032	1 542 594
	11044468	CSSS LES ESKERS DE L'ABITIBI	973 564	1 688 946
	11044476	CSSS DE ROUYN-NORANDA	1 377 879	2 354 802
	11044484	CSSS DE LA VALLÉE-DE-L'OR	1 250 594	4 963 122
	11044906	CSSS DU TÉMISCAMINGUE	968 866	312 165
			5 244 936	10 861 630
09 Côte-Nord	11042835	CSSS DE LA MINGANIE	183 571	57 358
	11043262	CSSS DE PORT-CARTIER	170 809	244 572
	11043866	CLSC NASKAPI	3 868	
	11045036	CSSS DE LA HAUTE-COTE-NORD - MANICOUAGAN	842 919	3 915 020
	13160395	CSSS DE SEPT-ÎLES	362 059	5 190 202
	13294020	CSSS DE LA BASSE-CÔTE-NORD	89 475	
	14628986	CSSS DE L'HÉMATITE	167 058	
			1 819 757	9 407 151
11 Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine	11043445	CSSS DE LA HAUTE-GASPÉSIE	392 580	1 082 517
	11044070	CSSS DU ROCHER-PERCÉ	495 710	1 252 315
	11044088	CSSS DES ÎLES	381 410	1 547 515
	11044112	CSSS DE LA BAIE-DES-CHALEURS	954 203	3 002 367
	11044369	CSSS DE LA CÔTE-DE-GASPÉ	573 239	2 407 413
			2 797 142	9 292 126
12 Chaudière- Appalaches	11042728	CSSS DES ETCHEMINS	560 449	2 662 605
	11044492	CSSS DE LA RÉGION DE THETFORD	607 474	3 558 991
	11044500	CSSS DE MONTMAGNY-L'ISLET	1 079 611	4 333 869
	11044526	CSSS DE BEAUCE	1 057 424	8 770 914
	11044872	CSSS ALPHONSE-DESJARDINS	3 483 671	18 818 431
			6 788 630	38 144 811
13 Laval	11044344	CSSS DE LAVAL	6 826 587	19 136 770
14 Lanaudière	11044203	CSSS DU SUD DE LANAUDIÈRE	3 582 314	11 548 709
	11044435	CSSS DU NORD DE LANAUDIÈRE	3 186 218	22 268 234
			6 768 532	33 816 943
15 Laurentides	11043544	CSSS DES PAYS-D'EN-HAUT	578 718	525 147
	11043940	CSSS DE THÉRÈSE-DE BLAINVILLE	2 212 998	1 208 121
	11044013	CSSS DES SOMMETS	913 860	4 256 761
	11044138	CSSS D'ANTOINE-LABELLE	764 998	11 450 813
	11044443	CSSS DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES	1 125 661	3 045 172
	11044450	CSSS DE SAINT-JÉRÔME	4 139 769	19 331 276
	13508718	CSSS D'ARGENTEUIL	1 025 489	897 545
			10 761 494	40 714 835
16 Montérégie	11044534	CSSS PIERRE-BOUCHER	4 719 264	12 935 095
	11044542	CSSS HAUT-RICHELIEU-ROUVILLE	2 517 774	12 034 017
	11044567	CSSS PIERRE-DE SAUREL	1 190 610	6 474 313
	11044575	CSSS DU SUROÛT	1 511 591	10 578 875
	11044583	CSSS JARDINS-ROUSSILLON	3 071 988	9 087 930
	11044591	CSSS LA POMMERAIE	1 225 188	435 024
	11044609	CSSS RICHELIEU-YAMASKA	3 038 605	13 718 592
	11044617	CSSS DE VAUDREUIL-SOULANGES	2 060 582	686 512
	11044930	CSSS CHAMPLAIN-CHARLES-LE MOYNE	2 985 011	27 322 383
	11045002	CSSS DE LA HAUTE-YAMASKA	1 422 285	8 354 649
	12363412	CSSS DU HAUT-SAINT-LAURENT	703 421	243 747
			24 446 319	101 871 137
TOTAL QUÉBEC			161 114 100	486 508 740

N.B.: Les dépenses du CSSS La Pommeraie et du CSSS de la Haute-Yamaska sont présentées dans la région de la Montérégie alors qu'en 2015-2016 elles seront dans la région de l'Estrie.

QUESTION NO 338

Nombre de personnes en attente pour des services en santé mentale, par tranche d'âge et par région (1^e et 2^e ligne).

RÉPONSE NO 338

Il n'y a aucun système d'information qui permette de colliger le nombre de personnes en attente en 1^e ou en 2^e ligne.

QUESTION NO 339

Plan d'action en santé mentale 2015-2020 : tableau de bord / bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 339

Au début de l'année 2014, le MSSS a tenu deux activités de consultation concernant le futur plan d'action en santé mentale :

- Une journée de consultation auprès du réseau (Québec);
- Un Forum national sur le plan d'action en santé mentale (Montréal).

Ces deux activités ont entraîné des dépenses d'environ 27 000 \$.

Au printemps 2015, une consultation en trois phases a eu lieu auprès de :

1. un comité indépendant de lecture
2. directions intra- et interministérielles
3. partenaires nationaux et communautaires

Ces activités n'ont pas entraîné de dépenses.

La révision linguistique et la conception graphique ont coûté environ 9 000 \$.

Le MSSS a lancé le plan d'action en santé mentale 2015-2020 en octobre 2015.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 340

Évolution et ventilation des sommes investies dans le secteur de la santé mentale en comparaison des dépenses consacrées à l'ensemble des programmes de santé de 2006 à 2015, et les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 340

Dépenses du programme Santé mentale et de l'ensemble du réseau en 2014-2015

Santé mentale	% de croissance annuelle	Ensemble des programmes	% de croissance annuelle	% dépenses en SM p/r dépenses totales	Ensemble des programmes excluant les activités de soutien soutien	% dépenses en SM p/r dépenses totales excluant les activités de soutien
1 281,7 M\$	1,48	21 020,3 M\$	1,97	6,10	16 424,9 M\$	7,80

Les données 2015-2016 ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 341

Ventilation par région et par année des 70 millions annoncés au lancement du plan d'action en santé mentale.

RÉPONSE NO 341

Lors du lancement du plan d'action en santé mentale 2015-2020, le ministre a indiqué qu'il n'y aurait aucun investissement dans les trois premières années du plan.

QUESTION NO 342

État de situation et proportion des dépenses consacrées au secteur de la santé mentale, par rapport à l'ensemble des dépenses sociosanitaires, de 2006 à 2015, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 342

La réponse à cette question est fournie à la question n° 340 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 343

État de situation per capita régional pondéré, basé sur l'estimation des coûts de production de services en santé mentale entre 2006 et 2015, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 343

SANTÉ MENTALE
PER CAPITA PONDÉRÉ 2014-2015

	2014-2015
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	134,23 \$
RSS 02 Saguenay--Lac-Saint-Jean	138,21 \$
RSS 03 Capitale Nationale	173,85 \$
RSS 04 Mauricie et Centre-du-Québec	112,13 \$
RSS 05 Estrie	92,55 \$
RSS 06 Montréal	142,94 \$
RSS 07 Outaouais	112,83 \$
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	126,65 \$
RSS 09 Côte-Nord	124,25 \$
RSS 10 Nord-du-Québec	
RSS 11 Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine	116,80 \$
RSS 12 Chaudière-Appalaches	123,65 \$
RSS 13 Laval	131,10 \$
RSS 14 Lanaudière	113,75 \$
RSS 15 Laurentides	95,75 \$
RSS 16 Montérégie	98,35 \$
RSS 17 Nunavik	
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	
TOTAL QUÉBEC	125,31 \$
	pop. totale

Source : Mode d'allocation des ressources
Il est à noter, dans calcul du per capita pondéré, que le numérateur utilisé exclut les dépenses relatives aux dimensions régionales et universitaires et d'autres sommes caractérisant certains services tels l'urgence et la psychiatrie légale.

QUESTION NO 344

Nombre et dates des rencontres depuis le 1er mars 2016 entre le ministre et les facultés de médecine concernant les médecins étrangers. Inclure, le cas échéant, les ordres du jour, la liste des participants, les procès-verbaux et les sommes engagées pour chacune de ces rencontres.

RÉPONSE NO 344

Nous ne possédons pas cette information, elle concerne l'agenda du ministre.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 345

Coûts détaillés pour l'organisation du forum sur l'autisme.

RÉPONSE NO 345

Le montant total est de 21 981,12 \$.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 346

État de situation et sommes investies en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, à propos de la mise en place des recommandations du Protecteur du citoyen sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement.

RÉPONSE NO 346

ÉTAT DE SITUATION

Les sommes investies ne sont pas directement allouées à la mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen (PC). Toutefois, les investissements concourent à leur réalisation et à l'amélioration des services.

Sommes investies 2013-2014

Contour financier du programme-service en déficience intellectuelle (DI) ou trouble du spectre de l'autisme (TSA) :

- En 2013-2014, 976 M\$ ont été consacrés au programme DI-TSA.

Investissements

- Financement de 10 M\$ récurrents répartis entre cinq régions en 2013-2014 notamment pour améliorer l'accès à des activités de jour pour la clientèle ayant un TSA.
- Enveloppe de 8 M\$ non récurrents en 2011-2012 pour une meilleure réponse aux besoins de la clientèle ayant une DI, un TSA ou une déficience physique (DP).
- Investissement de 35 M\$ récurrents sur une base annuelle annoncés en juin 2012 pour améliorer l'accès aux services pour les personnes ayant une déficience. Notons que 8 M\$ étaient spécifiquement prévus pour la clientèle ayant un TSA.
- Recherche en TSA (2015-2016) : 188 843 \$ pour les recherches en cours.
- Réseau national d'expertise en trouble du spectre de l'autisme (RNETSA) : 220 000 \$.
- Premier forum québécois sur le trouble du spectre de l'autisme en février 2016 : 21 981 \$.

Actions réalisées et en cours

Protecteur du citoyen : Rapport spécial n° 1 sur les services gouvernementaux destinés aux enfants présentant un trouble envahissant du développement

Au 31 mars 2014, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a déposé un dernier bilan annuel au PC sur les actions réalisées et en cours ainsi que les actions conjointes avec les ministères et organismes concernés. Onze des quatorze recommandations adressées en tout ou en partie au MSSS sont réalisées ou donnent lieu à des activités en continu. De plus, des travaux sont en cours pour les trois autres recommandations.

Protecteur du citoyen : Rapport spécial n° 2 sur les services aux jeunes et aux adultes présentant un trouble envahissant du développement : de l'engagement gouvernemental à la réalité

En mai 2012, un rapport sur les services aux personnes de sept ans et plus a été déposé par le PC. Le MSSS a fait part au PC de ses actions réalisées et celles en cours pour une deuxième année notamment sur l'état d'avancement des trois plans d'action déposés en novembre 2012. L'échéancier pour mettre en œuvre les recommandations s'échelonne sur la période de 2012 à 2018.

Formation

- Financement du MSSS : Programme de formation universitaire sur mesure en TSA. 496 personnes formées au programme de premier cycle en intervention auprès de la clientèle TSA et 112 au diplôme d'études supérieures spécialisées de deuxième cycle. Depuis 2009-2010, les frais pour les nouvelles cohortes sont assurés par les CRDITED, maintenant fusionnés aux CISSS et CIUSSS.

Autres travaux

- Le MSSS a réalisé un bilan des politiques et des plans d'action en DI-TSA. Ce bilan, produit à la suite d'une vaste consultation, a permis d'identifier quatre actions structurantes qui permettront d'améliorer les services au cours des prochaines années.
- Le MSSS a rendu public, en décembre 2014, un rapport sur les activités socioprofessionnelles et communautaires. Des travaux interministériels sont en cours notamment avec le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR) et le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MESS) afin de dégager une vision commune des besoins et du partage des responsabilités. De plus, le MSSS élabore actuellement des lignes directrices pour encadrer l'offre d'activités de jour dans le réseau de la santé et des services sociaux.
- Le MSSS participe aux travaux du comité interministériel (MSSS, MEESR, MESS, ministère de la Famille) sur la généralisation de la planification individualisée et coordonnée des services dont le mandat est de définir des balises consensuelles sur l'utilisation du plan de services individualisé.
- Développé par le MSSS et le MEESR, le mandat du RNETSA portant sur le développement de l'expertise, le partage des connaissances en TSA et le réseautage entre intervenants continue de s'actualiser. La participation du MSSS se poursuit eu égard aux travaux des différents comités de suivi.
- Des travaux portant sur le cadre clinique des résidences à assistance continue et sur l'organisation des services pour les personnes présentant des problématiques multiples et complexes sont en cours depuis l'automne 2013.
- Une entente de partenariat de cinq ans avec la Fondation Miriam vise à faciliter, pour les enfants de 0 à 5 ans, l'accès à l'évaluation diagnostique et aux services spécifiques et spécialisés.

Recherches

- Le MSSS a financé ou finance en tout ou en partie divers projets de recherche :
 - « L'efficacité et l'innocuité des interventions et traitements pour les enfants de 0-12 ans ayant un trouble envahissant du développement (TED) » : revue des revues systématiques et des recommandations de bonnes pratiques (Institut national d'excellence en santé et en services sociaux).
 - « Relevé de littérature sur l'intervention en situation de crise auprès des personnes ayant une DI ou un TED » (CRDITED-MCQ-IU). Des activités de transfert de connaissances sont en cours.
 - L'offre de services spécialisés (entre autres l'ICI) aux enfants présentant un TED. (CRDITED-Montérégie-Est). Rapport déposé en avril 2013.
 - « L'évaluation et l'intervention sur les comportements problématiques chez les jeunes enfants ayant un TSA ou un retard global de développement ». (CRDITED- Montérégie-Est). Rapport final attendu en janvier 2018.

- « L'ICI au Québec : Portrait de son implantation et mesure de ses effets chez l'enfant ayant un TED, sa famille et ses milieux ». Le volet « portrait » a été déposé en mai 2014. Le volet « effets » est attendu pour 2016.
- Un projet d'optimisation du processus d'évaluation diagnostique en TSA (Agence de la santé et de services sociaux de la Montérégie de l'époque). Rapport déposé en mars 2015.
- Évaluation de la fidélité d'implantation et des effets du programme Au-delà du TED : des compétences parentales à ma portée. Rapport final attendu en août 2016.
- « Développement et transfert de connaissances du programme d'intervention comportementale intensive ». Ce projet vise le développement d'outils et de stratégies pour soutenir les établissements qui sont confrontés à un volume de demandes croissant en autisme. Un rapport final est attendu pour 2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 347

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience physique, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015, et au 31 mars 2016 :

- Adultes;
- Aînés;
- Enfants.

RÉPONSE NO 347

Nombre d'usagers en attente d'un service en CRDP et
délai moyen d'attente en jours au 31 mars 2015

	0-17 ans		18 ans et plus		Total
	Usagers	Délai	Usagers	Délai	Usagers
Services d'intégration résidentielle	1	8	76	652	77
Région 05			3	437	3
Région 06			40	518	40
Région 13			12	482	12
Région 14	1	8	21	1 037	22
Services d'intégration au travail¹					
Services d'adaptation et de réadaptation à la personne	3 748	160	8 196	320	11 944
Région 01	31	44	181	220	212
Région 02	154	165	440	357	594
Région 03	135	79	533	96	668
Région 04	140	169	737	468	877
Région 05	257	233	802	228	1 059
Région 06	884	158	1 643	231	2 527
Région 07	253	285	934	973	1 187
Région 08	54	105	321	491	375
Région 09	54	209	125	149	179
Région 11	70	186	295	504	365
Région 12	138	85	343	181	481
Région 13	77	97	164	96	241
Région 14	1 075	154	821	125	1 896
Région 16	426	121	857	58	1 283

1. Aucune donnée n'a été saisie.
Source : AS-484 (p.13)

Les données pour les autres années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 348

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation en déficience intellectuelle, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015, et au 31 mars 2016 :

- Adultes;
- Aînés;
- Enfants.

RÉPONSE NO 348

Nombre d'utilisateurs en déficience intellectuelle en attente d'un premier service en Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement et délai moyen d'attente en jours au 31 mars 2015

	0-17 ans		18-64 ans		65 ans et plus		Total
	Utilisateurs	Délai	Utilisateurs	Délai	Utilisateurs	Délai	Utilisateurs
Services d'adaptation en contexte d'intégration communautaire			271	568	15	1 184	286
Région 01			3	61			3
Région 02			11	224			11
Région 03			41	295	4	305	45
Région 04			19	133			19
Région 05			13	293	1	107	14
Région 06			92	1 117	7	2 145	99
Région 07			15	603			15
Région 12			22	197			22
Région 15			28	421	3	472	31
Région 16			27	181			27
Services d'intégration au travail ¹	14	150	473	454	2	1 513	489
Région 01			8	77			8
Région 02			19	204			19
Région 03			39	280			39
Région 04	2	36	15	187			17
Région 05	1	56	29	157			30
Région 06	6	224	217	738	2	1 513	225
Région 07	1	57	4	388			5
Région 08	1	181	8	257			9
Région 09			1	49			1
Région 12	2	181	24	189			26
Région 14			1	180			1
Région 15			41	268			41
Région 16	1	21	67	187			68

¹Comprennent les ateliers de travail, les supports de stages individuels, les supports de plateaux de travail et l'intégration à l'emploi. Ces données n'étaient pas disponibles avant 2014-2015.

Services d'intégration résidentielle²	195	825	682	1 327	23	1 440	900
Région 01	2	1 071	4	264			6
Région 02			5	436			5
Région 03	9	396	67	1 073	5	817	81
Région 04	2	79	15	383	1	370	18
Région 05	3	1 185	20	723	1	1 316	24
Région 06	130	978	325	1 698	10	1 962	465
Région 07	10	599	44	1 398			54
Région 08	1	16	2	913			3
Région 09			10	739	2	792	12
Région 11			3	96			3
Région 12	1	24	2	740			3
Région 13	14	516	40	606			54
Région 15	11	460	43	802			54
Région 16	12	503	102	1 240	4	1 535	118
Services d'adaptation et de réadaptation à la personne	651	264	824	424	37	574	1 512
Région 01	6	111	11	178	2	577	19
Région 02	2	27	25	54	1	34	28
Région 03	40	174	47	181	3	384	90
Région 04	33	144	62	153			95
Région 05	15	236	29	198	4	239	48
Région 06	314	356	314	559	13	977	701
Région 07	23	104	42	548			65
Région 08	3	311	6	339			9
Région 09	17	175	13	276	4	81	34
Région 11	7	88	1	39	2	108	10
Région 12	19	69	22	114			41
Région 13	37	163	51	561			88
Région 14	22	121	5	74			27
Région 15	17	140	30	631	1	5	48
Région 16	96	257	106	321	7	668	209

Source : AS-485 (p.18)

Les données pour les autres années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

² Comprennent les ressources intermédiaires, les familles d'accueil, les résidences d'accueil, les autres ressources non institutionnelles, les internats, les foyers de groupes, les ressources résidentielles à assistance continue et les ressources résidentielles avec allocation pour assistance continue. Ces données n'étaient pas disponibles avant 2014-2015.

QUESTION NO 349

Nombre de personnes en attente, délais d'attente moyens et coûts estimés pour améliorer l'accessibilité aux services spécialisés pour chacun des services spécialisés de réadaptation pour les TSA, selon la région sociosanitaire, au 31 mars 2014, au 31 mars 2015 et au 31 mars 2016 :

- Adultes;
- Aînés;
- Enfants.

RÉPONSE NO 349

Nombre d'utilisateurs TSA en attente d'un premier service en
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement
et délai moyen d'attente en jours au 31 mars 2015

	0-17 ans		18-64 ans		Total
	Utilisateurs	Délai	Utilisateurs	Délai	Utilisateurs
Services d'adaptation en contexte d'intégration communautaire	2	34	82	685	84
Région 01			2	242	2
Région 02	1	61	9	374	10
Région 03			10	502	10
Région 04	1	7	3	339	4
Région 05			1	1	1
Région 06			43	940	43
Région 12			5	180	5
Région 15			4	890	4
Région 16			5	282	5
Services d'intégration au travail ¹	26	170	184	504	210
Région 01	1	16	3	376	4
Région 02			3	158	3
Région 03			19	573	19
Région 04	4	77	15	185	19
Région 05			1	21	1
Région 06	1	342	83	799	84
Région 07			3	173	3
Région 12	6	277	6	215	12
Région 15	3	296	20	241	23
Région 16	11	109	31	145	42

¹ Comprendent les ateliers de travail, les supports de stages individuels, les supports de plateaux de travail et l'intégration à l'emploi. Ces données n'étaient pas disponibles avant 2014-2015.

Services d'intégration résidentielle²	214	687	170	1 34	384
Région 01	1	74	2	206	3
Région 02	1	289			1
Région 03	9	301	16	698	25
Région 04	8	202	3	182	11
Région 06	149	915	95	1 738	244
Région 07	6	803	5	603	11
Région 12	2	52	3	55	5
Région 13	8	374	11	466	19
Région 15	8	295	15	795	23
Région 16	22	316	20	1 138	42
Services d'adaptation et de réadaptation à la personne	2 990	412	358	587	3 348
Région 01	18	43	4	99	22
Région 02	6	25	1	296	7
Région 03	304	241	54	173	358
Région 04	56	109	22	233	78
Région 05	40	258	4	250	44
Région 06	1 462	631	175	968	1 637
Région 07	39	119	6	253	45
Région 08	5	575	4	103	9
Région 09	15	145	1	43	16
Région 11	16	142	1	21	17
Région 12	35	77	8	106	43
Région 13	46	78	12	225	58
Région 14	23	120	7	146	30
Région 15	41	114	14	574	55
Région 16	884	218	45	224	929

Source : AS-485 (p.19)

Les données pour les autres années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

² Comprennent les ressources intermédiaires, les familles d'accueil, les résidences d'accueil, les autres ressources non institutionnelles, les internats, les foyers de groupes, les ressources résidentielles à assistance continue et les ressources résidentielles avec allocation pour assistance continue. Ces données n'étaient pas disponibles avant 2014-2015.

QUESTION NO 350

Liste d'attente pour un premier service de réadaptation DI, DP et TSA (ventilation par région).

RÉPONSE NO 350

Nombre de personnes en attente d'un premier service de réadaptation au 31 mars 2015.

Région	CRDP	CRDITED
01	147	24
02	382	10
03	663	407
04	306	68
05	517	54
06	1 896	1 270
07	421	63
08	137	7
09	147	18
11	101	16
12	403	71
13	246	118
14	1 207	57
15	-	87
16	1 123	991
Total	7 696	3 261

Source : AS-484 (p.12) AS-485 (p.17)

Les données des années antérieures sont disponibles dans l'étude de crédits 2015-2016.

QUESTION NO 351

Délai moyen pour l'obtention d'un diagnostic (TSA).

RÉPONSE NO 351

Tout diagnostic peut être posé par tout médecin. Plus particulièrement, le diagnostic de trouble du spectre de l'autisme peut être posé, selon les groupes d'âge, par un médecin de famille, un pédiatre, un pédopsychiatre, un psychiatre ou un neurologue. De plus, ces médecins peuvent pratiquer en établissement ou en bureau privé. Nous ne possédons aucune banque de données qui permette de comptabiliser les délais moyens d'obtention de quelque diagnostic que ce soit dans ce contexte de multiples « fournisseurs » de diagnostics en de multiples types de milieux de pratique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 352

Liste des organismes communautaires subventionnés par le MSSS par le biais du PSOC (organismes à rayonnement national et organismes à rayonnement régional) et montant des subventions octroyées par organisme, par région et au total, en 2016-2017.

RÉPONSE NO 352

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 353

Ventilation des nouvelles sommes (supplémentaires) octroyées par le PSOC en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 353

Les données ne sont pas disponibles.

QUESTION NO 354

Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC mais en attente de financement, par région.

RÉPONSE NO 354

En date du 12 février 2016.

Région	Nombre d'organismes qui sont reconnus au PSOC mais en attente de financement
1	0
2	6
3	7
4	2
5	11
6	18
7	7
8	3
9	4
10	0
11	8
12	10
13	1
14	13
15	6
16	10
Nationaux	10
Total	116

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 355

Nombre de maisons d'hébergement pour femmes victimes de violence conjugale et budget alloué, par maison, par région et au total, pour chaque année depuis trois ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 355

Les données des deux dernières années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 355

Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
R-01 - Bas St-Laurent	Débrouille héberg. pour femmes	731 032 \$
	Gigogne	698 474 \$
	L'Autre-Toit du KRTB	661 898 \$
Total de la Région 01 - Bas St-Laurent		3 2 091 404 \$
Région 02- Saguenay-Lac-St-Jean	Auberge de l'amitié Roberval	695 806 \$
	Centre féminin du Saguenay	684 391 \$
	Maison d'acc. & héb. Chambrée	661 151 \$
	Maison halte secours	602 910 \$
	(1) Maison héb. Rivage de la Baie	777 767 \$
	(1) Passerelle d'Alma inc.	653 052 \$
Total de la Région 02 - Saguenay-Lac-St-Jean		6 4 075 077 \$
Région 03 - Capitale nationale	Mais. femmes Québec	744 872 \$
	Mais. Hélène Lacroix	700 858 \$
	Mais. la montée	686 157 \$
	Maison communautaire Missinak	549 379 \$
	Maison du Coeur pour femmes	668 091 \$
	Maison Marie-Rollet	753 834 \$
	Maison pour femmes immigrantes	754 526 \$
	Mirepi, Maison d'hébergement	748 888 \$
Total de la Région 03 - Capitale Nationale		8 5 606 605 \$
Région 04 - Mauricie-Centre-du-Québec	F.A.R. (fam. acc. référence)	700 723 \$
	Maison de connivence inc.	675 151 \$
	Maison D'héberg. la Volte-Face	677 414 \$
	Maison La Nacelle	659 734 \$
	Rose des vents de Drummond	674 776 \$
	La Séjournelle	675 151 \$
	Toit de l'amitié	648 629 \$
Total Région 04 - Mauricie-Centre-du-Québec		7 4 711 578 \$
Région 05 -Estrie	Escale Estrie	879 056 \$
	Horizon pour elle	765 673 \$
	La bouée région. Lac Mégantic	689 934 \$
	Maison Alice Desmarais	752 047 \$
	Méridienne 1990	689 919 \$
	Séjour la bonne oeuvre	678 319 \$
Total de la Région 05 - Estrie		6 4 454 948 \$
	(2) Arrêt-source	660 336 \$
	Assistance aux femmes de Mtl	695 234 \$
	Auberge Madeleine	806 637 \$
	Auberge shalom pour femmes	695 231 \$
	(1) Auberge transition	731 202 \$
	(1) Bouclier d'Athéna, serv.famil.	762 957 \$
	(1) Cons. direc. l'armée du salut	1 055 669 \$
	Dauphinelle	730 118 \$
	Escale pour elle (Montréal)	695 225 \$
	Foyer femmes autochtones Mtl	741 752 \$
	Inter-Val 1175	730 118 \$
	La rue des femmes de Montréal	1 231 052 \$
	Logifem	773 884 \$
	Mais. Dalauze c.héb. fem. viol	695 224 \$
	Mais. Marguerite Montréal	745 607 \$
	Maison d'hébergement Anjou	184 276 \$
	Maison du réconfort	695 231 \$
	Maison Flora Tristan	741 752 \$
	Maison grise Montréal	683 595 \$
	Maison L'Océane	150 779 \$
	Maison secours aux femmes Mtl	695 229 \$
	Maisons de l'Ancre	683 596 \$
	Multi-Femmes	730 120 \$
	Parados	741 747 \$
	(2) Passages:ress. jeunes femmes	760 472 \$
	Passerelle	125 473 \$
	Refuge femmes l'Ouest de l'Ile	730 120 \$
	Transit 24	730 118 \$
	Y.W.C.A.	704 097 \$
Total de la Région 06 - Montréal		29 20 106 851 \$
Région 07 - Outaouais	Autre chez soi inc.	654 347 \$
	(1) Centre Mechtilde	720 527 \$
	Entourelle	654 347 \$
	Halte-femme Haute-Gatineau	592 473 \$
	Maison héb. pr Elles 2 Vallées	654 347 \$
	Maison Libère-Elles	654 358 \$
	Maison unies vers femmes	688 969 \$

Total de la Région 07 - Outaouais		7	4 619 368 \$
Région 08 - Abitibi-Témiscamingue	Alternative pour elles		784 844 \$
	Maison héberg. "Le Nid" VD		693 762 \$
	Maison Mikana		671 819 \$
	Maison. d'hébergement Équinoxe		600 411 \$
Total de la Région 08 - Abitibi-Témiscamingue		4	2 750 836 \$
Région 09 - Côte-Nord	La maison des femmes de S-I (Coin des femmes)		658 150 \$
	(1) Mais. aide et héberg. Fermont		575 903 \$
	Mais. Anita-Lebel (2 ^e étape)		74 414 \$
	Maison des femmes Baie-Comeau		670 503 \$
	Maison l'amie d'elle		693 132 \$
Total de la Région 09 - Côte-Nord		5	2 672 102 \$
Région 10 - Nord-du-Québec	(2) Maison d'hébergem. l'Aquarelle (2)		681 482 \$
Total de la Région 10 - Nord-du-Québec		1	681 482 \$
Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Le centre Louise-Amélie (2)		694 302 \$
	Mais. héberg. Émergence		661 443 \$
	Mais. héberg. L'Aid'elle		661 443 \$
	Maison aide et héb l'Accalmie		484 395 \$
	Maison aide héberg. Blanche Mor (l'Orée Pabos)		591 520 \$
Total de la Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		5	3 093 103 \$
Région 12 - Chaudière-Appalaches	Gitée Inc.		741 687 \$
	Havre des femmes		704 972 \$
	Hàvre Éclaircie		751 671 \$
	La Jonction pour elle inc.		842 754 \$
Total de la Région 12 - Chaudière-Appalaches		4	3 041 084 \$
Région 13 - Laval	Maison de Lina		716 038 \$
	Maison le Prélude inc.		779 224 \$
	Maison l'Esther		709 306 \$
Total de la Région 13 -Laval		2	2 204 568 \$
Région 14 - Lanaudière	Maison d'accueil La traverse		761 727 \$
	Regard en elle		790 182 \$
	Regroup'elles		831 285 \$
Total de la Région 14 - Lanaudière		3	2 383 194 \$
Région 15 - Laurentides	Citad'elle de Lachute (La)		739 430 \$
	Maison d'accueil le Mitan inc.		746 644 \$
	Maison d'Ariane		756 015 \$
	Ombre-elle, maison d'hébergem.		743 137 \$
	Passer elle Hautes-Laurent.		719 998 \$
Total de la Région 15 - Laurentides		5	3 705 224 \$
Région 16 - Montérégie	Accueil pour elle (L')		775 799 \$
	Carrefour pour elle		798 989 \$
	(1) Clé sur la porte maison d'héb.		805 365 \$
	Héb.urg.viol.conj.Vaud.-Soul.		673 097 \$
	M. aide hébg.la Re-Source		742 091 \$
	Maison hébergement Simonne-M-C		710 063 \$
	(1) Maison Hina inc.		745 722 \$
	(1) Maison La Source du Richelieu		742 478 \$
	Pavillon Marguerite Champlain		775 020 \$
Région 17 - Nunavik	Cent. fem. Initsiak (Salluit)		531 414 \$
	Centre pour femmes Tungasuvvik (Kuujuaq)		665 000 \$
Total de la Région 17 - Nunavik		3	1 452 547 \$
Total du soutien régional aux Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté		108	74 989 858 \$
National	Féd.ress.hébergement femmes		133 139 \$
	(3) Regroup.maisons femmes victimes		179 868 \$
Total du soutien national aux Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté		2	313 007 \$
Total du soutien régional et national aux Maisons d'hébergement pour femmes violentées ou en difficulté		110	75 302 865 \$

Note 1 : Exclut le soutien accordé pour une autre composante.

Note 2 : Ces Maisons d'hébergement sont catégorisées en Hébergement communautaire jeunesse femmes, car elles n'hébergent que des jeunes

Note 3 : Exclut le soutien régional accordé à cet organisme national.

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016.

Les données pour les autres années financières sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 356

Plan d'action 2008-2013 en matière d'agressions sexuelles : bilan détaillé et ventilé par région, par catégorie d'action, des mesures mises en place, des organismes financés et des dépenses engagés pour chaque année depuis 2008, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 356

Les données antérieures à 2015-2016 sont disponibles dans les réponses aux études des crédits.

Le tableau ci-joint présente les informations 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 - PQ 356

DEUXIÈME PLAN D'ACTION EN MATIÈRE D'AGRESSION SEXUELLE					
MESURES PRÉVUES POUR LA MISE EN ŒUVRE (2015-2016) nécessitant un investissement					
AXES	CLIENTÈLES	MESURES	MONTANT RÉCURRENT	MONTANT NON RÉCURRENT	TOTAL DES MONTANTS RÉCURRENTS ET NON RÉCURRENTS (pour l'an 2015-2016)
Intervention psychosociale	Victimes autochtones	# 43- Soutenir financièrement Femmes-Autochtones du Québec Inc. pour l'exercice des activités de la coordonnatrice santé-services sociaux en matière d'agression sexuelle.		60 000 \$	60 000 \$
	Victimes Hommes	Soutien aux hommes agressés sexuellement durant l'enfance (SHASE)/ montant acheminé au CIUSSS de l'Estrie		40 000 \$	40 000 \$
Formation	Victimes (Intervenants)	# 85- Dispenser une formation sur l'intervention en matière d'agression sexuelle aux professionnels et professionnelles du réseau de la santé et des services sociaux en s'assurant de tenir compte des besoins des groupes vulnérables et des différentes clientèles (femmes, hommes et enfants)/ Centre Marie-Vincent		250 000 \$	250 000 \$
Formation	Victimes (intervenants)	Mettre en œuvre les recommandations émises suite aux résultats de la mesure # 94 qui consistait à évaluer l'implantation des centres désignés. Formation pour le personnel des centres désignés pour victimes d'agression sexuelle / mandat confié au CRAIP		190 000 \$	190 000 \$
Total prévu			0 \$	540 000 \$	540 000 \$

Les données pour les années précédentes sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

QUESTION NO 357

État de situation quant à la publication du prochain plan d'action en matière d'agressions sexuelles.

RÉPONSE NO 357

La réponse à cette question sera fournie par le Secrétariat à la condition féminine.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 358

État de situation quant aux travaux du comité interministériel sur le soutien aux parents d'un enfant gravement malade et ayant des incapacités importantes.

RÉPONSE NO 358

Madame Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie, a confié à la sous-ministre adjointe à la Direction générale des services sociaux, le mandat de mettre en place un comité regroupant des représentants du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), de l'Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ) et du ministère de la Famille (MF). Son mandat consiste à proposer des solutions pour aider les parents d'un enfant mineur gravement malade et ayant des incapacités très importantes nécessitant des soins et un soutien continu, lorsque l'un des parents se retrouve dans l'impossibilité de poursuivre des activités professionnelles.

Le 11 septembre 2015 : première rencontre où il a été convenu d'identifier, à court terme, des solutions pour préciser le mandat du comité interministériel en vue d'identifier des solutions interministérielles structurantes.

Le 4 décembre 2015 : adoption du mandat du comité interministériel.

Le 2 février 2016 : première rencontre des sous-ministres et représentants (MF, Retraite Québec, ministère des Finances, Conseil de gestion de l'assurance parentale et OPHQ, sous la coordination du MSSS) pour approuver officiellement le mandat et identifier les livrables et les échéanciers du comité interministériel.

Le 8 mars 2016 : réalisation d'une liste des programmes.

Le 18 mars 2016 : rencontre du comité interministériel, qui regroupe des délégués du MF, de Retraite Québec, du ministère des Finances, du Conseil de gestion de l'assurance parentale et de l'OPHQ, sous la coordination du MSSS et début des travaux d'identification, à partir de la liste des programmes réalisée en date du 8 mars 2016 (28 programmes), les programmes les plus pertinents en termes de solution potentielle. Le comité a convenu d'un calendrier de rencontres rapprochées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 359

Ventilation détaillée du financement des centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel (CALACS), par CALACS, par région et au total, pour chacune des cinq dernières années, ainsi que les prévisions 2016-2017.

RÉPONSE NO 359

Les données des quatre dernières années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
PQ - 359

Aide aux victimes d'agressions sexuelles

Région	Membre (1)	Nom de l'organisme	Mission (2)	Soutien total 2015-2016*
1	n-m	Calacs Rimouski	CALACS	271 139 \$
	m	Calacs du KRTB Rivière-du-Loup	CALACS	129 308 \$
		Total Région du Bas-St-Laurent :		400 447 \$
2	m	Calacs Entre Elles Roberval	CALACS	269 747 \$
	m	La Maison ISA Chicoutimi	CALACS	270 206 \$
		Total Région du Saguenay :		539 953 \$
3	n-m	Viol-Secours	CALACS	448 435 \$
	m	Calacs de Charlevoix La Malbaie	CALACS	236 254 \$
		Total Région de Québec :		684 689 \$
4	m	Calacs la Passerelle Drummondville	CALACS	257 470 \$
	m	Calacs Unies-Vers-Elles	CALACS	137 841 \$
	m	Calacs Entraid"Action	CALACS	152 382 \$
	n-m	Calacs Trois-Rivières	CALACS	286 727 \$
		Total Région Mauricie/Ctre-du-Québec :		834 420 \$
5	n-m	Calacs Estrie	CALACS	411 960 \$
	m	Calacs de Granby	CALACS	269 985 \$
		Total Région Estrie :		681 945 \$
6	m	Calacs de L'ouest de l'Île Montréal	CALACS	293 811 \$
	n-m	Comité des femmes actives de Mtl	CALACS	410 372 \$
	n-m	Groupe d'aide et d'information	CALACS	357 513 \$
		Criphase	Hommes victimes	147 545 \$
	n-m	Mouv. Contre le viol et l'inceste	CALACS	394 352 \$
	m	Calacs Trêve pour elle, Montréal	CALACS	336 246 \$
		Total Région Montréal :		1 939 839 \$
7	m	CALACS Vallée-de-la-Gatineau	CALACS	110 282 \$
	m	Calas Outaouais Gatineau	CALACS	331 508 \$
		Centre d'intervention abus sexuel par famille (CIASF)	Enfants abusés et pères abuseurs	302 997 \$
		Total Région de l'Outaouais :		744 787 \$
8	m	Assault sexuel secours Inc., Val d'Or	CALACS	261 757 \$
	m	Calacs Abitibi-Action Amos	CALACS	137 745 \$
	n-m	Capacs A-O	CALACS	137 852 \$
	n-m	Point d'appui	CALACS	265 341 \$
		Total Région de l'Abitibi-Témiscamingue :		802 695 \$
9	m	Calacs Lumière boréale Baie-Comeau	CALACS	261 531 \$
	m	Calacs Sept-Îles	CALACS	118 867 \$
		Total Région de la Côte-Nord :		380 398 \$
11	m	Calacs la Bôme Gaspésie	CALACS	351 480 \$
	m	Calacs l'Espoir des Îles, Îles-de-la-Madeleine	CALACS	135 102 \$
		Total Région de la Gaspésie/Îles-de-la-Madeleine :		486 582 \$
12	n-m	Calacs A-tire-d'aile	CALACS	269 931 \$
	n-m	Calacs Chaudière-Appalaches (l'Envolée)	CALACS	340 586 \$
		Total Région de Chaudière-Appalaches :		610 517 \$
13	n-m	CPIVAS	CALACS	440 681 \$
		Total Région de Laval :		440 681 \$

Région	Membre (1)	Nom de l'organisme	Mission (2)	Soutien total 2015-2016*
14	m	Calacs Coup de cœur Joliette	CALACS	260 184 \$
	m	Calacs La Chrysalide, Terrebonne	CALACS	236 439 \$
		Parents Unis Repentigny	Enfants abusés et pères abuseurs	252 837 \$
	Total Région de Lanaudière :			749 460 \$
15	m	Calacs Laurentides, St-Jérôme	CALACS	470 123 \$
		CÉTAS (Parents unis Laurentides)	Enfants abusés et pères abuseurs	281 418 \$
	m	L'Élan CALACS Ste-Agathe	CALACS	295 922 \$
	Total Région des Laurentides :			1 047 463 \$
16	n-m	Calacs La Vigie	CALACS	258 066 \$
		Ctre d'aide aux victimes agres. Richelieu	Victimes	191 203 \$
		Groupe d'entraide expression libre du Haut-Richelieu	Adolescents victimes	146 441 \$
	n-m	La Traversée	CALACS	400 324 \$
	m	Calacs Châteauguay	CALACS	307 635 \$
	Total Région de la Montérégie :			1 303 669 \$
Total du soutien régional :			11 647 545 \$	
	m	Regroupement québécois Calacs	CALACS	301 438 \$
Total du soutien national :			301 438 \$	
Total du soutien national et régional en aide aux victimes d'agressions sexuelles :				11 948 983 \$

(1): Membres ou non-membres du Regroupement provincial des CALACS (RQCALACS). L'absence d'une indication à cet effet indique qu'il s'agit d'organismes oeuvrant auprès des victimes d'agressions sexuelles mais non ciblés par le « Plan de développement et de consolidation du Réseau des CALACS et de son regroupement provincial (RQCALACS) ».

(2): Indique la mission principale de l'organisme. Tous les CALACS visés par le Plan de développement et de consolidation du Réseau des CALACS et du RQCALACS sont identifiés sous cette appellation.

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016. Données non validées par les établissements.

Les données pour les autres années financières sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 360

Ventilation détaillée des sommes accordées en 2015-2016 pour des mesures servant à soutenir les femmes victimes et les enfants victimes de violence, excluant les CALACS et les CAVAC. Mesures engagées ou à prévoir et ventilation des sommes prévues pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 360

La réponse à cette question, pour le volet des agressions sexuelles, est fournie à la question no 356 des questions particulières de l'Opposition officielle.

La réponse à cette question, pour le volet de la violence conjugale, est fournie dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PLAN D'ACTION GOUVERNEMENTAL 2012-2017 EN MATIÈRE DE VIOLENCE CONJUGALE					
MESURES FINANCÉES DANS LE CADRE DE LA MISE EN ŒUVRE 2015-2016					
EXCLUANT LES SOMMES CONSENTIES AUX ORGANISMES COMMUNAUTAIRES DANS LE CADRE DU PSOC					
AXES	CLIENTÈLES	MESURES	MONTANT RÉCURRENT	MONTANT NON RÉCURRENT	TOTAL DES MONTANTS RÉCURRENTS ET NON RÉCURRENTS (pour l'an 2015-2016)
Prévention de la violence et promotion de la non-violence	Toutes clientèles (Population en général, intervenants, victimes, auteurs de violence et enfants exposés)	2 : Soutenir les initiatives régionales et locales qui émanent des communautés et qui ont pour objet de prévenir et de contrer la violence conjugale.		1 240 000 \$	1 240 000 \$
		3 : Dans le cadre de la mesure 3, l'Institut de la statistique du Québec produit un portrait statistique de la violence conjugale au Québec.		22 283 \$	22 283 \$
		3 : Dans le cadre de la mesure 3, l'Institut national de santé publique développe des outils pour soutenir les intervenants dans l'intégration de la problématique de la violence conjugale dans la gamme de services préventifs en périnatalité.		73 825 \$	73 825 \$
Intervention	Victimes Auteurs de violence Enfants exposés	34 : Soutenir financièrement les organismes communautaires qui travaillent auprès des conjoints ayant des comportements violents.	Financement PSOC		Financement PSOC
		39 : Soutenir financièrement les organismes communautaires qui travaillent auprès des victimes de violence conjugale - Soutien ponctuel à l'Alliance des maisons de deuxième étape.	Financement PSOC	50 000 \$	50 000 \$

Conditions essentielles de réussite des actions	Décideurs Gestionnaires Intervenants Chercheurs Organismes communautaires Partenaires intersectoriels	84 : Consolider la concertation intersectorielle, régionale et locale, par le soutien aux tables régionales		Inclus dans le montant de la mesure 2	
		86 : Troisième versement au Fonds de recherche québécois sur la société et la culture pour le programme d'actions concertées thématique en violence conjugale (soutien à la recherche).		450 000 \$	450 000 \$
Volet autochtone / Intervention psychosociale	Femmes autochtones et intervenants	VA-11 : Soutenir financièrement l'organisme Femmes autochtones du Québec pour l'exercice des activités de la coordonnatrice de la promotion de la non-violence et des maisons d'hébergement autochtones.		50 000 \$	50 000 \$
Volet autochtone / Conditions essentielles de réussite	Intervenants	VA-31 : Afin d'encourager l'intervention adaptée à la culture autochtone, l'organisme Femmes autochtones du Québec est soutenu financièrement pour faire une tournée de formation dans tous les centres d'amitié autochtones du Québec.		75 000 \$	75 000 \$
Volet autochtone / Conditions essentielles de réussite	Femmes autochtones et intervenants	VA-31 : Afin d'encourager l'intervention adaptée à la culture autochtone, le MSSS soutient financièrement le Centre d'amitié autochtone de Val-d'Or dans le cadre des dénonciations de violence par des policiers par des femmes autochtones de la région.		28 530 \$	28 530 \$
TOTAL					1 989 638 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 361

Ventilation détaillée du financement des centres de femmes pour les cinq dernières années, ainsi que les prévisions pour 2016-2017. La ventilation demandée comprend la répartition interrégionale et régionale, de même que la liste de tous les centres financés et le détail de leur financement, ainsi que les critères de financement.

RÉPONSE NO 361

Les données des quatre dernières années sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 361

Centres de femmes

Région	Nom organisme	
		2015-2016*
R-01 - Bas-Saint-Laurent	Centre femmes du Grand-Portage	198 926 \$
	C. femmes Vallée Matapédia	197 785 \$
	C.-femmes Catherine Leblond	191 588 \$
	Centre des femmes du O-Pays	191 588 \$
	Centre des femmes Témiscouata	191 347 \$
	Centre femmes de Rimouski	196 451 \$
	Centre Femmes Mitis	192 345 \$
	La Passerelle	192 545 \$
	Regr. des femmes région Matane	191 345 \$
	9	1 743 920 \$
R-02 - Saguenay-Lac-Saint-Jean	C. femmes pays Maria-Chapdel.(2)	183 894 \$
	Cent. fem.mieux-être Jonquière(2)	192 414 \$
	Centre de femmes "La Source"(2)	190 318 \$
	Centre femmes Quatre-Temps(2)	191 420 \$
	4	758 046 \$
R-03 - Capitale-Nationale	Cent. femmes basse-ville(2)	232 372 \$
	Cent. femmes Charlevoix(2)	209 721 \$
	Cent. internat. femmes Québec	191 733 \$
	Cent. ressources femmes Bport	191 047 \$
	Cent.-femmes aujourd'hui	191 804 \$
	Centre femmes aux 3 A Québ.(2)	224 521 \$
	Centre-femmes aux plurielles	192 669 \$
	Violence Info(1)	191 632 \$
	8	1 625 499 \$
R-04 - Mauricie-Centre-du-Québec	Centre de femmes de Shawinigan	196 051 \$
	Centre de femmes parmi elles	195 866 \$
	Centre des femmes l'Héritage	195 866 \$
	Coll. femmes Nicolet & rég.	209 815 \$
	Femmes de Mékinac	195 672 \$
	Mais. des femmes Drummondville	196 122 \$
	Maison des femmes Bois-Francis	195 961 \$
	7	1 385 353 \$
R-05 - Estrie	Association Avante	187 244 \$
	Cent. femm. immigr. Sherbrooke	201 402 \$
	Cent. femm. Memphrémagog	196 817 \$
	Cent. femmes Val St-François(2)	225 928 \$
	Centre des femmes la parolière	196 716 \$
	Centre des femmes Mrc Granit	196 715 \$
	Centre des femmes-Lennoxville	201 403 \$
	Collective par et pour elle(2)	191 666 \$

Région	Nom organisme	
		2015-2016*
Total R-05 - Estrie	Entr'elles Granby inc.(2)	337 826 \$
	Passerelle de Weedon	196 816 \$
	10	2 132 533 \$
R-06 - Montréal	Afrique au féminin	191 036 \$
	C. femmes d'ici et d'ailleurs	191 037 \$
	C. femmes plateau Mont-Royal	191 223 \$
	C. femmes Rivière-des-Prairies	191 132 \$
	Carrefour des femmes d'Anjou	191 038 \$
	Carrefour femmes St-Léonard	191 294 \$
	Cent. femmes solidaires et E.	191 218 \$
	Cent. santé des femmes de Montréal(1-2)	252 176 \$
	Cent.commun.femmes Sud-Asiatq (2)	202 139 \$
	Centre d'aide à la famille	190 767 \$
	Centre de solidarité Lesbiennes(1)	191 035 \$
	Centre d'éduc. & d'act. femmes	191 578 \$
	Centre des femmes de Montréal (2)	192 536 \$
	Centre des femmes de Rosemont	191 132 \$
	Centre des femmes de Verdun	191 223 \$
	Centre des femmes Mtl Est - PAT	191 450 \$
	Centre des femmes St-Laurent(2)	191 223 \$
	Centre femmes interculturel Claire	190 375 \$
	Centre femmes West Island	190 375 \$
	Collect. femmes immigrantes Qc	190 375 \$
	Concertation femme (2)	201 171 \$
	Echo femmes petite patrie	191 222 \$
	Femmes du monde à CDN	191 385 \$
	Fond. refuge femmes chez Doris	296 796 \$
	Halte-femme Montreal-Nord (2)	291 792 \$
	Info-femmes	191 132 \$
	Madame prend congé	198 020 \$
	Mais. femmes sourdes	191 218 \$
	Marie debout, cent.éduc.femmes	201 037 \$
	Total R-06 - Montréal	29 5 848 135 \$
R-07 - Outaouais	Antre-Hulloises	189 794 \$
	Centre Actu-Elle	189 636 \$
	La Destinée	188 373 \$
	Total R-07 - Outaouais	3 567 803 \$
R-08 - Abitibi-Témiscamingue	Centre de femmes l'Erigé	191 239 \$
	Centre Entre-Femmes	192 515 \$
	Com.condition féminine Témisc.	190 969 \$
	Total R-08 - Abitibi-Témiscamingue	3 574 723 \$
R-09 - Côte-Nord	Allian. des femmes Sacré-Cœur(2)	191 352 \$
	Cent. volet des femmes	191 463 \$
	Centre de femmes "l'Étincelle"	191 358 \$

Région	Nom organisme	
		2015-2016*
Total R-09 - Côte-Nord	Centre des femmes Forestville	191 350 \$
	Centre femmes aux quatre vents	191 349 \$
	5	956 872 \$
R-10 - Nord-du-Québec	Centre femmes Elles du Nord(2)	216 534 \$
	Centre femmes Uni-vers-elles (2)	187 919 \$
	Femmes actions femmes résultat (2)	183 599 \$
	Ilôt d'espoir (2)	201 561 \$
	Les Essenti"elles Chapais (2)	182 490 \$
	Regroupement femmes Valcanton (2)	190 599 \$
	6	1 162 702 \$
R-11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	Centr'elles comité d'action	191 451 \$
	Femmes en mouvement	191 550 \$
	Femmes Entre-Elles	191 344 \$
	Regr. des femmes de Gaspé	191 348 \$
	Regr. des femmes la sentinelle	191 348 \$
	5	957 041 \$
R-12 - Chaudière-Appalaches	Centre femme de Beauce	221 011 \$
	Centre femmes La Rose des vents	202 538 \$
	Centre femmes l'Ancrage	191 399 \$
	Centre-femmes "La Jardilec"	200 964 \$
	Centre-femmes de Bellechasse	197 680 \$
	Centre-femmes de Lotbinière	208 873 \$
	6	1 222 465 \$
R-13 - Laval	Centre des femmes de Laval	204 250 \$
Total R-13 - Laval	1	204 250 \$
R-14 - Lanaudière	Avec des elles	191 448 \$
	Cent. femmes Marie-Dupuis	191 443 \$
	Cent. femmes Montcalm	191 446 \$
	Centre Arc-en-ci-elle	191 444 \$
	Centre Au coeur des femmes	191 728 \$
	Centre de F.A.M. des Moulins(2)	191 444 \$
	Inter-Femmes	191 446 \$
Total R-14 - Lanaudière	7	1 340 399 \$
R-15 - Laurentides	Carr. des femmes Grand Lachute(2)	226 975 \$
	Cent. femmes unes les autres	196 928 \$
	Centre Rayons Femmes Thér. Bl.	196 928 \$
	Colombe(2)	200 928 \$
	La Mouvance centre de femmes	196 928 \$
	Signée Femmes(2)	200 558 \$
Total R-15 - Laurentides	6	1 219 245 \$
R-16 - Montérégie	Ainsi soit-elle	188 081 \$
	Cent. femmes l'Essentielle(2)	187 943 \$
	Centre Autonomie en soiE(2)	187 235 \$
	Centre de femme Haut-Richelieu (2)	218 524 \$

Région	Nom organisme	
		2015-2016*
	Centre de femmes La Marg'elle	188 082 \$
	Centre de femmes la moisson	187 945 \$
	Centre de femmes l'Eclaircie(2)	195 702 \$
	Centre femmes Longueuil	187 790 \$
	Com'femme	187 544 \$
	D'main femmes	187 869 \$
	Entre Ailes Ste-Julie	194 457 \$
	Inform'elle	187 869 \$
	Re-nou-vie(2)	212 073 \$
	Ressourc. femmes Acton Vale	192 886 \$
	Total R-16 - Montérégie	14
Total des Centres de femmes régionaux		123
		2 704 000 \$
		24 402 986 \$

National	L'R des Centres de femmes Qué.	198 020 \$
Total national	1	198 020 \$

Total régional et national	124	24 601 006 \$
-----------------------------------	------------	----------------------

- (1) *En raison de leur mission particulière, ces organismes paraissent dans une autre catégorie, en tout ou en partie, mais ont également profité du soutien additionnel accordé aux Centres de femmes.*
- (2) *Exclut le soutien financier versé à ces organismes pour d'autres fins que la mission "Centres de femmes".*

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016.
 Les données pour les autres années financières sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

QUESTION NO 362

Ventilation du financement des maisons de jeunes, par maison, par région et au total, par chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 362

Les données depuis 2010-2011 sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 362

Maisons de jeunes

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
Région 01	Carr. des jeunes La Pocatière	89 337 \$
	Centre-jeunes de Cacouna	40 681 \$
	Corp.maison des jeunes Trois-P	87 716 \$
	Corporation Comité Jeunesse	40 135 \$
	Corporation de l'entre-jeunes	82 844 \$
	Jeunathèque d'Amqui	106 913 \$
	Mais. jeun. Val-Brillant	40 931 \$
	Mais. jeunes Causapscal	73 952 \$
	Mais. jeunes coin de Dégelis	64 607 \$
	Mais. jeunes de St-Epiphanie	78 952 \$
	Mais. jeunes du Bic	85 344 \$
	Mais. jeunes Les Méchins	54 281 \$
	Mais. jeunes Mont-Joli	192 795 \$
	Mais. jeunes Pirana	38 453 \$
	Mais. jeunes Pointe-au-Père	48 116 \$
	Mais. jeunes Sayabec	82 844 \$
	Maison des jeunes "La Piole"	26 269 \$
	Maison des jeunes de Matane	117 988 \$
	Maison des jeunes de Rimouski	113 088 \$
	Maison entre-deux de Cabano	41 203 \$
	Place des jeunes de Squatec	48 415 \$
	Quartier-jeunesse 1995	89 335 \$
Total de la Région 01- Bas St-Laurent		1 644 199 \$
Nombre d'organismes soutenus :		22
Région 02	C.A.P. accueil jeunesse	80 800 \$
	CLUB JEUNES 12-17 ALBANEL	5 656 \$
	Escale du centre ville	81 089 \$
	Loc.Jeunes C.-Ville Chicoutimi	18 420 \$
	M.D.J. St-Bruno du Lac St-Jean	39 161 \$
	Mais. jeune Entre-Paranthèse	39 731 \$
	Mais. jeunes Alma	80 077 \$
	Mais. jeunes Exode	41 599 \$
	Mais. jeunes le Jouvenceau	86 214 \$
	Mais. jeunes Le Pentagone	50 176 \$
	Mais. jeunes Métabetchouan	79 404 \$
	Maison "Evasion" de Chicoutimi	81 684 \$
	Maison des Jeunes Alaxion	40 883 \$
	Maison des jeunes de Desbiens	27 483 \$
	Maison des jeunes de Labrecque	3 122 \$
	Maison des jeunes de St-Prime	40 288 \$
	Maison des jeunes Jonquière	86 360 \$
	Maison des jeunes Lamarche	26 689 \$
	Maison des jeunes St-Nazaire	7 400 \$
	MAISON JEUNES ASCENSION	4 370 \$
	Maison jeunes Bas-Saguenay	27 760 \$
	Maison jeunes de Saint-Honoré	37 982 \$
	Maison jeunes Delisle	29 952 \$
	Maison jeunes d'Hébertville	6 895 \$
	Maison jeunes Illusion	16 500 \$
	Maison jeunes La Baie	81 235 \$
	Maison jeunes La Doré	28 422 \$
	Maison jeunes Lac-à-la-Croix	1 594 \$
	Maison jeunes laser Roberval	81 379 \$
	Maison jeunes Laterrière	79 208 \$
	Maison jeunes Shipshaw	45 190 \$
	Maison jeunes Ste-Monique	2 295 \$
	Maison jeunes St-Fulgence	7 563 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
	Maison jeunes St-Gédéon	27 479 \$
	Maison jeunes St-Ludger Milot	11 110 \$
	Station jeunesse	29 216 \$
Total de la Région 02 - Saguenay-Lac-St-Jean		1 434 386 \$
Nombre d'organismes soutenus :		36
Région 03	Altern. jeun. Mont Ste-Anne	51 770 \$
	Cabanon mais. jeunes Lac-Bport	76 187 \$
	Corp. d'animat. l'Ouvre-Boîte	232 678 \$
	Corp. jeun. l'évasion l'Ormière	73 256 \$
	Forum jeun. Charlevoix-Ouest	166 585 \$
	Gr. act.-jeunesse Charlevoix	201 707 \$
	Mais. des jeunes Intégrale	195 168 \$
	Mais. des jeunes la parenthèse	131 135 \$
	Mais. j. Escapade Val-Bélair	147 022 \$
	Mais. jeun. St-Ferréol-Neiges	84 347 \$
	Mais. jeunes Ancienne-Lorette	104 883 \$
	Mais. jeunes Boischatel	97 845 \$
	Mais. jeunes Cap-Rouge	133 047 \$
	Mais. jeunes Exode Limoilou	123 093 \$
	Mais. jeunes Ile d'Orléans	110 369 \$
	Mais. jeunes Lac St-Charles	104 488 \$
	Mais. jeunes Les Saules Lebour	159 451 \$
	Mais. jeunes Pont-Rouge 125	73 859 \$
	Mais. jeunes Sillery	85 006 \$
	Mais. jeunes St-Augustin-Desm.	116 190 \$
	Mais. jeunes St-Jean-Baptiste	155 310 \$
	Mais. jeunes St-Raymond	39 745 \$
	Mais. jeunes Wendake	68 266 \$
	Mais. jeunes St-André Neufchat	73 343 \$
	Maison jeunes Duberger Antidot	83 346 \$
	Maison des jeunes de Neuville	51 770 \$
	Maison des jeunes de St-Emile	51 770 \$
	Maison des jeunes La Marginale	140 324 \$
	Maison des Jeunes l'Atôme	52 057 \$
	Maison des jeunes l'Envol	129 973 \$
	Maison jeunes Beauport Est	165 575 \$
	Maison Jeunes N.-D.-Des-Monts	51 770 \$
	Maison jeunes Ste-Catherine JC	73 346 \$
	MDJ Beauport Ouest	149 741 \$
	MDJ Sainte-Brigitte-de-Laval	51 770 \$
Total de la Région 03 - Capitale Nationale		3 806 192 \$
Nombre d'organismes soutenus :		35
Région 04	Accueil jeunesse Grand'Mère	115 811 \$
	Altern. jeun. Trois-Rivières	118 873 \$
	Ass. gr jeunes Hauts-reliefs	94 770 \$
	Carrefour jeunesse Shawinigan	115 811 \$
	Corp. mais. jeunes Action-Jeun.	106 744 \$
	Défi jeunesse Haut St-Maurice	114 641 \$
	Eau-vent (Maison de jeunes)	106 744 \$
	La Fréquence inc.	118 873 \$
	Local action jeunes	85 604 \$
	Mais. des Jeunes de Bécancour	67 431 \$
	Mais. des jeunes de St-Germain	94 770 \$
	Mais. jeunes Au bout du monde	104 308 \$
	Mais. jeunes Bas St-François	86 057 \$
	Mais. jeunes N.-D.-Montauban	87 000 \$
	Mais. jeunes Shawinigna-Sud	90 953 \$
	Mais. Jeunes la Forteresse	73 761 \$
	Maison des jeunes Plessisville	112 527 \$
	Maison jeu. Esc. jeune Piaule	90 549 \$
	Maison quartier Drummondville	118 873 \$
	MDJ "La destination 12-17"inc.	126 660 \$
	MDJ "Le Chakado"	84 800 \$
	MDJ au coeur des montagnes	94 770 \$
	MDJ de Sainte-Gertrude	70 947 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
	MDJ des jeunes de Wickham	70 025 \$
	MDJ éveil jeunesse Louiseville	112 951 \$
	MDJ Le Transit	101 548 \$
	MDJ Saint-Charles-de-Drummond	90 953 \$
	MDJ Sainte-Brigitte-des-Saults	43 684 \$
	MDJ St-Cyrille de Wendover	100 056 \$
	MDJ St-Georges-de-Champlain	71 640 \$
	Part. 12-18/Érable	84 235 \$
	Part. Action jeunesse Mékinac	51 824 \$
	Trait d'union de Victoriaville	121 302 \$
	Traversée 12-18 ans	112 950 \$
Total de la Région 04 - Mauricie-Centre-du-Québec		3 242 445 \$
Nombre d'organismes soutenus :		34
Région 05	Anim. jeunes. Haut-St-François	43 926 \$
	Ass. gr. jeunesse or blanc	86 570 \$
	Azimet Nord	46 399 \$
	C. regr. jeunesse Rock Forest	80 243 \$
	Centre des jeunes Lennoxville	86 988 \$
	Centre jeunesse trait d'union	116 757 \$
	Corp.jeunesse Memphrémagog	104 535 \$
	Jeunes du coin d'Ascot inc.	86 987 \$
	L'exit de Waterloo	128 373 \$
	M. des jeunes de l'or blanc	100 053 \$
	Mais. des jeunes "Le Boum"	101 361 \$
	Mais. jeunes Waterville: Pacif	45 053 \$
	Mais.jeunes Actimaje	88 625 \$
	Maison des jeunes de Coaticook	88 622 \$
	Maison des jeunes l'initiative	88 249 \$
	Maison des jeunes de Farnham	124 497 \$
	Maison des jeunes de Granby	87 552 \$
	Maison des jeunes de Sutton	79 306 \$
	Maison des jeunes St-François	113 569 \$
	Maison jeunes Est inc.	86 986 \$
	Maison jeunes Fleurimont	29 438 \$
	Place jeunes Intervalle Brompton	29 438 \$
	Point 14-18 Danville	86 568 \$
	Points jeunesse Granit	105 820 \$
	Spot jeunesse de Sherbrooke	86 988 \$
Total de la Région 05 - Estrie		2 122 903 \$
Nombre d'organismes soutenus :		25
Région 06	Acces-Cible jeunesse Rosemont	37 344 \$
	Antre jeunes Mercier-Est	98 165 \$
	Cen. comm. jeunesse unie	70 442 \$
	Club garçons et fille Lachine	69 732 \$
	Club garçons et filles Lasalle	66 553 \$
	Hôte maison (mais. de jeunes)	99 361 \$
	Imagerie local des jeunes	112 303 \$
	M. des jeunes Poin. St-Charles	100 762 \$
	Mais. de jeunes chemin faisant	112 197 \$
	Mais. jeunes Ahuntsic	100 762 \$
	Mais. jeunes Pierrefonds	100 762 \$
	Mais. jeunes Riv.-des-Prairies	98 874 \$
	Mais. jeunes: l'Ouverture	100 762 \$
	Mais.jeunes par la Grand'Porte	126 974 \$
	Maison de jeunes St-Léonard	69 970 \$
	Maison des jeunes d'Outremont	100 762 \$
	Maison des jeunes la galerie	112 302 \$
	Maison des jeunes l'escalier	100 762 \$
	Maison des jeunes l'escampette	112 303 \$
	Maison des jeunes magi	100 762 \$
	Maison des jeunes P-aux-Trembles	37 342 \$
	Maison des jeunes Quinka-Buzz	112 303 \$
	Maison jeunes à ma Baie	98 165 \$
	Maison jeunes Bordeaux-Cartier	37 346 \$
	Maison jeunes Côte-des-Neiges	99 764 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
(Soutien national)	Maison jeunes le point de mire	112 303 \$
	Maison jeunes plateau	112 303 \$
	Mouv. jeunesse Montréal-Nord	108 859 \$
	Opération jeunesse Ville-Émard	37 346 \$
	Regr. maisons jeunes Québec	195 725 \$
	Repère jeunes Ile-des-Soeurs	37 170 \$
Total de la Région 06 - Montréal		2 880 480 \$
Nombre d'organismes soutenus :		31
Région 07	Adojeune	226 358 \$
	Avenue des jeunes	322 446 \$
	Centre des jeunes de Wakefield	64 763 \$
	Jeun. sans frontières V-Gatin.	69 750 \$
	M-Ado jeunes	160 681 \$
	Maison de jeunes Val-Jeunesse	72 317 \$
	Maison Jeunes Pontiac	234 481 \$
	Mani-jeunes	95 368 \$
	Mashado	149 181 \$
	Pointe aux Jeunes	147 491 \$
	Prévention C.E.S.A.R.	257 992 \$
	Saga jeunesse	108 704 \$
	Salon jeunes Thurso	59 756 \$
	Source des Jeunes	72 317 \$
Total de la Région 07 - Outaouais		2 041 605 \$
Nombre d'organismes soutenus :		14
Région 08	Arrimage jeunesse	101 792 \$
	Campus-jeunesse	42 125 \$
	Carrefour jeunesse emploi A-E	123 875 \$
	Jeunesse action Val d'Or	101 517 \$
	Liaison 12 18 inc.	94 998 \$
	Maison des jeunes La Sarre	115 666 \$
	Maison jeunes "Le Kao"	54 018 \$
	Maison jeunes F.R.A.D. Amos	30 000 \$
	Maison jeunes Témiscamingue	105 489 \$
	Refuge jeunesse Malartic	91 863 \$
	Soupape maison jeunes	90 653 \$
Total de la Région 08 - Abitibi-Témiscamingue		951 996 \$
Nombre d'organismes soutenus :		11
Région 09	ADO-CITÉ	41 341 \$
	Ass. jeunes de Fermont	22 909 \$
	Com.action jeunesse Tadoussac	17 182 \$
	Com.jeunesse Ste-Anne-Portneuf	34 488 \$
	Comité action jeun.Escoumins	35 319 \$
	Comité jeunesse Bergeronnes	35 319 \$
	Comité jeunesse Sacré-Coeur	35 319 \$
	La Maison du Tonnerre	53 372 \$
	L'Entre-Deux-Tournants	71 528 \$
	Mais. jeunes "Source" Minganie	79 250 \$
	Mais. jeunes Authentique	41 341 \$
	Mais.jeunes Entretemps Forest.	86 974 \$
	Mais.jeunes Port-Cartier	113 096 \$
	Maison des jeunes de Colombier	11 351 \$
	Maison des jeunes la Relève	126 475 \$
	Maison des jeunes Le SQUAT	40 101 \$
	Maison jeune Longue-Rive	27 070 \$
	Maison jeunes Boîte Ragueneau	33 039 \$
	Maison jeunes Gros Mecatina	33 039 \$
	Maison jeunes le Spoth C.A.O.	33 039 \$
Total de la Région 09 - Côte-Nord		971 552 \$
Nombre d'organismes soutenus :		20

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
Région 10	Cent. jeun. Astral Radisson	65 799 \$
	Centre-jeunesse Matagami	79 295 \$
	Club social jeunes de Chapais	83 213 \$
	M. jeunes Lebel-sur-Quévillon	125 227 \$
	Maison jeunes décent. de VVB	67 652 \$
	Maison jeunes Sac-Ados Chib	134 299 \$
Total de la Région 10 - Nord-du-Québec		555 485 \$
Nombre d'organismes soutenus :		6
Région 11	Entre-Temps Maison des jeunes	47 440 \$
	Maison jeunes Bonaventure	47 440 \$
	Maison jeunes Caplan	58 479 \$
	Maison jeunes Carleton	38 664 \$
	Maison jeunes Chandler	81 975 \$
	Maison jeunes de Murdochville	47 440 \$
	Maison jeunes Envolée Jeunesse	45 275 \$
	Maison jeunes est Îles	47 440 \$
	Maison jeunes Gaspé	81 975 \$
	Maison jeunes Grand Paspébiac	43 214 \$
	Maison jeunes Grande-Rivière	81 975 \$
	Maison jeunes Havre-Aubert	47 440 \$
	Maison jeunes Îles de la Madel	81 975 \$
	Maison jeunes La Treflerie	86 528 \$
	Maison jeunes New-Richmond	81 975 \$
	Maison jeunes Pointe la Croix	47 440 \$
	Maison jeunes Pointe la Garde	43 426 \$
	Maison jeunes Rivière au Renar	81 975 \$
	Maison jeunes St-Alphonse	81 975 \$
	Maison jeunes Ste-Anne-des-Mon	81 975 \$
	Maison jeunes St-Elzéar	43 219 \$
	Maison jeunes St-François d'as	75 426 \$
	Oasis-jeunesse Estran	47 440 \$
Total de la Région 11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine		1 422 111 \$
Nombre d'organismes soutenus :		23
Région 12	Amalgame MDJ Ouest	174 161 \$
	Mais. des Jeunes Robert-Cliche	75 995 \$
	Mais. jeunes Azymut Est*Ouest	64 901 \$
	Mais. jeunes Charny	106 304 \$
	Mais. jeunes Défi-Ados	80 919 \$
	Mais. jeunes Lac Aylmer	29 919 \$
	Mais. jeunes Olivier Etchemins	88 610 \$
	Mais. jeunes St-Etienne-Lauzon	74 262 \$
	Mais. jeunes St-Jean Chrysost.	51 586 \$
	Mais. jeunes St-Michel Bellech	50 000 \$
	Mais. jeunes Thetford Mines	111 528 \$
	Mais. jeunes Utopie	69 123 \$
	Maison des jeunes de Montmagny	65 994 \$
	Maison des Jeunes St-Henri	70 379 \$
	Maison des jeunes, St-Raphael	47 819 \$
	Maison Jeunes Beauce-Sartigan	229 038 \$
	Maison jeunes d'East Broughton	32 268 \$
	Maison jeunes Frontières Sud	74 736 \$
	MDJ patriotes L'Islet-Nord	77 318 \$
	Projet M.D.J. St-Isidore	37 314 \$
	Regr. jeunes Lotbinière	86 968 \$
	Ruche de St-Romuald	71 557 \$
	Stan-Jeunes	4 500 \$
Total de la Région 12 - Chaudière-Appalaches		1 775 199 \$
Nombre d'organismes soutenus :		23
Région 13	Carrefour jeunesse Ste-Rose	134 749 \$
	Cent. comm. Val-Martin	137 249 \$
	Cent. défi-jeunesse St-Frs	139 749 \$
	Mais. jeunes Laval-Ouest	134 749 \$
	Mais. quartier Fabreville	142 249 \$
	Maison de quartier Vimont	137 345 \$
	Maison des jeunes du Marigot	140 765 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
	Maison des jeunes Est de Laval	134 749 \$
	Maison jeunes Ste-Dorothée	134 749 \$
	Total de la Région 13 - Laval	1 236 353 \$
Nombre d'organismes soutenus :		9
Région 14	Club jeunesse Lanoraie	50 000 \$
	Lachenaie action jeunesse	74 972 \$
	Maison des jeunes St-Calixte	49 001 \$
	MDJ Café-rencontre 12-17	100 073 \$
	MDJ D.O. Ados	50 000 \$
	MDJ de Crabtree	53 780 \$
	MDJ de L'Assomption	95 061 \$
	MDJ de l'Épiphanie	50 000 \$
	MDJ de Mascouche	76 656 \$
	MDJ de Rawdon	50 000 \$
	MDJ de Repentigny	150 571 \$
	MDJ de Saint-Donat	49 000 \$
	MDJ de Ste-Marcelline	50 000 \$
	MDJ de St-Félix-de-Valois	49 000 \$
	MDJ de St-Sulpice	50 000 \$
	MDJ de Terrebonne	100 143 \$
	MDJ du Nord	50 000 \$
	MDJ La piaule de Joliette	53 781 \$
	MDJ Laurentides/St-Lin	50 000 \$
	MDJ Le gros orteil	64 829 \$
	MDJ Les Mayais	50 000 \$
	MDJ sens unique sect. Brandon	83 956 \$
	MDJ St-Esprit de Montcalm	49 095 \$
	MDJ: Place jeunese Berthier	97 992 \$
	Relais jeunesse Lavaltrie	65 202 \$
Total de la Région 14 - Lanaudière		1 663 112 \$
Nombre d'organismes soutenus :		25
Région 15	Ass. mais. jeunes Mirabel	100 670 \$
	Carrefour Jeunesse Desjardins	110 349 \$
	L'Avenue 12-17	100 670 \$
	M. des jeunes Rivière-du-Nord	126 628 \$
	M. jeunes Ste-Anne-des-Plaines	106 653 \$
	Mai. jeunes Basses Laurentides	158 134 \$
	Mais. jeun. Vallée de la Rouge	121 228 \$
	Mais. jeunes Deux-Montagnes	108 418 \$
	Mais. jeunes Grenville agglom.	100 544 \$
	Maison des Jeunes Blainville	113 753 \$
	Maison des jeunes de St-Jovite	114 245 \$
	Maison des jeunes Mont-Laurier	132 072 \$
	Maison des jeunes Sodarrid	107 336 \$
	Maison des jeunes Ste-Adèle	114 035 \$
	Maison des jeunes Ste-Agathe	108 812 \$
	Maison jeunes Brownsburg	102 974 \$
	Maison jeunes de la Minerve	62 077 \$
	Maison jeunes de Labelle	100 544 \$
	Maison jeunes d'Oka	100 544 \$
	Maison jeunes Pointe-Calumet	100 544 \$
	Maison jeunes St-Eustache	121 628 \$
	Maison jeunes St-Sauveur (Pied	60 179 \$
	Univers jeunesse d'Argenteuil	150 230 \$
Total de la Région 15 - Laurentides		2 522 267 \$
Nombre d'organismes soutenus :		23
Région 16	Act. jeun. St-Pie X Longueuil	99 790 \$
	Action jeunesse Roussillon	87 710 \$
	Carrefour jeunesse d'Iberville	92 015 \$
	Centre amitié jeunesse Chambly	87 552 \$
	Jeunesse Beauharnois	96 613 \$
	La Butte	33 456 \$
	L'Adoléus inc.	16 661 \$
	Mais. des jeunes de Longueuil	87 552 \$
	Mais. jeunes Acton Vale	86 216 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
	Mais. jeunes Contrecoeur	98 566 \$
	Mais. jeunes quatre fenêtres	114 274 \$
	Mais. jeunes Sorel	180 471 \$
	Mais. jeunes St-Bruno	87 552 \$
	Maison de jeunes Sac-Ado	87 552 \$
	Maison de la jeunesse 12 17	91 978 \$
	Maison des jeunes Chatelois	125 275 \$
	Maison des jeunes de Beaujeu	73 769 \$
	Maison des jeunes de Rigaud	74 732 \$
	Maison des jeunes de Tracy	88 453 \$
	Maison des jeunes de Varennes	97 959 \$
	Maison des jeunes de Vaudreuil	75 710 \$
	Maison des jeunes de Verchères	119 983 \$
	Maison des jeunes des 4 lieux	86 018 \$
	Maison des jeunes d'Huntingdon	87 552 \$
	Maison des jeunes La Piaule	72 837 \$
	Maison des jeunes La Prairie	73 898 \$
	Maison des jeunes le Dome inc	99 792 \$
	Maison des jeunes Les Cèdres	64 971 \$
	Maison des jeunes l'escalier	124 669 \$
	Maison des jeunes Mercierois	22 747 \$
	Maison des jeunes St-Hyacinthe	87 552 \$
	Maison des jeunes St-Philippe	21 533 \$
	Maison des jeunes St-Rémi	105 254 \$
	Maison des jeunes Sympholie	26 453 \$
	Maison jeune Oxy-Bulle Roxton	43 818 \$
	Maison jeunes Entracte	74 178 \$
	Maison jeunes la Frontière	41 114 \$
	Maison jeunes La Traversée	57 228 \$
	Maison jeunes Porte ouverte	117 643 \$
	Maison jeunes quatre-vents	17 747 \$
	Maison jeunes Ste-Julie	96 730 \$
	MDJ de Marieville	5 050 \$
	MDJ l'Ile-Perrot	72 850 \$
	MDJ Ste-Anne-de-Sorel Le phare	71 501 \$
	Prog. action jeunesse Candiac	91 681 \$
	Programme d'interv. jeunesse	73 882 \$
	Soc. épanouis jeunes St-Amable	79 724 \$
Total de la Région 16 - Montérégie		3 720 261 \$
Nombre d'organismes soutenus :		47
17	Vill. nord. Ivujivik	184 808 \$
	Vill. nord. Kangisujuaq	210 463 \$
	Vill. nord. Kangirsuk	199 060 \$
	Vill. nord. Kuujuaq	377 532 \$
Total de la Région 17 - Nunavik		971 863 \$
Nombre d'organismes soutenus :		4
Total des Maisons de jeunes		32 962 409 \$
Nombre d'organismes soutenus :		388
Soutien Régional :		32 766 684 \$
Soutien National :		195 725 \$
Nombre d'organismes régionaux :		387
Nombre d'organismes nationaux :		1

Note : Extraction de la catégorie "Maisons de jeunes" selon l'imputation des établissements

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 363

Subventions accordées à des organismes communautaires œuvrant auprès des hommes, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 363

Les données depuis 2010-2011 sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
PQ - 363
Organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes en
difficulté ⁽¹⁾
(Maisons d'hébergement pour hommes en difficulté)

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
2	La maison d'accueil pour sans-abri de Chicoutimi Inc.	176 798 \$
Total de la R-02		176 798 \$
6	Bonsecours Inc.	154 691 \$
	Carrefour familial Hochelaga	262 814 \$
	Mission Bon Accueil	1 829 023 \$
	Mission Old Brewery Old BM	2 940 841 \$
	Maison du Père	1 875 657 \$
	Projets autochtones du Québec	222 086 \$
Total de la R-06		7 285 112 \$
Total du soutien aux Maisons d'hébergement pour hommes en difficulté		7 461 910 \$

Note 1 : Extraction de la catégorie du PSOC "Maisons d'hébergement pour hommes en difficulté" selon l'imputation des établissements au Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R)

** Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R)
au 13 mars 2015.*

Les données pour les autres années financières sont disponibles à l'étude des crédits 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 363

Organismes communautaires oeuvrant auprès des hommes en difficulté

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
1	Contre agression conjugale	207 752 \$
	Trajectoires hommes du KRTB	207 752 \$
Total Région 01		415 504 \$
2	Ass. can. Santé mentale Sague	157 123 \$
	Centre prévention suicide Sagu	21 762 \$
	Cran... d'Arrêt	190 701 \$
Total Région 02		369 586 \$
3	À coeur d'homme (soutien national)	146 543 \$
	Autonhommie, cent. ress. cond.	199 383 \$
	G.A.P.I.	341 416 \$
	Reg. prov. santé b-être hom. (soutien national)	30 300 \$
	Ser. hommes impulsifs Charlev.	174 704 \$
Total Région 03		892 346 \$
4	Accord Mauricie inc.	228 833 \$
	Chez-nous: entre hommes	169 408 \$
	Halte Bois-Francs. Homme Alter	149 961 \$
	Halte Drummond	149 961 \$
Total Région 04		698 163 \$
5	MomentHom	160 450 \$
	Ress. pr hommes Haute-Yamaska	159 647 \$
	Seuil Estrie	215 057 \$
Total Région 05		535 154 \$
6	Accueil Bonneau	343 911 \$
	CRIPHASE	147 545 \$
	Dianova Québec	65 085 \$
	Entraide pour hommes Montréal	47 373 \$
	Groupe Amorce	130 000 \$
	Habit. Réseau Académie	16 286 \$
	Habitations pop.Parc Extension	43 428 \$
	Option: alternat. violen.conj.	345 224 \$
	Pères Séparés Inc.	78 092 \$
	Pro gam	345 224 \$
	Rés. hommes Québec (RHQ) (soutien national)	124 329 \$
	S.A.C. serv. d'aide conjoints	373 456 \$
	Un toit en ville	8 686 \$
Total Région 06		2 068 639 \$
7	Donnes-toi une chance	290 623 \$
	L'Impact - Rivière Gatineau	175 758 \$
Total Région 07		466 381 \$
	Groupe I.M.A.G.E. Abitibi-Témiscamingue	86 938 \$
	SATAS-Serv.aide trait.app.soci (Serv. aide. trait. en appren. soci)	172 269 \$
Total Région 08		259 207 \$
9	Hom'asculin Port-Cartier	61 889 \$
	Homme Aide Manicouagan	119 921 \$
	Hommes Sept-îles	103 377 \$
Total Région 09		285 187 \$
10	Réseau hommes QC Baie-James	203 259 \$
Total Région 10		203 259 \$
11	Hommes & Gars	88 077 \$
	Convergence	177 870 \$
Total Région 11		265 947 \$
12	Centre Ex-Equo	403 921 \$
	Entraide au masculin Côte-Sud	177 869 \$
	Hommes à hommes	146 020 \$
	Partage masculin-Beauce	199 003 \$
Total Région 12		926 813 \$
13	CHOC Carrefour hommes changeme	285 693 \$
Total Région 13		285 693 \$
14	Centre aide homme Lanaud. CAHO	317 305 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Parents-Unis, Repentigny	252 837 \$
Total Région 14		570 142 \$
15	A.C.C.R.O.C. Acc. coll. conjo.	229 506 \$
	Paix prog. aide interv. inc.	170 877 \$
Total Région 15		400 383 \$
16	AVIF (Act. viol.interv. fami.)	169 407 \$
	CIVAS Montérégie	92 974 \$
	Entraide pour hommes V.-du-.R.	341 696 \$
	Maison Le Passeur	151 771 \$
	Via l'Anse	171 729 \$
Total Région 16		927 577 \$
Total		9 569 981 \$

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R)
au 18 mars 2016.

Les données pour les autres années financières sont disponibles à l'étude des crédits 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 364

Subventions accordées aux organismes communautaires en santé mentale dans chacune des régions, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 364

Les données depuis 2010-2011 sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 364

Organismes communautaires avec composante en Santé mentale

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
1	Ass. can. santé ment. B. Fleuv	305 660 \$
	Ass. Kamour. s.ment. Traversée	135 987 \$
	Cent. alt. s.m.s. Marigot Mat.	141 444 \$
	Cent. entr. Horizon R-du-Loup	157 383 \$
	Cent. prév.suic.Bas-St-Laurent	915 904 \$
	Centre prevention suicide KRTB	170 419 \$
	Lueur Espoir Bas St-Laurent	260 746 \$
	Mais. héb. bouffée d'air KRTB	439 337 \$
	Maison des tournesols	134 128 \$
	P.L.A.I.D.D.B.F.	203 164 \$
	Périscopé Basques	106 810 \$
	Rayon partage santé mentale	135 688 \$
	Source espoir Témis	144 209 \$
	Total de la R-01	3 250 879 \$
2	Ass. can. Santé mentale Sague	706 873 \$
	Ass. can.san.ment.Lac St-Jean	78 483 \$
	Ass.ress.alt.santé mentale (ARACSM)	138 046 \$
	Association Panda Sagu.-L-St-J (Ass. québ. troubl. apprent. AQETA)	126 992 \$
	Centre interv. fam. Transit	11 658 \$
	Centre le Bouscueil Roberval	224 806 \$
	Centre l'Escale de Jonquière	226 098 \$
	Centre Nelligan	128 707 \$
	Centre prévention suicide Sagu	780 846 \$
	Centre le Phare	579 171 \$
	Centre Santé Ment. l'Arrimage	345 192 \$
	Comité Enfaim	26 159 \$
	Cran... d'Arrêt	19 722 \$
	Ecole nat. appr. Marionnette	53 236 \$
	Groupe promo.def.droits santé	212 250 \$
	Groupe ress.troubles panique	63 451 \$
	Le Séjour Marie-Fitzbach	28 316 \$
	Maillon reg. parents amis	185 232 \$
	Maison des Familles La Cigogne	7 905 \$
	Maison du Cheminement (Dolbeau	454 420 \$
	Centre rét. Le Renfort	458 732 \$
	Regr. pers. troubles humeur	7 575 \$
	Serv. d'int. soc. Nouvel Essor	135 708 \$
	Total de la R-02	4 999 578 \$
(Soutien national)	3 AGIR en santé mentale	7 000 \$
	Arc-En-Ciel	658 364 \$
	Archipel entraide	482 475 \$
	Ass. pers. utilisatrices S.M.	199 207 \$
	Ass. québ. réad. psychosoc.	161 253 \$
	Ass. québécoise prév. suicide	256 957 \$
	Ass.can.santé mentale-rég.Qc	142 563 \$
	Atelier de la Mezzanine	157 255 \$
	Auto-psy rég. Québec	171 256 \$
	Boussole, regr. parents amis m.m	364 741 \$
	Gen. prév. suicide Charlevoix	225 574 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Cent. croiss. renaissance	388 680 \$
	Cent. jour feu vert	283 115 \$
	Cent. social Croix Blanche	212 754 \$
	Cent.entr.trouble aff.bipolair	142 467 \$
	Centre communautaire l'amitié	222 270 \$
	Centre de Crise de Québec	2 801 805 \$
	Centre de jour l'Envol inc	109 203 \$
	Centre d'Entraide Émotions	112 073 \$
	Centre parrainage civique Qc	128 742 \$
	Centre prévention suicide CPS	1 038 650 \$
	Cercle polaire	144 124 \$
	Croissance-travail	945 524 \$
	Demi-Lune	128 414 \$
	Contact-Aînés	21 876 \$
	Équitravail	100 540 \$
	Éveil charlevoisien	464 503 \$
(Soutien national)	Féd.familles amis maladie ment	237 039 \$
	Le Pavois de Loretteville	112 773 \$
	Le Pavois de Ste-Foy	154 189 \$
	Le Verger, c. c. santé mentale	175 448 \$
	Libre Espace Orléans inc	109 203 \$
	Maison éclaircie	302 586 \$
	Marée, regr.par.amis.pers.m.m.	257 980 \$
	Mouv. inf. entr. lutte VIH-SIDA	13 125 \$
	Odyssée bleue Inc.	26 817 \$
	Org. santé mentale OSMOSE	109 490 \$
	Org.comm.ecoute aide naturelle	220 113 \$
	Parents-Espoir	32 891 \$
	Pavois-prog.act.valorisantes	925 031 \$
	Point repères	13 125 \$
(Soutien national)	Porte-voix du rétablissement	40 521 \$
	Prog.encadrement clinique héb.	2 057 301 \$
	Proj.interv. prostitution PIPQ	13 125 \$
	Relais la Chaumine	282 495 \$
	Service d'entraide l'espoir	109 132 \$
	Services Main-d'oeuvre l'Appui	117 058 \$
	Tel-Aide Québec, Inc.	133 144 \$
Total de la R-03		15 513 971 \$
4	A.P.A.M.E.	183 033 \$
	Accalmie	348 750 \$
	Association Le P.A.S.	180 689 \$
	Phénix, ECJ, Cen. Mauricie/Mé.	183 899 \$
	Avenue-libre Bassin Maskinongé	148 983 \$
	C. prév.suicide C.Maur/Mékinac	176 713 \$
	Centre écoute prév. suivice Dr	181 481 \$
	Centre prév. suicide du HSM	129 244 \$
	Chrysalide Maison héb. SM	381 463 \$
	Cnt. prév. suicide Deux Rives	398 534 \$
	Conseil de la nation Atikamekw	13 314 \$
	Gr. entr. Entrain	192 978 \$
	Gr. entraide facile d'accès	141 079 \$
	Groupe entraide La Lanterne	226 483 \$
	Gyroscope Bassin Maskinongé	120 392 \$
	Maison Réverbère	410 472 \$
	TDA/H Mauricie Centre du Qc	54 320 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Parents partenaires	129 197 \$
	Passerelle, Ass. fam. pers. mental	139 026 \$
	Périscop (AFPPAMM)	168 999 \$
	Pivot Centre-du-Québec	238 848 \$
	Reg.org.santé mental Reg.04-17	105 405 \$
	Rés. aide Tremplin	599 283 \$
	Réseau habit. commun. Mauricie	69 247 \$
	Cen. prév. suicide Arth.-Éra.	179 026 \$
	Ruche aire-ouverte inc.	178 434 \$
	Service intégration travail	390 058 \$
	Sol.rég. aide acc.Centre QC/M.	219 110 \$
	Traversier entraide santé ment	239 455 \$
	Total de la R-04	6 127 915 \$
5	Alternative s.m. Autre Versant	407 083 \$
	Ass. entr.s.m."Éveil" B-Miss.	161 175 \$
	Ass.proches pers.att.mal.ment.	215 021 \$
	Autre Rive	160 664 \$
	TDA/H Estrie	154 880 \$
	Cent. prév. suicide Haute-Yam.	402 004 \$
	Centre L'Élan	159 802 \$
	Cordée ress. alternative SM	406 729 \$
	Croisée des sentiers	121 644 \$
	Entrée Chez-Soi	225 136 \$
	Entr'elles Granby inc.	149 836 \$
	JEVI prév.suicide-Estrie	416 594 \$
	Le phare source d'entraide	137 762 \$
	L'Ensoleillée: Ress.comm.santé	129 776 \$
	Mais. héberg. R.S.S.M.	415 704 \$
	Oasis santé mentale Granby	239 526 \$
	Promotion défense en santé	211 396 \$
	Ress. comm. sant. ment. Éveil	121 844 \$
	Rivage Val St-François	148 019 \$
	Santé Mentale Estrie inc.	27 619 \$
	Secours-Amitié (Estrie)	179 279 \$
	Sercovie inc.	34 858 \$
	Transition pour elles Inc.	198 813 \$
	Virage santé mentale	129 001 \$
	Total de la R-05	4 954 165 \$
	6 Abri en ville	47 383 \$
	Accès santé ment. cible trav.	299 563 \$
	Act. santé Pointe St-Charles	151 743 \$
	Action-autonomie	402 908 \$
	Agence Ometz	151 077 \$
	Alternative cnt. santé mentale	171 900 \$
	Ami-Québec agir contre maladie	221 767 \$
	Amis santé mentale (banl.O.)	118 601 \$
	Anorexie et boulimie Québec	68 370 \$
	Antenne communication	33 892 \$
	Ass. canadienne santé mentale	232 474 \$
	Ass. d'entraide le Chaînon	41 542 \$
(Soutien national)	Ass. gr.interv.déf.dr.s.m.QC	279 621 \$
	Ass. Logement Amitié	61 121 \$
	Ass. parents s.m. St-L-B-Cart.	117 828 \$
	Ass. québ. troubles d'apprent.	44 367 \$
(Soutien national)	Ass.can.santé mentale div.duQc	118 730 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Ass.québ.par.amis mala.mentale	196 365 \$
	C.M. troubles d'apprentissage	34 876 \$
	Association bénévole amitié	637 392 \$
	Association I.R.I.S.	2 194 820 \$
	Atelier artis. centre-ville	299 563 \$
	Ateliers Quatre saisons	136 195 \$
	Balucon Alzheimer	28 835 \$
	C.A.D.R.E.	201 075 \$
	CAMÉE	144 507 \$
	Carrefour pop. St-Michel	117 779 \$
	Cent. apprent. parallèle Mtl	299 563 \$
	Cent. autre maison	1 214 552 \$
	Cent. crise transit	1 386 745 \$
	Cent. entr. Pivot, C.E.L.P.	135 295 \$
	Cent. loc. init. comm. N-E Mtl	68 093 \$
	Cent. soir Denise Massé	265 697 \$
	Cent. soutien-jeunesse St-Laur	130 447 \$
	Centrami	219 632 \$
	Centre Bienvenue	158 801 \$
	Centre de crise Ouest de l'Ile	1 516 378 \$
	Centre d'écoute & intervention	88 675 \$
	Ctre écoute & référence Mtl	118 042 \$
	Centre d'écoute le Havre inc.	66 331 \$
	Centre écoute référence Halte	115 159 \$
	Centre famille & ressource ADD	33 166 \$
	Centre jour St.James	187 794 \$
	Chambreclerc	175 209 \$
	Chambrenfleur	35 908 \$
	Clé des champs réseau entraide	118 500 \$
	Club ami, s.m. entr.intégr s-p	43 223 \$
	Comm. therap. Chrysalide	106 668 \$
	Communauté Nazareth inc.	40 764 \$
	Compeer Mtl/Entre-amis Ass.bén	105 900 \$
	Cons. direc. l'armée du salut	244 135 \$
	Corp. mais. Lucien-L'Allier	127 799 \$
	Écoute Entraide inc.	113 909 \$
	Entraide St-Michel	158 530 \$
	Entreprise soc. Santé mentale	661 155 \$
	Équipe entreprise	158 148 \$
	Étincelle amitié	135 275 \$
	Express. Lasalle Cent. comm.SM	173 026 \$
	Fond. art therap.& brut du Qc	25 167 \$
	Gr. entraide Lachine	189 794 \$
	GymnO Montréal	44 365 \$
	Habitations La Traversée	29 675 \$
	Habitations Oasis P.St-Charles	46 348 \$
	Habitations pop.Parc Extension	2 165 \$
	Habitons D'Aragon-Jogues	21 366 \$
	Impact	338 421 \$
	L'Art-rivé cnt jour Riv. Prair	171 834 \$
	Le Mûrier Inc.	161 447 \$
	Les Studios Ville-Marie	6 568 \$
	M. des amis Plateau Mont-Royal	201 149 \$
	Ma chambre Inc.	224 932 \$
	Mais. étapes	1 896 658 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Mais. le Parcours Inc.	226 279 \$
	Mais. multiethnique Myosotis	68 667 \$
	Mais. St. Dominique	396 719 \$
	Maison Jean-Monbourquette	15 150 \$
	Maison l'Échelon	484 064 \$
	Maison l'Éclaircie de Mtl.	489 012 \$
	Maison St-Jacques	784 414 \$
	Mon Toit, mon Cartier	33 563 \$
	P.R.I.S.E. II	662 287 \$
	Paradis Urbain	15 150 \$
	Parentrie nord Montréal	144 378 \$
	Parents amis b-ê ment. S-O Mtl	150 098 \$
	Parr. civique l'est de l'Ile	154 294 \$
	Parr.civique banlieue O.Mtl	291 147 \$
	Persp. comm. santé mentale	408 450 \$
	Pracom	337 253 \$
	Prog. interv. rech. psycauses	1 130 738 \$
	Proj. suivi communautaire	776 162 \$
	Projet P.A.L. inc.	486 981 \$
	Projets P.A.R.T.	299 563 \$
(Soutien national)	Reg.ser.com.int. crise Québec	20 544 \$
(Soutien national)	Regr. assoc. parents Panda Qc	76 270 \$
(Soutien national)	Regr. ressources alternatives	364 100 \$
	Relax-action Montréal	614 910 \$
	Répît <Une heure pour Moi>inc.	118 769 \$
	Habit. Réseau Académie	47 479 \$
	Ressources communautai. Oméga	653 358 \$
(Soutien national)	Revivre	184 739 \$
	RSDO regr. séparées(és) & div.	28 654 \$
	Services communautaires Cypres	528 503 \$
	Société québ. schizophrénie	119 850 \$
	Sous le toit de P.A.L.	101 908 \$
	Suicide-Action Montréal	829 199 \$
	Suivi communautaire le Fil	768 148 \$
	Tel-Aide	115 160 \$
	Tel-Écoute	117 800 \$
	Tracom	1 463 471 \$
	Un toit en ville	53 415 \$
	Une place pour rester	23 740 \$
	Vers l'équilibre	405 041 \$
Total de la R-06		32 306 129 \$
7	AUPRES	21 844 \$
	Boulev'Art de la Vallée	619 874 \$
	Cent. interval Pontiac	258 663 \$
	Centre d'aide 24/7	525 000 \$
	Centre Inter-Section	526 219 \$
	Droits-Accès	230 890 \$
	Entraide-deuil	73 022 \$
	Habitations Nouveau Départ	263 833 \$
	L'Apogée	297 777 \$
	L'Envol S.R.T.	75 169 \$
	Mais. amitié Haute-Gatineau	354 768 \$
	Maison Alonzo Wright	13 288 \$
	Maison Le Ricochet	548 188 \$
	Maison réalité inc.	759 340 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Regr. org. comm Outa.(ROCSMO)	23 502 \$
	Suicide Détour	118 234 \$
	Tél-aide Outaouais	127 105 \$
	Total de la R-07	4 836 716 \$
8	Accueil d'Amos	143 607 \$
	Bouée d'espoir	81 252 \$
	Cent. prév. suic. Malartic	28 991 \$
	Centre prév. suic. Senneterre	26 273 \$
	Centre prév. suicide Amos	80 090 \$
	Centre prév. suicide A-O	65 075 \$
	Centre prév. suicide R-N	114 869 \$
	Centre prév. suicide Vallée Or	89 220 \$
	Cen. prév. suic. Témiscamingue	51 438 \$
	Entretoise Témiscamingue	129 025 \$
	Équipe La Petite rencontre	190 025 \$
	Groupe en toute amitié Sennet.	11 949 \$
	Groupe Soleil de Malartic	242 891 \$
	Le Pont de Rouyn-Noranda Inc.	235 817 \$
	Ligne interv. tél. prév.suic.	283 837 \$
	Maison Les 4 Saisons Témisc.	155 519 \$
	Maison soleil levant R-N	23 780 \$
	Portail	86 878 \$
	R.A.I.D.D. - A.T.	169 680 \$
	Rescousse	83 218 \$
	Résidence héberg. Chaumiere	153 947 \$
	TCROCASMAT	28 339 \$
	Trait union La Sarre	291 479 \$
	Valpabem	86 859 \$
	Total de la R-08	2 854 058 \$
9	Ass. Canad. sant. ment. C.Nord	88 659 \$
	Ass. parents panda Manicouagan	23 097 \$
	Ass.par.amis mal.émot.(Baie-C)	76 755 \$
	Ass.parent-amis mal.émotionnel	89 570 \$
	Assoc. troubles anxieux Côte-N	18 457 \$
	Atre Sept-Iles	326 906 \$
	C. d'action bénévo. le Nordest	52 749 \$
	CAAP - Côte-Nord	168 885 \$
	Centre prévention suicide C-N	428 959 \$
	Créam	97 810 \$
	Éki-Lib santé Cote-Nord	36 594 \$
	Hab. Comm. Le Gîte (Baie-Com.)	34 443 \$
	Mais. trans. Baie-Comeau	200 366 \$
	Point de rencontre	87 547 \$
	Regr. org. comm. altern. S.M.	14 442 \$
	Ress. réinsertion «Le Phare»	36 227 \$
	Transit Sept-îles	48 116 \$
	Total de la R-09	1 829 582 \$
10	Com. prév.-suicide Lebel Quévi	82 923 \$
	Corp. Le Zéphir	440 120 \$
	Total de la R-10	523 043 \$
11	Acc. Blanche Goulet	212 294 \$
	Ass.entraide santé mentale	120 993 \$
	Cent. comm. Éclaircie des Îles	152 311 \$
	Centre Accalmie	311 735 \$
	Centre Émilie Gamelin	379 252 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Centre ress.réinsér.interv.	133 736 \$
	Droits & recours Santé mentale	187 742 \$
	Gr. act. soc. psych. Monts	331 410 \$
	Maison à Damas	202 738 \$
	Nouveau regard (Gaspésie)	156 576 \$
	Reg.org.comm.altern.G-I-M.	9 481 \$
	Total de la R-11	2 198 268 \$
12	Ancre, regr. par.amis pers.m.m	140 931 \$
	Santé Mentale - Ch.-Appalaches	92 556 \$
	CAB - Bellechasse-Lévis-Lotbin	161 975 \$
	Cent. barre du jour	219 497 \$
	Cen.écoute prév.suicide B-Etc	96 629 \$
	Centre stimulation l'Intercom	24 680 \$
	Contrevent, pour l'entourage	253 339 \$
	Croisée - Regr. MRC Appalaches	144 251 \$
	Éveil groupe entraide maladie	165 108 \$
	Havre santé mentale	236 833 \$
	Intervalle	340 377 \$
	La Passerelle-santé mentale	343 786 \$
	L'A-Droit Chaudière-Appalaches	170 591 \$
	Murmure	179 260 \$
	Nouveaux sentiers MRC L'Islet	138 836 \$
	Oasis Lotbinière	193 701 \$
	Quatre vents, gr.ent.pers.dif	266 012 \$
	Rapp. gr. entr. pers. att.m.m.	272 046 \$
	Rencontre	190 739 \$
	S.O.S. Onde amitié	83 341 \$
	Sillon	227 851 \$
	Soc. réad. intégr.comm.(SRIC)	839 816 \$
	Trait d'Union	280 658 \$
	TROCASM Table rég.org.commun.	12 395 \$
	Total de la R-12	5 075 208 \$
13	Ass. loisirs pers.hand. ALPHPL	274 327 \$
	Ass.Lavalloise parent bien-etr	295 313 \$
	CAFGRAP	437 655 \$
	Cent. impl.libre Laval réad.so	1 506 416 \$
	En-droit Laval	181 262 \$
	La ressource ATP	100 318 \$
	Serv. pop. psychothérapie(SPP)	255 362 \$
	Total de la R-13	3 050 653 \$
14	Ass. parents Panda Matawinie	46 194 \$
	Ass. Parents Panda MRC Moulins	46 193 \$
	Bonne étoile Joliette	134 702 \$
	C.action bénév. Emilie-Gamelin	5 707 \$
	C.ent.sant.ment.Croissant Lune	82 577 \$
	CAB d'Autray	8 513 \$
	CAB des Moulins	2 119 \$
	Cent. act. bénévol. Brandon	3 318 \$
	Centre prévention suicide	598 261 \$
	Gr. entr. s.ment. B/L "Envol"	82 759 \$
	Habitat jeunesse, Mascouche	260 608 \$
	La maison L'intersection	23 831 \$
	Lueur du phare de Lanaudière	341 558 \$
	Mi-Zé vie	86 184 \$
	PANDA de la MRC l'Assomption	46 193 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Pleins droits Lanaudière	206 179 \$
	Propulsion Lanaudière	258 946 \$
	Reg. org. comm. s.m Lanuaudier	9 365 \$
	Rescousse amicale	150 352 \$
	Rescousse Montcalm	124 837 \$
	Serv. bén. comté Assomption	10 014 \$
	Serv. crise Lanaudière	927 405 \$
	Tournesol Rive-Nord	151 445 \$
	Vaisseau d'or	463 654 \$
	Total de la R-14	4 070 914 \$
15	Alternatives Laurentides	7 920 \$
	Arc-en-soi c. prév. & interv.	226 467 \$
	Ass. Panda Ste-Thérèse Laurent	153 465 \$
	Ass.Laur.proches mal.mentale	251 922 \$
	Atelier "Ensemble on se tient"	238 263 \$
	C.E.S.A.M.E.	167 789 \$
	Cent. prévention le Faubourg	587 350 \$
	Cent. sources Argenteuil	193 642 \$
	Droits et recours Laurentides	212 338 \$
	Échelon Pays d'en Haut	164 782 \$
	Envolée,ress.alt.santé mentale (Envolée Ste-Agathe-des-Monts)	162 313 \$
	Gr. Harfang des neiges	286 361 \$
	Gr. Licorne MRC Thérèse-Blainv	259 479 \$
	Maison Clothilde	158 591 \$
	Panda Basses-Ltdes Sud-Ouest	152 189 \$
	Total de la R-15	3 222 871 \$
16	Accolade Santé Mentale	228 076 \$
	Alternative Centregens	309 998 \$
	Ancre ailes Haut St-Laurent	171 038 \$
	Arc-en-ciel (Vaudreuil-Soul.)	161 319 \$
	Santé Mentale/Haut-Richelieu	181 462 \$
	Santé Mentale Pierre-de-Saurel	89 161 \$
	Ass. parents & amis du malade	300 507 \$
	AASMM (ass.alt.santé.mentale)	58 135 \$
	Association Le vaisseau d'or	160 127 \$
	Ateliers de transition (Les)	281 033 \$
	(Soutien national) Au coeur familles agricoles	40 760 \$
	Au Second Lieu	171 289 \$
	Avant-garde santé mentale	270 005 \$
	Campagnol jard. Napierville	121 951 \$
	Carrefour comm. le Moutier	3 697 \$
	Cent. prév.suicide H-Richelieu	397 290 \$
	Cent.prév. suic. Pierre Saurel	389 566 \$
	Centre de transition Perceval	487 657 \$
	Coll.défense droits Montérégie	496 658 \$
	Cont. Richelieu-Yamaska (CRY)	499 796 \$
	Eclusier du Haut-Richelieu	276 072 \$
	Entraide pour hommes V.-du-R.	24 822 \$
	Centre psy. Richelieu-Yamaska	636 919 \$
	Filiale Rive-Sud A.C.S.M.	27 934 \$
	Gr. entr. Arrêt-Court, Sorel	127 308 \$
	Gr. entr. Dahlia Beauharnois	131 018 \$
	Gr.entraide arc-en-ciel Seigne	117 801 \$
	Groupe d'entraide G.E.M.E.	58 178 \$
	Havre a Nous / Our Harbour	38 948 \$

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
	Hébergement l'entre-deux	466 410 \$
	Hyper-Lune	47 165 \$
	La Traversée	57 689 \$
	Le pont du Suroit	211 230 \$
	Ress. trans. Tournant	912 972 \$
	M.A.D.H.	229 097 \$
	Mais. Jacques-Ferron	474 518 \$
	Maison d'intervention Vivre	348 406 \$
	Maison goéland Rive-Sud	564 079 \$
	Maison le point commun	381 941 \$
	Maison sous les arbres Inc.	1 137 283 \$
	Phare St-Hyacinthe et région	232 107 \$
(Soutien national)	Phobies-Zéro	52 133 \$
	Psycohésion	124 379 \$
	Réseau d'habitations Chez soi	171 938 \$
	Serv. Inter. Santé Mentale	1 184 661 \$
	Soc. schizophrénie Montérégie	37 893 \$
	Tel-aide région de Valleyfield	76 325 \$
	Toits d'Émile (Les)	49 707 \$
	Trait-d'union Montérégien	100 318 \$
	Via l'Anse	15 178 \$
Total de la R-16		13 133 954 \$
17	Héberg. communautaire Uvatinut	290 000 \$
	Hébergement communaut. Ungava	299 999 \$
Total de la R-17		589 999 \$
Total du soutien provincial en Santé mentale		108 537 903 \$

QUESTION NO 365

Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente), selon les type de clientèle suivants, depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

- a. Les jeunes;
- b. Les adultes,
- c. Les personnes âgées;
- d. Les personnes ayant une déficience physique;
- e. Les personnes ayant une déficience intellectuelle;
- f. Les personnes alcooliques et toxicomanes, ainsi que les joueurs pathologiques.

PQ-365 - Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle
PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / PAR CLIENTÈLE ENFANTS
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF					Total INSTALLATION	Total PLACES	Total USAGERS PLACÉS
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS			
01- BAS-SAINT-LAURENT	2	10	5	130	257	224	132	267	229
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU BAS-SAINT-LAURENT	2	10	5	9	22	18	11	32	23
CENTRE JEUNESSE DU BAS-ST-LAURENT				121	235	206	121	235	206
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	6	25	22	272	530	480	278	555	502
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	2	12	9	4	7	8	6	19	17
LE CENTRE JEUNESSE DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	4	13	13	268	523	472	272	536	485
03- CAPITALE-NATIONALE	11	48	46	382	673	618	393	721	664
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUEBEC	9	35	35	6	12	12	15	47	47
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX	1	5	3	1	2	2	2	7	5
CENTRE JEUNESSE DE QUEBEC	1	8	8	375	659	604	376	667	612
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	7	25	22	520	1138	1016	527	1163	1038
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUEBEC	5	16	16	8	20	18	13	36	34
LE CENTRE JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUEBEC	2	9	6	512	1118	998	514	1127	1004
05- ESTRIE	3	13	10	265	550	466	268	563	476
CENTRE JEUNESSE DE L'ESTRIE	2	11	8	259	537	453	261	548	461
CENTRE NOTRE-DAME DE L'ENFANT (SHERBROOKE) INC.	1	2	2	6	13	13	7	15	15
06- MONTRÉAL	77	373	372	1070	1897	1731	1147	2270	2103
CENTRE DE READAPTATION DE L'OUEST DE MONTRÉAL	23	86	100	8	18	17	31	104	117
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE GABRIELLE-MAJOR	9	46	54	5	17	14	14	63	68
CENTRE DE READAPTATION LISETTE-DUPRAS	10	50	43	4	14	14	14	64	57
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	7	27	38	4	6	6	11	33	44
CENTRE MIRIAM	3	9	8				3	9	8
LE CENTRE JEUNESSE DE MONTREAL	22	145	120	781	1342	1235	803	1487	1355
LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW				268	500	445	268	500	445
SERVICES DE READAPTATION L'INTEGRALE	3	10	9				3	10	9
07- OUTAOUAIS				259	471	405	259	471	405
LES CENTRES JEUNESSE DE L'OUTAOUAIS				259	471	405	259	471	405
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	1	2	2	316	630	549	317	632	551
CENTRE JEUNESSE DE L'ABITIBI-TEMISCAMINGUE C.J.A.T.)	1	2	2	310	617	538	311	619	540
CLAIR FOYER INC.				6	13	11	6	13	11
09- CÔTE-NORD				98	178	152	98	178	152
CENTRE DE PROTECTION ET DE READAPTATION DE LA COTE-NORD				98	178	152	98	178	152
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	2	10	0	117	208	168	119	218	168
CENTRE JEUNESSE GASPESIE/LÉS ILES	2	10	0	112	202	163	114	212	163
LE CENTRE DE READAPTATION DE LA GASPESIE				5	6	5	5	6	5
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES	5	19	18	268	545	432	273	564	450
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE (CRDI) CHAUDIERE- APPALACHES	4	12	10	5	11	11	9	23	21
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE				1	1	1	1	1	1
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL	1	7	8	3	6	3	4	13	11
LES CENTRES JEUNESSE CHAUDIERE-APPALACHES				259	527	417	259	527	417
13- LAVAL	5	26	25	116	196	158	121	222	183
CENTRE JEUNESSE DE LAVAL	1	9	8	115	195	157	116	204	165
CRDI NORMAND-LARAMEE	4	17	17				4	17	17
HOPITAL JUIF DE READAPTATION				1	1	1	1	1	1

14- LANAUDIÈRE	26	131	115	277	594	519	303	725	634
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE PHYSIQUE LE BOUCLIER	2	5	5				2	5	5
CENTRE DE READAPTATION LA MYRIADE	7	18	18	5	11	11	12	29	29
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE	1	8	6				1	8	6
LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIÈRE	16	100	86	272	583	508	288	683	594
15- LAURENTIDES	30	165	142	347	709	653	377	874	795
CENTRE DU FLORES	15	37	35	7	23	19	22	60	54
CENTRE JEUNESSE DES LAURENTIDES	15	128	107	340	686	634	355	814	741
16- MONTÉRÉGIE	36	207	211	698	1227	1146	734	1434	1357
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE MONTEREGIE-EST	4	16	12	25	71	64	29	87	76
CENTRE JEUNESSE DE LA MONTEREGIE	19	128	99	669	1144	1071	688	1272	1170
CENTRE MONTEREGIEN DE READAPTATION	6	23	21				6	23	21
LES SERVICES DE READAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT	7	40	79	4	12	11	11	52	90
Total général	211	1054	990	5135	9803	8717	5346	10857	9707

PQ-365 - Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle
PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / PAR CLIENTÈLE ADULTE
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF			Total INSTALLATION			Total PLACES	Total USAGERS PLACÉS
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS			
01- BAS-SAINT-LAURENT	66	743	720	110	513	486	176	1256	1206
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU BAS-SAINT-LAURENT	17	108	109	91	377	354	108	485	463
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA	7	69	60				7	69	60
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPEDIA	4	56	54				4	56	54
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS	3	47	47				3	47	47
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE	3	44	43				3	44	43
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE	13	227	226	10	79	79	23	306	305
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIERE-DU-LOUP	11	108	101	9	57	53	20	165	154
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE TEMISCOUATA	6	57	54				6	57	54
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES	2	27	26				2	27	26
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	55	645	644	136	480	463	191	1125	1107
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN	25	163	177	132	453	437	157	616	614
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CLEOPHAS-CLAVEAU	4	35	32	1	5	5	5	40	37
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI	7	140	138				7	140	138
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIERE	7	89	81	3	22	21	10	111	102
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST	5	85	85				5	85	85
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY	3	88	87				3	88	87
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE	4	45	44				4	45	44
03- CAPITALE-NATIONALE	194	1541	1511	168	564	536	362	2105	2047
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUEBEC	117	589	580	88	291	280	205	880	860
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX	42	210	201	55	129	122	97	339	323
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE	30	573	561	25	144	134	55	717	695
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUEBEC-NORD	5	169	169				5	169	169
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC	151	1674	1613	239	1028	986	390	2702	2599
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUEBEC	79	324	304	169	510	494	248	834	798
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ET-DE-L'ERABLE	5	192	187	1	1	1	6	193	188
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BECANCOUR - NICOLET-YAMASKA	6	56	54	3	22	18	9	78	72
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-LA-BATISCAN	6	62	58				6	62	58
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ENERGIE	28	402	392	53	416	400	81	818	792
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGE	4	60	56	1	8	8	5	68	64
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIERES	17	423	412	5	30	28	22	453	440
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND	5	154	149	5	32	29	10	186	178
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE	1	1	1	2	9	8	3	10	9
05- ESTRIE	31	232	243	176	536	510	207	768	753
CENTRE DE READAPTATION ESTRIE INC.	5	46	64	8	10	10	13	56	74
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX - INSTITUT UNIVERSITAIRE DE GERIATRIE DE SHERBROOKE	1	25	25	3	27	26	4	52	51
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHREMAGOG	1	2	1				1	2	1
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES	1	9	9	2	16	12	3	25	21
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT	6	38	38	1	5	5	7	43	43
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANCOIS	4	50	46				4	50	46
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANCOIS	1	6	6				1	6	6
CENTRE NOTRE-DAME DE L'ENFANT (SHERBROOKE) INC.	12	56	54	162	478	457	174	534	511
06- MONTRÉAL	540	4784	4659	267	1306	1245	807	6090	5904
CENTRE DE READAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE	1	6	6				1	6	6
CENTRE DE READAPTATION DE L'OUEST DE MONTREAL	93	396	383	37	113	104	130	509	487
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE GABRIELLE-MAJOR	77	519	503	39	150	143	116	669	646

CENTRE DE READAPTATION LISETTE-DUPRAS	124	565	552	18	62	61	142	627	613
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH	1	88	88				1	88	88
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTREAL-NORD	3	220	220				3	220	220
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT	5	184	182				5	184	182
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE	4	204	204				4	204	204
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE	2	132	132				2	132	132
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ILE	4	145	145				4	145	145
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ILE	2	103	103				2	103	103
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LEONARD ET SAINT-MICHEL	1	104	104				1	104	104
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ILE	4	153	152				4	153	152
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST-VERDUN	2	179	154				2	179	154
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE	2	106	105				2	106	105
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE	2	102	101	7	50	50	9	152	151
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DUREE DE ST-ANDREW-DE-FATHER-DOWD-ET-DE-ST-MARGARET				7	23	20	7	23	20
CENTRE MIRIAM	51	206	205	9	29	28	60	235	233
HOPITAL DOUGLAS	23	236	228	65	402	387	88	638	615
HOPITAL LOUIS-H. LAFONTAINE	53	842	811	53	367	356	106	1209	1167
LA CORPORATION DU CENTRE DE READAPTATION LUCIE-BRUNEAU	6	31	31	3	12	12	9	43	43
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GERIATRIQUE MAIMONIDES				5	40	27	5	40	27
LE CENTRE DOLLARD-CORMIER	1	7	6	2	11	11	3	18	17
SERVICES DE READAPTATION L'INTEGRALE	79	256	244	22	47	46	101	303	290
07- OUTAOUAIS	61	563	553	120	377	351	181	940	904
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU	11	240	237	3	23	22	14	263	259
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	2	36	36	1	8	8	3	44	44
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU	6	48	47	2	18	18	8	66	65
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES	3	22	22	1	4	4	4	26	26
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC	3	12	12	3	11	11	6	23	23
LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER PIERRE-JANET	6	73	73	13	62	56	19	135	129
PAVILLON DU PARC	30	132	126	97	251	232	127	383	358
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	19	206	209	141	449	414	160	655	623
CENTRE DE READAPTATION LA MAISON	3	15	22				3	15	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-L'OR	3	40	39				3	40	39
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA	3	63	63				3	63	63
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES AURORES-BOREALES	2	20	17				2	20	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-TEMISCAMINGUE	2	18	17				2	18	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI	2	24	23				2	24	23
CLAIR FOYER INC.	4	26	28	141	449	414	145	475	442
09- CÔTE-NORD	29	273	262	47	182	166	76	455	428
CENTRE DE PROTECTION ET DE READAPTATION DE LA COTE-NORD	13	90	86	29	70	65	42	160	151
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-COTE-NORD	1	9	9	1	7	6	2	16	15
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-COTE-NORD	1	6	6	4	11	11	5	17	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MANICOUAGAN	4	66	64	8	57	52	12	123	116
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER	1	14	13	2	18	13	3	32	26
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ILES	9	88	84	3	19	19	12	107	103
10- NORD-DU-QUÉBEC	4	25	24				4	25	24
CENTRE REGIONAL DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES	4	25	24				4	25	24
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	36	262	244	93	236	219	129	498	463
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS	9	81	80				9	81	80
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-DE-GASPE	4	48	48				4	48	48
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPESIE	5	35	22				5	35	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ILES	5	31	28	10	40	39	15	71	67
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCE	4	35	34				4	35	34

LE CENTRE DE READAPTATION DE LA GASPESIE	9	32	32	83	196	180	92	228	212
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES	74	695	681	184	970	922	258	1665	1603
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE (CRDI) CHAUDIERE- APPALACHES	43	258	249	15	84	78	58	342	327
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE	8	124	123	39	168	154	47	292	277
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA REGION DE THETFORD	8	102	97	33	184	194	41	286	291
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET	5	51	51	29	168	159	34	219	210
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS				8	61	50	8	61	50
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL	10	160	161	60	305	287	70	465	448
13- LAVAL	90	872	855	31	138	135	121	1010	990
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL	25	519	511	11	76	74	36	595	585
CRDI NORMAND-LARAMEE	60	317	308	20	62	61	80	379	369
HOPITAL JUIF DE READAPTATION	5	36	36				5	36	36
14- LANAUDIÈRE	142	1000	970	148	468	444	290	1468	1414
CENTRE DE READAPTATION LA MYRIADE	100	258	251	148	468	444	248	726	695
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE	34	506	490				34	506	490
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE	8	236	229				8	236	229
15- LAURENTIDES	132	1140	1146	99	293	288	231	1433	1434
CENTRE ANDRE-BOUDREAU	1	19	18				1	19	18
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE PHYSIQUE LE BOUCLIER	1	2	2				1	2	2
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE	5	78	115	6	26	25	11	104	140
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL	2	41	40				2	41	40
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JEROME	6	188	181				6	188	181
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE THERESE-DE BLAINVILLE	4	134	134				4	134	134
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT	1	67	67	1	1	1	2	68	68
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS	6	87	82	3	9	9	9	96	91
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES	5	129	129	1	4	4	6	133	133
CENTRE DU FLORES	101	395	378	88	253	249	189	648	627
16- MONTÉRÉGIE	209	2438	2468	399	1512	1440	608	3950	3908
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE MONTEREGIE-EST	64	276	262	203	592	553	267	868	815
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN	4	177	177				4	177	177
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA	10	165	162	7	43	40	17	208	202
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES	7	151	150	1	7	7	8	158	157
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT	1	19	18	1	6	4	2	25	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROIT	8	169	167	9	62	59	17	231	226
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU-ROUVILLE	13	187	186	21	124	118	34	311	304
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON	10	201	200	8	58	53	18	259	253
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE	6	77	77				6	77	77
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER	9	278	278	8	53	52	17	331	330
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-DE SAUREL	10	126	125	5	35	34	15	161	159
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA	16	286	279	14	83	79	30	369	358
CENTRE MONTEREGIEN DE READAPTATION	1	6	6				1	6	6
HOPITAL CHARLES LEMOYNE	8	96	95	16	133	133	24	229	228
LE VIRAGE, READAPTATION EN ALCOOLISME ET TOXICOMANIE	1	19	18				1	19	18
LES SERVICES DE READAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT	41	205	268	106	316	308	147	521	576
Total général	1833	17093	16802	2358	9052	8605	4191	26145	25407

NOMBRE DE RESSOURCES INTERMÉDIAIRES ET DE RESSOURCES DE TYPE FAMILIAL / NOMBRE DE PLACES ET NOMBRE D'USAGERS PLACÉS

PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / PAR CLIENTÈLE - PERSONNES ÂGÉES (SAPA)
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF			Total INSTALLATION	Total PLACES	Total USAGERS PLACÉS			
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS	PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS			
01- BAS-SAINT-LAURENT		40	516	493		40	516	493		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE KAMOURASKA		7	69	60		7	69	60		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MATAPEDIA		4	56	54		4	56	54		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS		2	34	34		2	34	34		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MATANE		3	44	43		3	44	43		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIMOUSKI-NEIGETTE		7	135	134		7	135	134		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE RIVIERE-DU-LOUP		9	94	88		9	94	88		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE TEMISCOUATA		6	57	54		6	57	54		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES BASQUES		2	27	26		2	27	26		
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN		18	360	352		18	360	352		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CLEOPHAS-CLAVEAU		2	29	27		2	29	27		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE-CHICOUTIMI		3	110	109		3	110	109		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIERE		5	62	59		5	62	59		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST		3	51	51		3	51	51		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DOMAINE-DU-ROY		2	68	67		2	68	67		
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX MARIA-CHAPDELAINE		3	40	39		3	40	39		
03- CAPITALE-NATIONALE		16	432	421	1	1	0	17	433	421
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX		6	49	49	1	1	0	7	50	49
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VIEILLE-CAPITALE		5	214	203				5	214	203
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE QUEBEC-NORD		5	169	169				5	169	169
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC		49	1090	1059	19	119	107	68	1209	1166
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARTHABASKA-ET-DE-L'ERABLE		5	192	187	1	1	1	6	193	188
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BECANCOUR - NICOLET-YAMASKA		6	56	54	3	22	18	9	78	72
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-LA-BATISCAN		6	62	58				6	62	58
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'ENERGIE		6	143	143	3	18	16	9	161	159
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MASKINONGE		4	60	56	1	8	8	5	68	64
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE TROIS-RIVIERES		17	423	412	5	30	28	22	453	440
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND		5	154	149	4	31	28	9	185	177
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE					2	9	8	2	9	8
05- ESTRIE		12	80	75	1	9	8	13	89	83
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MEMPHREMAGOG		1	2	1				1	2	1
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOURCES		1	9	9	1	9	8	2	18	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRANIT		6	38	38				6	38	38
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-FRANCOIS		3	25	21				3	25	21
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU VAL-SAINT-FRANCOIS		1	6	6				1	6	6
06- MONTRÉAL		32	1720	1690	19	113	97	51	1833	1787
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CAVENDISH		1	88	88				1	88	88
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'AHUNTSIC ET MONTREAL-NORD		3	220	220				3	220	220
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BORDEAUX-CARTIERVILLE-SAINT-LAURENT		5	184	182				5	184	182
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE DORVAL-LACHINE-LASALLE		4	204	204				4	204	204
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MONTAGNE		2	132	132				2	132	132
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA POINTE-DE-L'ILE		4	145	145				4	145	145
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE L'OUEST-DE-L'ILE		2	103	103				2	103	103
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-LEONARD ET SAINT-MICHEL		1	104	104				1	104	104
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU COEUR-DE-L'ILE		4	153	152				4	153	152
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD-OUEST-VERDUN		2	179	154				2	179	154
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX JEANNE-MANCE		2	106	105				2	106	105
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LUCILLE-TEASDALE		2	102	101	7	50	50	9	152	151
CENTRE D'HEBERGEMENT ET DE SOINS DE LONGUE DUREE DE ST-ANDREW-DE-FATHER-DOWD-ET-DE-ST-MARGARET					7	23	20	7	23	20

LA CORPORATION DU CENTRE HOSPITALIER GERIATRIQUE MAIMONIDES			5	40	27	5	40	27	
07- OUTAOUAIS	21	320	316	8	58	57	29	378	373
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU	9	206	203	3	23	22	12	229	225
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-LA-GATINEAU	2	36	36	1	8	8	3	44	44
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE PAPINEAU	6	48	47	2	18	18	8	66	65
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES	3	22	22				3	22	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC	1	8	8	2	9	9	3	17	17
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE	11	158	152	8	42	29	19	200	181
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA VALLEE-DE-L'OR	3	40	39				3	40	39
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE ROUYN-NORANDA	2	56	56				2	56	56
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES AUREOS-BOREALES	2	20	17				2	20	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-TEMISCAMINGUE	2	18	17				2	18	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LES ESKERS DE L'ABITIBI	2	24	23				2	24	23
CLAIR FOYER INC.				8	42	29	8	42	29
09- CÔTE-NORD	9	146	140	12	80	73	21	226	213
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BASSE-COTE-NORD	1	9	9	1	7	6	2	16	15
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-COTE-NORD	1	6	6	2	8	8	3	14	14
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MANICOUAGAN	4	66	64	6	43	38	10	109	102
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE PORT-CARTIER	1	14	13	1	9	8	2	23	21
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ILES	2	51	48	2	13	13	4	64	61
10- NORD-DU-QUÉBEC	3	20	19				3	20	19
CENTRE REGIONAL DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-JAMES	3	20	19				3	20	19
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE	17	182	168	6	29	24	23	211	192
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA BAIE-DES-CHALEURS	7	70	70				7	70	70
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA COTE-DE-GASPE	2	44	44				2	44	44
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-GASPESIE	4	30	17				4	30	17
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ILES	1	8	7	2	16	15	3	24	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU ROCHER-PERCE	3	30	30				3	30	30
LE CENTRE DE READAPTATION DE LA GASPESIE				4	13	9	4	13	9
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES	18	294	289	16	124	114	34	418	403
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE	5	74	74	1	7	7	6	81	81
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA REGION DE THETFORD	4	68	64	6	49	46	10	117	110
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET	3	38	38	4	33	32	7	71	70
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS				3	25	19	3	25	19
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL	6	114	113	2	10	10	8	124	123
13- LAVAL	9	319	315	1	6	6	10	325	321
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAVAL	9	319	315	1	6	6	10	325	321
14- LANAUDIÈRE	29	593	585	5	22	20	34	615	605
CENTRE DE READAPTATION LA MYRIADE				5	22	20	5	22	20
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU NORD DE LANAUDIÈRE	21	357	356				21	357	356
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUD DE LANAUDIÈRE	8	236	229				8	236	229
15- LAURENTIDES	23	674	700				23	674	700
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ANTOINE-LABELLE	4	69	107				4	69	107
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX D'ARGENTEUIL	2	41	40				2	41	40
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JEROME	5	173	166				5	173	166
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE THERESE-DE BLAINVILLE	3	130	130				3	130	130
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES PAYS-D'EN-HAUT	1	67	67				1	67	67
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES SOMMETS	3	65	61				3	65	61
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES	5	129	129				5	129	129
16- MONTÉRÉGIE	76	1576	1567	28	187	174	104	1763	1741
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CHAMPLAIN	4	177	177				4	177	177
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA HAUTE-YAMASKA	8	133	132	2	13	12	10	146	144
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE VAUDREUIL-SOULANGES	7	151	150	1	7	7	8	158	157
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-LAURENT	1	19	18	1	6	4	2	25	22
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROIT	4	118	118	3	14	13	7	132	131
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX HAUT-RICHELIEU-ROUVILLE	11	154	153	6	40	39	17	194	192
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX JARDINS-ROUSSILLON	8	183	183	2	15	12	10	198	195

CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX LA POMMERAIE	6	77	77				6	77	77
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-BOUCHER	9	278	278	8	53	52	17	331	330
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-DE SAUREL	6	63	62	3	23	22	9	86	84
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX RICHELIEU-YAMASKA	12	223	219	2	16	13	14	239	232
Total général	383	8480	8341	124	790	709	507	9270	9050

Aucune prévision possible pour 2016-2017
 La répartition par CISSS/CIUSSS n'est pas disponible pour le moment.
 Les données pour les années antérieures sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

PQ-365 - Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle
PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / DÉFICIENCE PHYSIQUE
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF			Total INSTALLATION			Total PLACES	Total USAGERS PLACÉS
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS	PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS		
01- BAS-SAINT-LAURENT		1	13	13				1	13
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA MITIS		1	13	13				1	13
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN		2	28	28	4	21	20	6	48
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN					1	3	2	1	2
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX CLEOPHAS-CLAVEAU					1	5	5	1	5
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHICOUTIMI	1	8	8					1	8
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE JONQUIERE					2	13	13	2	13
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LAC-SAINT-JEAN-EST	1	20	20					1	20
03- CAPITALE-NATIONALE		1	9	9				1	9
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX	1	9	9					1	9
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC		1	1	1	2	2	2	3	3
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DRUMMOND					1	1	1	1	1
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU HAUT-SAINT-AURICE	1	1	1					1	1
LE CENTRE JEUNESSE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUEBEC					1	1	1	1	1
05- ESTRIE		5	46	64	8	10	10	13	74
CENTRE DE READAPTATION ESTRIE INC.	5	46	64		8	10	10	13	74
06- MONTRÉAL		15	68	79	9	21	21	24	100
CENTRE DE READAPTATION CONSTANCE-LETHBRIDGE	1	6	6					1	6
CENTRE DE READAPTATION LISETTE-DUPRAS	1	4	4					1	4
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE SAINTE-JUSTINE	7	27	38		4	6	6	11	44
LA CORPORATION DU CENTRE DE READAPTATION LUCIE-BRUNEAU	6	31	31		3	12	12	9	43
LES CENTRES DE LA JEUNESSE ET DE LA FAMILLE BATSHAW					2	3	3	2	3
07- OUTAOUAIS		3	35	35	1	4	4	4	39
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE GATINEAU	2	34	34					2	34
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES COLLINES					1	4	4	1	4
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU PONTIAC	1	1	1					1	1
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE					1	6	6	1	6
CLAIR FOYER INC.					1	6	6	1	6
09- CÔTE-NORD		1	9	9	1	2	2	2	11
CENTRE DE PROTECTION ET DE READAPTATION DE LA COTE-NORD					1	2	2	1	2
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SEPT-ILES	1	9	9					1	9
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE		1	6	6	1	4	4	2	10
CENTRE JEUNESSE GASPESIE/LES ILES					1	4	4	1	4
LE CENTRE DE READAPTATION DE LA GASPESIE	1	6	6					1	6
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES		2	17	20				2	20
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL	2	17	20					2	20
13- LAVAL		5	36	36	1	1	1	6	37
HOPITAL JUIF DE READAPTATION	5	36	36		1	1	1	6	37
14- LANAUDIÈRE		2	5	5	1	1	1	3	6
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE PHYSIQUE LE BOUCLIER	2	5	5					2	5
CENTRE DE READAPTATION LA MYRIADE					1	1	1	1	1
15- LAURENTIDES		3	21	21	1	4	4	4	25
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE PHYSIQUE LE BOUCLIER	1	2	2					1	2

CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE SAINT-JEROME	1	15	15					1	15	15
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE THERESE-DE BLAINVILLE	1	4	4					1	4	4
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU LAC-DES-DEUX-MONTAGNES				1	4		4	1	4	4
16- MONTERÉGIE	10	61	59	2	4		2	12	65	61
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE MONTEREGIE-EST				2	4		2	2	4	2
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU SUROIT	1	13	13					1	13	13
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX PIERRE-DE SAUREL	2	19	19					2	19	19
CENTRE MONTEREGIEN DE READAPTATION	7	29	27					7	29	27
Total général	52	355	385	32	80		77	84	435	462

PQ-365 - Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle
PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / DÉFICIENCE INTELLECTUELLE
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF				Total INSTALLATION	Total PLACES	Total USAGERS PLACÉS
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS		
01- BAS-SAINT-LAURENT		17	110	107	97	392	366	114
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU BAS-SAINT-LAURENT		17	110	107	97	392	366	114
02- SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN		25	163	177	124	417	404	149
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DU SAGUENAY - LAC-SAINT-JEAN		25	163	177	124	417	404	149
03- CAPITALE-NATIONALE		160	775	757	144	423	407	304
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE QUEBEC		126	624	615	94	303	292	220
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE CHARLEVOIX		34	151	142	50	120	115	84
04- MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC		84	340	320	175	528	510	259
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE DE LA MAURICIE ET DU CENTRE-DU-QUEBEC		84	340	320	175	528	510	259
05- ESTRIE		12	56	54	168	491	470	180
CENTRE NOTRE-DAME DE L'ENFANT (SHERBROOKE) INC.		12	56	54	168	491	470	180
06- MONTRÉAL		467	2126	2086	141	446	427	608
CENTRE DE READAPTATION DE L'OUEST DE MONTREAL		115	481	482	44	127	121	159
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE GABRIELLE-MAJOR		86	565	557	44	167	157	130
CENTRE DE READAPTATION LISETTE-DUPRAS		130	599	581	22	76	75	152
CENTRE MIRIAM		54	215	213	9	29	28	63
SERVICES DE READAPTATION L'INTEGRALE		82	266	253	22	47	46	104
07- OUTAOUAIS		29	128	122	97	251	232	126
PAVILLON DU PARC		29	128	122	97	251	232	126
08- ABITIBI-TÉMISCAMINGUE		4	26	28	127	370	348	131
CLAIR FOYER INC.		4	26	28	127	370	348	131
09- CÔTE-NORD		13	90	86	29	70	65	42
CENTRE DE PROTECTION ET DE READAPTATION DE LA COTE-NORD		13	90	86	29	70	65	42
11- GASPÉSIE - ÎLES-DE-LA-MADELEINE		10	42	41	80	170	160	90
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ILES		3	17	16	6	18	18	9
LE CENTRE DE READAPTATION DE LA GASPESIE		7	25	25	74	152	142	81
12- CHAUDIÈRE-APPALACHES		52	319	307	136	622	596	188
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE (CRDI) CHAUDIERE- APPALACHES		47	270	259	20	95	89	67
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE BEAUCE		2	27	27	24	88	78	26
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE LA REGION DE THETFORD		3	22	21	24	111	125	27
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DE MONTMAGNY-L'ISLET					18	92	87	18
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DES ETCHEMINS					3	24	21	3
CENTRE DE SANTE ET DE SERVICES SOCIAUX DU GRAND LITTORAL					47	212	196	47
13- LAVAL		58	311	303	19	58	57	77
CRDI NORMAND-LARAMEE		58	311	303	19	58	57	77
14- LANAUDIÈRE		103	261	254	110	268	261	213
CENTRE DE READAPTATION LA MYRIADE		103	261	254	110	268	261	213
15- LAURENTIDES		112	414	398	85	214	206	197
CENTRE DU FLORES		112	414	398	85	214	206	197
16- MONTÉRÉGIE		112	512	580	331	978	924	443
CENTRE DE READAPTATION EN DEFICIENCE INTELLECTUELLE MONTEREGIE-EST		67	286	270	217	638	596	284
CENTRE JEUNESSE DE LA MONTEREGIE					4	12	9	4
LES SERVICES DE READAPTATION DU SUD-OUEST ET DU RENFORT		45	226	310	110	328	319	155
Total général		1258	5673	5620	1863	5698	5433	3121
								11371
								11053

PQ-365 - Ressources d'accueil (nombre de ressources, nombre de places, nombre d'usagers, nombre de personnes en attente) selon les types de clientèle
PAR RÉGION / PAR ÉTABLISSEMENT / DÉPENDANCES
DONNÉES AU 31 DÉCEMBRE 2015

RÉGIONS ET ÉTABLISSEMENTS	RI	RTF			Total			Total	Total	Total
	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	INSTALLATION	PLACES	USAGERS PLACÉS	USAGERS PLACÉS
06- MONTRÉAL	1	7	6	2	11	11	3	18		17
LE CENTRE DOLLARD-CORMIER	1	7	6	2	11	11	3	18		17
14- LANAUDIÈRE	1	9	8				1	9		8
LES CENTRES JEUNESSE DE LANAUDIERE	1	9	8				1	9		8
15- LAURENTIDES	1	19	18				1	19		18
CENTRE ANDRE-BOUDREAU	1	19	18				1	19		18
16- MONTÉRÉGIE	1	19	18				1	19		18
LE VIRAGE, READAPTATION EN ALCOOLISME ET TOXICOMANIE	1	19	18				1	19		18
Total général	4	54	50	2	11	11	6	65		61

QUESTION NO 366

État de situation (tableau de bord) de l'application des 14 actions et recommandations issues du rapport intitulé *Les activités socioprofessionnelles et communautaires – État de la situation et actions convenues pour l'amélioration des services* rendu public en 2014.

RÉPONSE NO 366

Le rapport sur les activités socioprofessionnelles et communautaires a été rendu public le 9 décembre 2014 par madame Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie. Le rapport propose une série de quatorze actions qui impliquent les différents ministères partenaires et livre les constats suivants :

- Les personnes ayant une déficience ont besoin de services provenant de différents réseaux pour les aider à réaliser leur projet de vie, principalement de ceux du réseau de l'éducation ainsi que de l'emploi et de la solidarité sociale en plus du soutien offert par le réseau de la santé et des services sociaux (RSSS).
- Un certain nombre de jeunes ayant une déficience peuvent accéder directement au marché du travail à la fin de la scolarisation s'ils sont suffisamment soutenus; d'autres ont besoin de services pour poursuivre le développement de leur employabilité ou pour maintenir leurs acquis.
- Les difficultés d'accès aux activités socioprofessionnelles et communautaires ont un impact négatif sur les familles et peuvent entraîner des problèmes de conciliation travail-famille lorsque le jeune termine sa scolarisation et dans les années subséquentes.
- Il existe de grandes disparités dans l'offre de service dans le RSSS; les responsabilités doivent être clarifiées à l'intérieur du réseau public et avec les organismes communautaires.
- Les rôles et responsabilités des trois principaux réseaux de services (éducation, emploi et solidarité sociale, ainsi que santé et services sociaux) ne sont pas nettement définis ni intégrés dans une vision globale des services à offrir aux personnes ayant une déficience.

Différentes actions interministérielles sont menées depuis l'automne 2014 et elles se poursuivront. Nous avons réalisé les avancées suivantes :

- Adoption par les sous-ministres du schéma présentant les profils de besoins des personnes dans le continuum socioprofessionnel.
- Élaboration d'un guide de soutien destiné aux intervenants et aux gestionnaires des différents réseaux afin de favoriser le développement des pratiques de transition de l'école vers la vie active; le guide est en phase d'approbation ministérielle au ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

Dans le cadre des travaux MTESS-MSSS visant à soutenir la conclusion d'ententes de collaboration locales et régionales, les actions suivantes ont été réalisées :

- Un plan d'action conjoint MTESS-MSSS a été élaboré en vue de faciliter la continuité des services pour les personnes qui termineront leur participation au programme d'aide et d'accompagnement social (PAAS-Action).

Par ailleurs, le MSSS a rédigé un document de travail portant sur des lignes directrices ministérielles devant encadrer les activités de jour. Ce document de travail précise, entre autres, le partage des responsabilités entre les acteurs du RSSS. Une consultation sur les lignes directrices sera réalisée auprès des établissements et des organismes communautaires dans les prochains mois.

QUESTION NO 367

État de situation et ventilation des 5 M\$ annoncés dans le budget 2016-2017 pour l'autisme.

RÉPONSE NO 367

Des crédits additionnels de 5 M\$ ont été annoncés lors du dépôt du budget 2016-2017. La répartition n'est pas encore connue.

QUESTION NO 368

État de situation et échéancier quant au suivi des recommandations formulées au MSSS par le Protecteur du citoyen dans son rapport intitulé *Des services mieux intégrés pour répondre aux besoins des enfants présentant une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l'autisme*.

RÉPONSE NO 368

Suivant la publication du rapport du Protecteur du citoyen (PduC) en mars 2015, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a accueilli favorablement les recommandations lui étant adressées.

Ainsi, selon les échéanciers établis par le PduC, le MSSS a transmis son plan d'action ministériel en juillet 2015, dans lequel il l'informait que l'offre de service en déficience intellectuelle, trouble du spectre de l'autisme et déficience physique (DI-TSA et DP) est présentement en cours d'élaboration. Ces travaux devraient être complétés en 2016 et la mise en œuvre de la nouvelle offre de services est prévue de 2016 à 2019.

Concernant la question des transferts interrégionaux dont il est question dans le rapport du PduC (recommandation #4), notons que le MSSS a publié une circulaire (2014-012) qui répond aux préoccupations du PduC à cet égard. Pour les sept autres recommandations, le MSSS s'est engagé à y répondre par le biais de la nouvelle offre de services en DI-TSA et DP. Le MSSS a aussi précisé que des attentes ont été signifiées aux présidents-directeurs généraux des centres intégrés à l'effet que le suivi des mesures pour améliorer l'accès et la continuité des services se fera de façon rigoureuse par le dépôt annuel des plans territoriaux d'accès et de continuité.

Enfin, le MSSS prévoit transmettre au PduC un suivi de l'état d'avancement des travaux pour chacune des recommandations qu'il a formulées d'ici l'automne 2016.

QUESTION NO 369

Concernant l'entente MELS-MSSS :

- a. Pour chacune des régions, nombre de cas où elle a été appliquée au cours des cinq dernières années (ventilation par année);
- b. Nombre de plans d'intervention et de plans de services individualisés et intersectoriels élaborés au cours des cinq dernières années (ventilation par année);
- c. Taux de respect et d'application de ces plans;
- d. Nombre de rencontres ayant eu lieu au cours des cinq dernières années (ventilation par année) pour chacune des tables régionales MELS-MSSS, qui ont pour mandat de coordonner les rôles et les responsabilités de chacun.

RÉPONSE NO 369

- a. Cette donnée n'est pas disponible.
- b. Cette donnée n'est pas disponible.
- c. Cette donnée n'est pas disponible.
- d. Les instances de concertation régionales ont le mandat, entre autres, de mettre en place un continuum de services intégrés entre les deux réseaux pour les jeunes visés par l'Entente de complémentarité, de convenir des priorités régionales (en cohérence avec les priorités nationales), d'élaborer un plan d'action régional et d'en assurer la réalisation. Dans ce contexte, elles décident le nombre de rencontres en fonction des réalités régionales et des besoins des jeunes. Le MSSS ne fait pas le suivi du nombre de ces rencontres régionales.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX***Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle*

QUESTION NO 370

Nombre d'adoptions en cours et complétées par année au cours des cinq dernières années selon le pays d'origine.

RÉPONSE NO 370**DOSSIERS ACTIFS⁽¹⁾, PAR ANNÉE, PAR PAYS**

PAYS	ANNÉES				
	2011	2012	2013	2014	2015
Allemagne				1	1
Arménie	7	6	6	7	5
Belgique	1	1			
Bénin	1				
Brésil		1	1	1	1
Bulgarie		6	7	8	7
Burkina Faso	3	6	7	7	13
Burundi	2	1	6	8	6
Cambodge	1	1	1	1	1
Cameroun	11	8	7	8	9
Canada	1				
Canada (Alberta)	2	2	2	2	3
Canada (Colombie-Britannique)	3	3	2	1	1
Canada (Île-du-Prince-Édouard)	1	1			
Canada (Manitoba)		1	1	1	
Canada (Nouveau-Brunswick)			1	1	1
Canada (Nouvelle-Écosse)	1	2	1	1	1
Canada (Ontario)	54	67	69	61	47
Chine	937	782	658	518	351
Colombie	142	143	143	116	102
Congo-Brazzaville	2	3	3	3	2
Corée du Sud	126	86	85	66	77
Côte D'Ivoire	11	9	9	9	7
Danemark	1	1	1	1	
El Salvador	4	2	2	2	1
États-Unis	4	4	4	3	6
France			1	1	1
Ghana	7	2			
Grenade	2	2	1	1	1
Guatemala	1	1			

PAYS	ANNÉES				
	2011	2012	2013	2014	2015
Guinée	8	9	5	8	9
Guyana	1				
Haïti	99	84	81	109	113
Honduras	10	7	8	5	5
Ile Maurice					
Inde	8	6	4	1	1
Jamaïque	8	9	7	7	6
Kazakhstan	44	50	55	40	21
Madagascar	2	7	6	11	12
Mali	27	26	13	11	25
Maroc	1	1			
Mexique	2	1	1	2	2
Népal	1	1	1	1	1
Nicaragua					1
Niger	8	9	8	6	7
Pérou	3	3	1	1	1
Philippines	219	186	141	136	156
Pologne		1			
République Démocratique du Congo	20	17	14	11	9
République Dominicaine	5	5	6	5	6
République kirghize	2	7	7	2	1
Roumanie	1	13	15	15	11
Russie	47	42	55	38	26
Rwanda	9	7	6	4	3
Saint-Vincent-et-les-Grenadines				1	1
Sénégal	3	2	1	1	1
Seychelles	1				
Sri Lanka	2	2	1	1	1
Taiwan	34	32	25	19	14
Thaïlande	43	42	41	37	41
Togo	5	4	3	4	3
Tunisie	2	4	6	9	7
Turquie	1	1	1	1	1
Ukraine	83	71	68	61	54
Viêt Nam	338	219	206	151	117
Zimbabwe	1	1			
Total	2363	2010	1804	1526	1300

(1)Dossiers actifs : dossiers ayant eu le statut "ouvert" à un moment durant l'année. Un même dossier peut avoir été actif durant plusieurs années financières

Pays d'origine	2011	2012	2013	2014	2015
Arménie			1		2
Brésil			1		
Bulgarie			1	1	1
Burkina Faso		1	2	4	
Burundi		1		1	2
Cameroun			3		4
Canada	6	8	4	8	12
Chine	109	99	55	71	50
Colombie	52	20	23	12	22
Congo-Brazzaville	2				
Corée du Sud	28	28	20	20	17
Côte d'Ivoire	1		2		3
France					1
Grenade	1				
Guinée		3	1		1
Haïti				1	5
Honduras	5		1	1	1
Jamaïque	1		2	2	
Kazakhstan	3		6	12	
Madagascar			3	5	2
Mali	5	5			8
Niger	3	3	4	2	1
Philippines	22	31	29	31	21
Pologne		2			
Rép. démocratique du Congo	3	3		2	
Rép. dominicaine				1	1
Rép. kirghize				1	1
Roumanie			1		1
Russie	3	9	1		
Sénégal		1			
Sri Lanka	1				
Taiwan	3	2	1	1	6
Thaïlande	8	1	3	5	4
Togo	1		2	1	
Tunisie	1	1	1	1	
Ukraine	16	19	25	16	24
Viêt Nam	65	19	26	32	19
Total	339	256	218	231	209

(1) Il s'agit des données statistiques telles que compilées et représentant, pour les années 2011 à 2013, le nombre de lettres de non opposition émises, et pour 2014 à 2016, le nombre d'enfants arrivés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 371

Nombre de parents ayant eu accès à une formation pré-adoption en 2015-2016.

RÉPONSE NO 371

Le ministère de la Santé et des Services sociaux ne compile pas ce type de données.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 372

Nombre de parents ayant eu accès à une formation post-adoption en 2015-2016.

RÉPONSE NO 372

Le ministère de la Santé et des Services sociaux ne compile pas ce type de données.

QUESTION NO 373

Nombre d'établissements du réseau de la santé et des services sociaux offrant un suivi post-adoption.

RÉPONSE NO 373

Le ministère de la Santé et des Services sociaux ne compile pas ce type de données.

QUESTION NO 374

État de situation et échéancier concernant le dépôt d'un projet sur l'adoption par le gouvernement.

RÉPONSE NO 374

La réponse à cette question sera fournie par le ministère de la Justice.

QUESTION NO 375

État de situation et bilan d'implantation de la *Loi sur la protection de la jeunesse*

RÉPONSE NO 375

• **Adoption de la Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse et d'autres dispositions législatives et entrée en vigueur des modifications à la LPJ**

La Loi modifiant la Loi sur la protection de jeunesse et d'autres dispositions législatives (projet de loi n° 125) a été adoptée par l'Assemblée nationale le 15 juin 2006. Les modifications apportées à la LPJ visaient six grands objectifs :

- favoriser la stabilité et la continuité pour les enfants;
- promouvoir la participation active de l'enfant et de ses parents aux décisions et au choix des mesures;
- s'assurer du caractère exceptionnel de l'intervention d'autorité de l'État dans la vie des familles;
- concilier la protection des enfants et le respect de la vie privée;
- moderniser les processus judiciaires;
- baliser le recours exceptionnel à l'hébergement dans une unité d'encadrement intensif.

Ces dispositions de la LPJ sont entrées en vigueur le 9 juillet 2007, à l'exception des articles portant sur l'hébergement en unité d'encadrement intensif (8 novembre 2007), la tutelle (7 juillet 2008) et le registre des enfants ayant fait l'objet d'un signalement (14 mai 2009).

• **Règlements découlant des modifications à la LPJ adoptées en 2006**

Dans la foulée des modifications apportées à la LPJ en 2006, le Règlement sur la révision de la situation d'un enfant a été révisé (6 septembre 2007) et trois nouveaux règlements ont été élaborés :

- le Règlement sur les conditions du recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif (8 novembre 2007);
- le Règlement sur l'aide financière pour favoriser la tutelle à un enfant (7 juillet 2008);
- le Règlement instituant le registre sur les enfants ayant fait l'objet d'un signalement (14 mai 2009).

Aussi, en mai 2013, le Règlement sur l'aide financière pour favoriser la tutelle à un enfant et le Règlement sur l'aide financière pour favoriser l'adoption d'un enfant ont été modifiés afin de revoir le calcul de l'aide financière.

- **Formation**

Des activités de formation et de sensibilisation sur les modifications apportées à la LPJ ont été offertes à plus de 21 000 intervenants et gestionnaires du réseau de la santé et des services sociaux entre mars 2007 et avril 2008. Des formations sur le recours à l'hébergement en unité d'encadrement intensif et sur les projets de vie ont également été élaborées en 2009 et en 2010. La formation sur l'encadrement intensif est offerte par le Carrefour de formation du Réseau universitaire intégré jeunesse (RUIJ) alors que celle sur les projets de vie est dispensée par des formateurs internes des établissements.

- **Révision du *Manuel de référence sur la protection de la jeunesse***

Le *Manuel de référence sur la protection de la jeunesse* a été entièrement révisé (décembre 2010) et peut être consulté sur le site Internet du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS). Il a été traduit en anglais, à l'intention des communautés autochtones, et diffusé dans les communautés visées.

- **Documents d'information**

Différents documents d'information se rapportant à la LPJ (cinq brochures, un dépliant et une affiche) ont été publiés entre juillet 2007 et septembre 2010, à l'intention de différents groupes cibles.

- **Rapports sur la LPJ déposés à l'Assemblée nationale**

- De janvier 2008 à septembre 2011, une équipe de chercheurs de l'Université Laval a réalisé une évaluation des impacts des modifications apportées à la LPJ en 2006, dans le cadre d'une action concertée entre le MSSS et le Fonds québécois de recherche sur la société et la culture. Un rapport synthèse a été déposé à l'Assemblée nationale le 20 octobre 2010, conformément à l'article 156.2 de la LPJ. Le rapport intégral de l'évaluation a été transmis au MSSS en septembre 2011.
- Une deuxième évaluation des impacts de la LPJ sur la stabilité et les conditions de vie des enfants a débuté en janvier 2013. Le rapport final a été transmis au MSSS en septembre 2015 et a été déposé à l'Assemblée nationale le 20 octobre 2015. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante : www.jefar.ulaval.ca.
- Conformément à l'article 156.1 de la LPJ, la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) a produit un premier rapport sur la mise en œuvre de la Loi qui a été déposé à l'Assemblée nationale le 24 mars 2011. En novembre 2015, elle a produit un deuxième rapport qui a été déposé à l'Assemblée nationale le 4 décembre 2015. Ce rapport peut être consulté à l'adresse suivante : www.cdpcj.qc.ca.

QUESTION NO 376

État de situation concernant l'intention de l'ancien ministre de l'éducation Yves Bolduc annoncée le 19 juin 2014 en étude de crédits de modifier la LPJ afin que la non-fréquentation scolaire devienne un motif d'intervention pour la DPJ.

RÉPONSE NO 376

Le 11 juin 2014, monsieur Yves Bolduc, alors ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, a annoncé la mise sur pied d'un comité interministériel, composé de représentants de son ministère, du ministère de la Justice (MJQ) et du ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS), afin de régler le problème des écoles clandestines et de faire respecter l'obligation de fréquentation scolaire prévue à l'article 15 de la Loi sur l'instruction publique.

Formé dès juin 2014, ce comité a vu sa composition et son mandat élargis à l'automne 2015, compte tenu de plusieurs changements survenus au sein des trois ministères concernés.

Le mandat du comité, sous la responsabilité du ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur, et auquel participent le MJQ et le MSSS, est le suivant :

- dresser un portrait de la situation;
- identifier les activités qui limitent l'intervention des autorités gouvernementales auprès des écoles et des communautés concernées;
- proposer des solutions pour remédier aux situations problématiques;
- proposer de nouveaux leviers aux acteurs concernés pour faire appliquer l'obligation de scolarisation des enfants au Québec;
- identifier les modifications législatives ou réglementaires requises afin de donner suite aux solutions identifiées et aux nouveaux leviers identifiés pour favoriser l'intervention;
- émettre des recommandations.

Le dépôt du rapport final du comité interministériel est prévu au printemps 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 377

État de situation au sujet du financement, de l'âge moyen et du nombre de familles d'accueil, de 2006 à 2016, ainsi que prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 377

NOMBRE DE FAMILLES D'ACCUEIL / ÂGE MOYEN DES USAGERS PLACÉS EN RTF						
PÉRIODE FINISSANT LE	CENTRES JEUNESSE		AUTRE ÉTABLISSEMENT DU RÉSEAU		TOTAL	MOYENNE D'ÂGE FA-RA
	FAMILLE D'ACCUEIL	MIXTE (FA-RA)	FAMILLE D'ACCUEIL	MIXTE (FA-RA)		
2015-12-31	4 526	0	201	0	4 727	9,8

Les données pour les années précédentes ont fait l'objet d'une fiche lors de l'étude des crédits 2015-2016.

Aucune prévision n'est possible pour 2016-2017.

FA-RA : Familles d'accueil et Résidences d'accueil

QUESTION NO 378

État de situation quant à la publication du rapport du comité chargé d'évaluer l'implantation des nouvelles dispositions de la *Loi sur la protection de la jeunesse*.

RÉPONSE NO 378

En vertu de l'article 156.2 de la Loi sur la protection de la jeunesse (LPJ), le ministre de la Santé et des Services sociaux est tenu de déposer périodiquement à l'Assemblée nationale une étude mesurant les impacts de la LPJ sur la stabilité et les conditions de vie des enfants et, le cas échéant, de recommander des modifications à la Loi. Ainsi, la première étude a été déposée le 20 octobre 2010 et s'intitule *Évaluation des impacts de la nouvelle Loi sur la protection de la jeunesse au Québec*. Elle peut être consultée à l'adresse suivante : www.jefar.ulaval.ca.

Conformément à ce même article, une nouvelle étude sur la stabilité et les conditions de vie des enfants devait être déposée à l'Assemblée nationale au plus tard le 9 juillet 2015 ou, si l'Assemblée nationale ne siégeait pas, dans les 30 jours de la reprise de ses travaux.

Cette deuxième évaluation, intitulée *L'évaluation des impacts de la Loi sur la protection de la jeunesse : Qu'en est-il huit ans plus tard?*, a été réalisée conjointement par Sylvie Drapeau, professeure titulaire à l'École de psychologie de l'Université Laval, Daniel Turcotte, professeur titulaire à l'École de service social de l'Université Laval, et Sonia Hélie, chercheuse au Centre jeunesse de Montréal – Institut universitaire et professeure associée à l'École de service social de l'Université de Montréal. Elle comporte deux volets :

Volet 1- Impacts de la LPJ sur la stabilité et les conditions de vie des enfants

Le premier volet de l'évaluation visait à mesurer les impacts de la LPJ sur la stabilité et les conditions de vie des enfants depuis l'entrée en vigueur des modifications à la Loi, en juillet 2007. Les objectifs suivants étaient plus particulièrement poursuivis :

- Décrire la stabilité et les conditions de vie des enfants selon les cinq dimensions suivantes : le recours au placement, le type de milieu de vie substitut, la stabilité du milieu de vie, l'application des durées maximales d'hébergement, les projets de vie des enfants;
- Examiner l'évolution du recours au placement, du type de milieu de vie substitut et de la stabilité du milieu de vie depuis l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions de la LPJ;
- Identifier, parmi les données disponibles, les facteurs associés à chacune des cinq dimensions étudiées.

Volet 2- Point de vue des enfants, des parents et des familles d'accueil

Le second volet de l'évaluation visait à recueillir le point de vue des enfants, des parents et des familles d'accueil sur les mesures prises dans le but de favoriser la continuité des soins et la stabilité des liens et des conditions de vie aux enfants. Les objectifs suivants étaient plus particulièrement poursuivis :

- Décrire l'expérience des parents et des enfants en lien avec la démarche de clarification de projet de vie;
- Mieux comprendre l'engagement des parents dans le processus d'intervention de la protection de la jeunesse;
- Approfondir la réalité des familles d'accueil face aux mesures visant à favoriser la stabilité des liens et des conditions de vie des enfants.

Dans le cadre de ce deuxième volet de l'évaluation, des entrevues ont notamment été réalisées auprès d'enfants, de parents et de familles d'accueil.

L'évaluation a débuté en janvier 2013. Le rapport final a été transmis au ministère de la Santé et des Services sociaux en septembre 2015. Conformément à l'article 156.2 de la LPJ, il a été déposé à l'Assemblée nationale le 20 octobre 2015. Il peut être consulté à l'adresse suivante : www.jefar.ulaval.ca.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 379

État de situation de 2003 à 2016, par région administrative, du nombre de dossiers de protection de la jeunesse confiés à chaque intervenant, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 379

Centre jeunesse ⁴	2015-2016 Données prévisionnelles ¹
Bas-Saint-Laurent	18,6
Saguenay - Lac-Saint-Jean	13,9
Capitale-Nationale	19,3
Mauricie et Centre-du-Québec	15,9
Estrie	24,1
Montréal	15,0
Batshaw	16,0
Outaouais	13,8
Abitibi-Témiscamingue	16,1
Côte-Nord	10,6
Nord-du-Québec ²	s.o
Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	19,5
Chaudière-Appalaches	18,4
Laval	19,4
Lanaudière	11,7
Laurentides	14,0
Montréal	18,0
MOYENNE ³	16,5

¹ La méthode de calcul 2015-2016 tient compte de l'ensemble des intervenants oeuvrant auprès des jeunes à compter du moment où ils font l'objet d'une application des mesures.

² Cette région est desservie par les centres jeunesse des régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Abitibi-Témiscamingue.

³ Il s'agit d'une moyenne non pondérée. Il est préférable de prendre la charge de cas moyenne de chaque établissement.

⁴ Les centres jeunesse ont été intégrés aux centres intégrés de santé et de services sociaux et aux centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux.

Il n'est pas possible de faire des prévisions pour 2016-2017.

Les données pour les années précédentes ont été fournies dans le cadre de l'étude de crédits 2015-2016.

QUESTION NO 380

État de situation de 2003 à 2016, par région administrative, du nombre de signalements reçus et retenus en protection de la jeunesse

RÉPONSE NO 380

Signalements reçus

Région	2015-2016 au 4 mars 2016
Bas-Saint-Laurent	2 149
Saguenay-Lac-Saint-Jean	4 470
Québec	8 838
Mauricie et Centre-du-Québec	6 212
Estrie	2 572
Montréal	8 484
Batshaw	2 955
Outaouais	5 269
Abitibi-Témiscamingue	3 730
Côte-Nord	2 790
Gaspésie / Les-Îles	1 297
Chaudière-Appalaches	3 889
Laval	2 803
Lanaudière	5 941
Laurentides	7 972
Montérégie	11 984
ENSEMBLE DU QUÉBEC	81 355

Signalements retenus

Région	2015-2016 au 4 mars 2016
Bas-Saint-Laurent	880
Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 534
Québec	3 219
Mauricie et Centre-du-Québec	2 542
Estrie	1 160
Montréal	3 677
Batshaw	1 633
Outaouais	2 004
Abitibi-Témiscamingue	1 387
Côte-Nord	1 002
Gaspésie / Les-Îles	558
Chaudière-Appalaches	1 819
Laval	1 358
Lanaudière	2 117
Laurentides	3 147
Montérégie	4 577
ENSEMBLE DU QUÉBEC	32 614

Les données pour les années précédentes ont été fournies dans le cadre de l'étude de crédits 2015-2016.

QUESTION NO 381

État de situation de 2003 à 2016 des différentes mesures mises en place en protection de la jeunesse dans le Grand Nord québécois.

RÉPONSE NO 381

Les informations suivantes portent sur les actions entreprises en 2015-2016 et les actions à venir pour 2016-2017.

Il importe tout de même de rappeler que plusieurs actions ont été entreprises au Nunavik depuis la réception du rapport factuel de la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (CDPDJ) en 2005. Ainsi, un soutien financier récurrent de 6 M\$ a permis l'embauche de 39 intervenants et la réorganisation des services en protection de la jeunesse (forum socio-économique de 2007).

De plus, en juillet 2010, l'Entente sur la prestation et le financement des services de santé et des services sociaux 2009-2016 a été annoncée au Nunavik. Elle prévoit un montant additionnel aux budgets existants de 61,5 M\$, au terme de l'entente, pour le développement de l'ensemble des services. À cela s'ajoutent des investissements de 280 M\$ pour le développement des infrastructures essentielles dans les domaines de la santé et des services sociaux. Cette entente a été signée le 15 février 2011 et elle permettra au Nunavik de mettre en œuvre son Plan stratégique régional en services de santé et services sociaux. La Régie régionale de la santé et des services sociaux du Nunavik (la Régie) et le ministère de la Santé et de Services sociaux ont convenu de prolonger de cette entente jusqu'en mars 2018.

Dans le cadre de ce Plan stratégique, la Régie a élaboré un Plan d'action régional relatif au bien-être et à la protection des enfants. Diverses mesures ont été actualisées ou sont en cours d'actualisation dans le cadre de ce Plan d'action, dont :

- l'implantation de programmes d'intervention en négligence, d'intervention de crise et de suivi intensif dans les 14 communautés d'ici 2016.
- l'ouverture du centre de réadaptation pour les jeunes filles en difficulté d'adaptation à Inukjuak à l'automne 2015. Cela a permis le rapatriement des jeunes qui étaient hébergées à Montréal (site de Boscoville 2000).
- la poursuite du développement de postes d'éducateurs en milieu naturel.
- la poursuite de la réorganisation des services en protection de la jeunesse, notamment par l'ajout de postes.
- l'ouverture de maisons de la famille à Puvirnituk, Inukjuak, Kuujjuarapik et Kangiqsualujuaq.
- la réalisation d'un projet pilote d'intervention de crise et de suivi intensif à Puvirnituk, en collaboration avec la maison de la famille.
- l'embauche de 3 intervenants aux services sociaux-enfance-jeunesse-famille en première ligne au Centre de santé Inuulitsivik.
- la finalisation du déploiement du Projet intégration jeunesse et de la formation des pilotes dans les deux établissements.

De plus, plus spécifiquement en ce qui regarde la prestation des services en protection de la jeunesse dans la Baie-d'Hudson, le MSSS a convenu avec la Régie des mesures suivantes en vue de corriger la situation :

- Recrutement d'une personne pouvant assumer l'intérim de la direction de la protection de la jeunesse de l'Hudson (entrée en fonction en janvier 2016) et dotation d'un poste de DPJ Nunavik Inuit pour l'ensemble de la région. L'entrée en poste de la DPJ Inuit est prévue pour le 1^{er} mai 2016.
- Révision et évaluation rétroactive de l'ensemble des signalements sur la liste d'attente.
- Réorientation du travail et des tâches effectués par l'actuel consultante de l'Hudson vers un rôle de mentorat auprès des travailleurs nécessitant un support plus intense.
- Poursuite de la mise en place des mesures identifiées par la région dans son plan d'action Enfance-Jeunesse-Famille.

Enfin, un comité sur l'application de la Loi modifiant le Code des professions et d'autres dispositions législatives dans le domaine de la santé mentale et des relations humaines a été mis sur pied par l'Office des professions, en raison des défis particuliers qu'elle pose pour les régions du Grand nord québécois. Le mandat du comité vise, entre autres, à identifier des pistes de solutions qui pourraient permettre la mise en œuvre des principes visés par cette loi, en assurant la protection du public, en cohérence avec les dispositions prévues dans les lois professionnelles.

QUESTION NO 382

État de situation par rapport aux différentes recommandations du Vérificateur général en 2009 en matière de protection de la jeunesse

RÉPONSE NO 382

Les principales recommandations du Vérificateur général visaient :

La révision du mode d'allocation des ressources afin de réduire les écarts de financement entre les régions

Le ministère de la Santé et des Services sociaux poursuit dans la voie qu'il suit depuis le début de l'application du mode d'allocation des ressources en privilégiant la correction des écarts de financement entre les régions au moment d'attribuer les budgets de développement.

Le développement de standards favorisant une gestion économique et efficiente des ressources des centres jeunesse

Un comité a révisé les standards visant l'accessibilité, la continuité, la qualité et l'efficience en centre jeunesse et le rapport a été déposé à l'automne 2014. Ces standards seront intégrés à la prochaine offre de service du programme Jeunes en difficulté.

Des travaux ont été effectués par le Comité sur l'intensité des services en centre jeunesse. Ceux-ci ont entraîné une révision des activités prévues au système d'information Projet intégration jeunesse (PIJ) et l'établissement de consignes de saisie a été réalisé. Cette révision permettra une amélioration de la qualité des informations saisies ainsi que de la mesure de l'intensité des services rendus aux usagers.

L'établissement d'indicateurs et de cibles permettant d'évaluer et de suivre les principaux volets de la performance des centres jeunesse, en lien avec le financement qu'ils reçoivent

Le développement des indicateurs sélectionnés par le Comité indicateurs Jeunes en difficulté de l'époque afin de mesurer la performance en termes d'accessibilité, de continuité, de qualité, d'efficacité et d'efficience de l'ensemble de son programme Jeunes en difficulté se poursuit. Certains sont déjà développés alors que d'autres impliquent des modifications au système d'information PIJ, lesquelles se réaliseront progressivement dans les prochaines années.

L'amélioration du système permettant de mesurer l'intensité des services rendus aux jeunes hébergés en famille d'accueil

Les modifications apportées au Règlement sur la classification des services offerts par une ressource intermédiaire et une ressource de type familial ont permis l'introduction d'une nouvelle grille de mesure de l'intensité des besoins du jeune et une clarification des services attendus de la ressource.

Cette grille améliore l'équité au niveau des services offerts aux jeunes et au niveau de la rétribution accordée aux ressources.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 383

Ventilation des sommes dévolues en développement pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, pour les jeunes en difficulté, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 383

Régions		2015-2016	
		Programme intervention négligence	Programme qualification des jeunes (PQJ)
1	Bas-Saint-Laurent	177 860 \$	162 631 \$
2	Saguenay Lac-Saint-Jean	275 922 \$	80 769 \$
3	Capitale-Nationale	399 999 \$	243 400 \$
4	Mauricie et du Centre-du-Québec	564 540 \$	162 085 \$
5	Estrie	587 342 \$	162 085 \$
6	Montréal	1 978 116 \$	243 400 \$
7	Outaouais	720 440 \$	162 085 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	415 332 \$	162 085 \$
9	Côte-Nord	294 896 \$	81 316 \$
10	Baie James	100 000 \$	0 \$
11	Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	179 269 \$	80 769 \$
12	Chaudière-Appalaches	469 696 \$	162 085 \$
13	Laval	520 180 \$	162 085 \$
14	Lanaudière	944 422 \$	162 085 \$
15	Laurentides	785 392 \$	243 400 \$
16	Montérégie	1 586 594 \$	324 716 \$
Total :		10 000 000 \$	2 594 996 \$

Aucune prévision pour 2016-2017.

Les données pour les années précédentes ont été fournies dans le cadre de l'étude de crédits 2015-2016.

QUESTION NO 384

Liste des sommes dues par le gouvernement fédéral aux centres jeunesse desservant les communautés autochtones.

RÉPONSE NO 384

Régions sociosanitaires	Sommes dues par les communautés aux CJ
Bas-Saint-Laurent (01)	-
Saguenay-Lac-Saint-Jean (02)	1 040 000 \$
Capitale-Nationale (03)	57 858 \$
Mauricie et Centre-du-Québec (04)	936 850 \$
Montréal (06)	-
Outaouais (07)	398 172 \$
Abitibi-Témiscamingue(08)	318 000 \$
Côte-Nord (09)	5 271 919 \$
Centre régional de santé et de services sociaux de la Baie-James (10)	-
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (11)	1 285 514 \$
Lanaudière (14)	1 214 279 \$
Laurentides (15)	-
Montréal (16)	125 700 \$
Total	10 648 292 \$

À noter que pour les régions 01, 06, 10 et 15, le fait qu'il n'y ait pas de montant inscrit s'explique soit par l'absence de communauté autochtone non conventionnée dans la région, soit par l'absence de sommes dues par les conseils de bande.

Affaires autochtones et Nord Canada (AANC) ne verse pas directement les montants aux centres jeunesse, sauf exception. Le fédéral verse les sommes dues aux conseils de bande de chacune des communautés non conventionnées et celles-ci doivent par la suite payer les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) pour les services rendus.

Les montants énumérés ci-haut sont des sommes que les conseils de bande des communautés doivent aux centres jeunesse au 31 mars 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 385

Listes d'attente, par région, en évaluation, en accès à l'hébergement et en application des mesures pour les personnes ayant une déficience intellectuelle, par groupe d'âge, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 385

Listes d'attente par région en accès à l'hébergement pour les personnes ayant une déficience intellectuelle en 2014-2015

Région	2014-2015
	Accès à l'hébergement
01 Bas-Saint-Laurent	6
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	5
03 Québec	81
04 Mauricie et Centre-du-Québec	18
05 Estrie	24
06 Montréal-Centre	465
07 Outaouais	54
08 Abitibi-Témiscamingue	3
09 Côte-Nord	12
10 Nord-du-Québec	n. a.
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	3
12 Chaudière-Appalaches	3
13 Laval	54
14 Lanaudière	0
15 Laurentides	54
16 Montérégie	118
Total	900

Note : Les services d'intégration résidentielle comprennent les ressources intermédiaires, les ressources de type familial, les autres ressources non institutionnelles, les internats, les foyers de groupes, les ressources à assistance continue (RAC) et les ressources avec allocation à assistance continue (RAAC).

Le MSSS ne dispose pas des informations par groupe d'âge et relatives à la liste d'attente en évaluation et en application des mesures.

Les données des années antérieures sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

Les données ne sont pas disponibles pour 2015-2016 et 2016-2017.

QUESTION NO 386

Détail de l'état d'avancement des travaux sur la politique de services intégrés à la jeunesse pour une meilleure coordination entre les milieux scolaires, les CISSS-CIUSSS et les centres jeunesse.

RÉPONSE NO 386

La coordination et la complémentarité des services offerts aux jeunes dans les milieux scolaires et le réseau de la santé et des services sociaux a fait l'objet de travaux importants au cours des dernières années.

Un cadre de référence visant à soutenir le développement et le renforcement d'un continuum de services intégrés pour les jeunes concernés par l'Entente de complémentarité ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)-ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES), aux paliers local et régional, a été diffusé à l'hiver 2013 dans les réseaux concernés. Ce cadre de référence s'inscrit en cohérence et en continuité avec les priorités nationales et le Plan de travail 2013-2016, établis conjointement par les deux ministères. Ce plan de travail reconduit les priorités définies dans le plan antérieur et permet une consolidation des acquis en matière de leadership, de concertation, d'accès et de continuité des services ainsi qu'au niveau de la participation des parents et des jeunes.

Plus spécifiquement sur les collaborations entre les CSSS et les centres jeunesse de l'époque, un cadre de référence a été diffusé en décembre 2012 afin de soutenir ces ententes de collaboration. Ce cadre visait à :

- préciser les modalités de collaboration qui doivent être définies dans toute entente régionale en ce qui a trait au programme-services Jeunes en difficulté;
- harmoniser le contenu des ententes d'une région à l'autre;
- proposer des balises concrètes pour soutenir les échanges entre les établissements et leur permettre d'enchâsser des objectifs de collaboration qui reflètent l'avancement des travaux de la région et les priorités qui s'en dégagent.

Les transformations apportées par la Loi modifiant l'organisation et la gouvernance du réseau de la santé et des services sociaux notamment par l'abolition des agences régionales impliquent, pour le programme jeunesse des centres intégrés et des centres intégrés universitaires, une intégration des activités jusqu'ici dévolues aux centres jeunesse et au programme Jeunes en difficulté des CSSS de l'époque. Tout en respectant les mandats et les responsabilités prévus par la Loi sur les services de santé et les services sociaux, la Loi sur la protection de la jeunesse et la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, le nouveau modèle organisationnel vise à offrir une gamme de services intégrés, orientés sur une réponse globale aux besoins des jeunes en difficulté et de leur famille.

QUESTION NO 387

État de situation des recommandations du Protecteur du citoyen sur la contribution financière au placement.

RÉPONSE NO 387

Suivant la publication du rapport du Protecteur du citoyen en mars 2013, le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) a accueilli favorablement les différentes recommandations lui étant adressées et a reconnu le caractère inéquitable de plusieurs dispositions.

En février 2016, des échanges entre le MSSS et les représentants du Protecteur du citoyen ont eu lieu. Une mise à jour du plan d'action a été déposée au Protecteur du citoyen et les échanges ont permis de préciser les orientations préconisées pour donner suite aux recommandations contenues dans son rapport. Le MSSS a aussi présenté au Protecteur du citoyen un suivi de l'état d'avancement des travaux pour chacune des recommandations qu'il a formulées, notamment les actions réalisées, la documentation des problèmes soulevés et les difficultés rencontrées.

De façon plus spécifique :

- Le Protecteur du citoyen a été informé que le MSSS préconisait une approche globale qui permettrait de répondre à l'ensemble des recommandations.
- Les orientations détaillées pour la refonte de la contribution financière au placement, ainsi que les modalités de gestion, doivent être approuvées par le ministère des Finances et les autres partenaires du MSSS en avril 2016.
- Le gouvernement proposera, par la suite, des modifications législatives et réglementaires nécessaires.
- Cette approche nécessite de revoir le Règlement d'application de la « Loi sur les services de santé et les services sociaux » (chapitre S-5, r.1).
- Conformément à la « Loi sur les règlements » (chapitre R-18.1), le projet de règlement doit être examiné par le ministère de la Justice avant sa publication à la Gazette officielle du Québec. La Loi prévoit qu'il ne peut être soumis pour approbation pendant un délai de 45 jours à la suite de sa publication. Le Règlement publié à la Gazette officielle entre en vigueur le quinzième jour qui suit sa présentation.
- Lors de la rencontre, le Protecteur du citoyen a été saisi des délais qu'implique l'adoption ces modifications réglementaires et des défis de la mise en application.
- La mise en œuvre des recommandations du Protecteur du citoyen pourrait également nécessiter des modifications à d'autres lois notamment pour permettre d'accéder aux données fiscales des parents dont une contribution est exigée. Comme il s'agit d'une loi qui ne relève pas du MSSS, des consultations avec d'autres ministères pourraient être requises.
- Le Protecteur du citoyen souhaite être informé à nouveau de l'état d'avancement des travaux en septembre 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 388

Nombre de fugues des centres jeunesse, par centre jeunesse et par année, au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 388

Région	Centres jeunesse ***	2011-2012 *
01	Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent	60
02	Centre jeunesse du Saguenay-Lac-St-Jean	67
03	Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	327
04	Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre du Québec	129
05	Centre jeunesse de l'Estrie	124
06	Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire	890
06B	Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw	169
07	Centres jeunesse de l'Outaouais	344
08	Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	201
09	Centre jeunesse de la Côte-Nord	178
11	Centre jeunesse de la Gaspésie/Les Îles	-
12	Centre jeunesse de Chaudière-Appalaches	180
13	Centre jeunesse de Laval	579
14	Centres jeunesse de Lanaudière	152
15	Centre jeunesse des Laurentides	240
16	Centre jeunesse de la Montérégie	901
TOTAL :		4 541

*À partir de 2012-2013, une convention de saisie a été convenue avec l'ensemble des centres jeunesse. Cela a eu un impact sur la saisie des données. Les données compilées à partir de 2012-2013 ne peuvent être comparées avec l'année 2011-2012.

Région	Centres jeunesse***	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016 **
01	Centre jeunesse du Bas-Saint-Laurent	249	259	106	97
02	Centre jeunesse du Saguenay-Lac-St-Jean	71	79	82	94
03	Centre jeunesse de Québec - Institut universitaire	580	633	510	485
04	Centre jeunesse de la Mauricie et du Centre du Québec	62	53	55	62
05	Centre jeunesse de l'Estrie	146	147	102	162
06	Centre jeunesse de Montréal - Institut universitaire	1 715	1 306	1 505	1 469
06B	Centres de la jeunesse et de la famille Batshaw	272	319	374	208
07	Centres jeunesse de l'Outaouais	211	333	442	383
08	Centre jeunesse de l'Abitibi-Témiscamingue	307	274	294	185
09	Centre jeunesse de la Côte-Nord	131	68	15	8
11	Centre jeunesse de la Gaspésie/Les Îles	3	25	11	4
12	Centre jeunesse de Chaudière-Appalaches	173	93	92	79
13	Centre jeunesse de Laval	683	649	889	933
14	Centres jeunesse de Lanaudière	249	285	269	155
15	Centre jeunesse des Laurentides	247	193	271	287
16	Centre jeunesse de la Montérégie	1 321	1 297	1 480	1 223
TOTAL :		6 420	6 013	6 497	5 834

** Les données pour cette année sont recueillies du 1^{er} avril 2015 au 6 février 2016 (période 11), à l'exception de la région 11 dont les derniers résultats datent du 12 décembre 2015 (période 9).

*** Les centres jeunesse sont maintenant intégrés aux centres intégrés et centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux.

QUESTION NO 389

État de situation des recommandations du Protecteur du citoyen sur la contribution financière au placement.

RÉPONSE NO 389

La réponse à cette question est fournie à la question n° 387 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017**MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX***Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle*

QUESTION NO 390

Budgets octroyés aux centres jeunesse en 2015-2016.

RÉPONSE NO 390

RÉPONSE NO 390
DÉPENSES DES CJ
PROGRAMME JEUNES EN DIFFICULTÉ
INCLUANT ACTIVITÉS DE SOUTIEN

	2015-2016 Prévision
RSS 01 Bas-Saint-Laurent	32 890 023 \$
RSS 02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	47 018 797 \$
RSS 03 Capitale-Nationale	97 244 053 \$
RSS 04 Mauricie-et-Centre-du-Québec	78 188 580 \$
RSS 05 Estrie	54 284 452 \$
RSS 06 Montréal	325 645 713 \$
RSS 07 Outaouais	47 072 013 \$
RSS 08 Abitibi-Témiscamingue	31 713 787 \$
RSS 09 Côte-Nord	23 607 833 \$
RSS 10 Nord-du-Québec	
RSS 11 Gaspésie Îles-de-la-Madeleine	18 480 643 \$
RSS 12 Chaudière-Appalaches	52 413 795 \$
RSS 13 Laval	61 312 989 \$
RSS 14 Lanaudière	63 481 039 \$
RSS 15 Laurentides	78 104 445 \$
RSS 16 Montérégie	163 936 820 \$
RSS 17 Nunavik	35 615 945 \$
RSS 18 Terres-Cries-de-la-Baie-James	20 050 721 \$
GRAND TOTAL	1 231 061 648 \$

N.B. Il s'agit des dépenses 2014-2015 indexées.

Activités de soutien

Activités administratives (ex. : administration générale), qui appuient la prestation des services à la clientèle (ex. : services alimentaires) ou qui concernent l'univers physique de l'établissement (ex. : entretien des bâtiments)

QUESTION NO 391

Mesures d'optimisation mises en place dans les centres jeunesse en vue de réaliser l'équilibre budgétaire.

RÉPONSE NO 391

La réponse à cette question est fournie à la question no 325 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 392

État de situation quant au déploiement du programme d'intervention en négligence dans chacune des régions du Québec; ventilation des sommes qui y sont consacrées.

RÉPONSE NO 392

La problématique de la négligence s'avère très préoccupante alors que, depuis plusieurs années, elle est la principale cause des signalements retenus et des prises en charges par les services de protection de la jeunesse. En effet, selon le bilan des directeurs de la protection de la jeunesse (DPJ) en 2015, pour 31 935 enfants dont la situation est prise en charge par le DPJ, 49 % de ceux-ci l'ont été pour des motifs de négligence ou de risque sérieux de négligence.

Au 31 mars 2016, les programmes d'intervention en négligence étaient déployés dans chacune des régions du Québec.

Cette problématique est encore ciblée dans le plan stratégique 2015-2020 et le ministère poursuit le suivi des programmes implantés afin de s'assurer que ceux-ci répondent aux besoins des jeunes et des familles aux prises avec cette problématique.

L'implantation et la mise en œuvre de ce programme ont été soutenues par un investissement de 10 M\$ récurrent qui lui est exclusivement consacré.

Le tableau ci-dessous présente le budget annuel récurrent alloué à chacune des régions.

Régions		2015-2016
		Programme intervention négligence
1	Bas-Saint-Laurent	177 860 \$
2	Saguenay Lac-Saint-Jean	275 922 \$
3	Capitale-Nationale	399 999 \$
4	Mauricie et du Centre-du-Québec	564 540 \$
5	Estrie	587 342 \$
6	Montréal	1 978 116 \$
7	Outaouais	720 440 \$
8	Abitibi-Témiscamingue	415 332 \$
9	Côte-Nord	294 896 \$
10	Baie James	100 000 \$
11	Gaspésie îles-de-la-Madeleine	179 269 \$
12	Chaudière-Appalaches	469 696 \$
13	Laval	520 180 \$
14	Lanaudière	944 422 \$
15	Laurentides	785 392 \$
16	Montréal	1 586 594 \$
Total :		10 000 000 \$

QUESTION NO 393

État de situation concernant la mise à jour du Règlement d'application de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (chapitre S-5, r.1) pour revoir la contribution financière au placement.

RÉPONSE NO 393

Les objectifs de la révision de la contribution financière au placement d'enfants (CFP) sont les suivants :

- optimiser l'utilisation des ressources en réduisant les coûts d'administration du programme et en éliminant certains impacts financiers négatifs sur une population financièrement fragile;
- maintenir la capacité financière des familles afin de favoriser la réintégration du ou des enfants placés.

Pour y arriver, le ministère de la Santé et des Services sociaux a consulté les différents partenaires et a privilégié les grandes orientations suivantes :

- centraliser le calcul et la perception de la contribution parentale;
- faciliter l'accès aux données fiscales selon le scénario retenu;
- Accorder une exemption de la CFP aux ménages à revenus modestes et maintenir le soutien aux enfants (SAE) à ceux-ci lorsque le retour de l'enfant dans sa famille est envisagé;
- simplifier les règles de calcul en réponse aux recommandations du Protecteur du citoyen;
- cesser le versement du SAE aux parents lorsque l'enfant est placé de façon permanente.

Un scénario détaillé de ces orientations est en préparation. Il sera soumis au ministère des Finances pour discussion et approbation pour, par la suite, être actualisé en collaboration avec tous les partenaires.

Les actions à venir sont les suivantes :

- identifier l'organisme qui assurera le calcul et la perception de la CFP et convenir avec lui des modalités d'application, notamment sur l'accès aux données fiscales des parents;
- convenir avec les organismes gouvernementaux concernés des changements à apporter à l'encadrement législatif et réglementaire, notamment la Loi sur les impôts;
- rédiger le projet de règlement modifiant les règles de calcul de la CFP en partenariat avec les organismes gouvernementaux concernés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 394

Ventilation du financement des ressources pour personnes itinérantes, par mission, par région et où total, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 394

Les données depuis 2010-2011 sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017
PQ - 394

**Maisons pour personnes itinérantes - Organismes
communautaires oeuvrant en Hébergement d'urgence
hommes, femmes ou mixte**

Région	Nom de l'organisme	2015-2016*
VOLET HÉBERGEMENT D'URGENCE HOMMES, FEMMES OU MIXTE	2 Le Séjour Marie-Fitzbach	162 554 \$
	Mais. acc.Sans-abri Chicoutimi	176 798 \$
	Maison héb. Rivage de la Baie	777 767 \$
	Total Région 02	1 117 119 \$
	3 Maison de Lauberivière	414 224 \$
	Total Région 03	414 224 \$
	4 Centre le Havre Trois-Rivières	574 693 \$
	Ensoleilvent	371 177 \$
	Total Région 04	945 870 \$
	Ass. d'entraide le Chaînon	208 326 \$
	Auberge Madelein	806 637 \$
	Foyer femmes autochtones	741 752 \$
	La rue des Femmes	1 231 052 \$
	Maison Marguerite Montréal	745 607 \$
	Mission Bon Accueil	1 829 023 \$
	Mission Old Brewery Old BM	2 940 841 \$
	Maison du Père	1 875 657 \$
	Pavillon Patricia Mackenzie	166 785 \$
	Projet autochtones du Québec	222 086 \$
	Total Région 06	10 767 766 \$
	7 Le Gîte ami	694 996 \$
	Total Région 07	694 996 \$
	8 Accueil Giboulée Harvey Bibeau	375 442 \$
	Total Région 08	375 442 \$
	12 Cent. aide prév. jeun. Lévis	75 359 \$
	Total Région 12	75 359 \$
	14 Serv. crise Lanaudière	927 405 \$
	Total Région 14	927 405 \$
	15 Maison Lyse Beauchamp	216 442 \$
	Total Région 15	216 442 \$
	16 Abri de la Rive-Sud	376 815 \$
	Mais. Jacques-Ferron	474 518 \$
	Total Région 16	851 333 \$
	Total Hébergement d'urgence femmes, hommes ou mixte	16 385 956 \$

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R)
au 18 mars 2016.

QUESTION NO 395

Taux d'occupation des refuges pour itinérants, par mois et par année, au cours des cinq dernières années.

RÉPONSE NO 395

Le taux d'occupation correspond au rapport entre le nombre de nuitées enregistrées et le nombre de nuitées disponibles dans les ressources d'hébergement d'urgence. Il constitue une moyenne mensuelle ou annuelle de la proportion des nuitées ayant été enregistrées et ne reflète donc pas toutes les fluctuations journalières que peuvent connaître ces ressources.

Les données relatives au taux d'occupation des ressources d'hébergement d'urgence sont seulement disponibles pour l'année 2013-2014. Les données qui suivent sont tirées de *L'itinérance au Québec – Premier Portrait* et concernent 41 ressources d'hébergement d'urgence.

Taux d'occupation (%) des ressources d'hébergement d'urgence selon le mois, ensemble du Québec, 2013-2014

Avril 2013	79,7 %
Mai 2013	74,8 %
Juin 2013	74,6 %
Juillet 2013	75,7 %
Août 2013	73 %
Septembre 2013	76,4 %
Octobre 2013	77,4 %
Novembre 2013	77,9 %
Décembre 2013	79,9 %
Janvier 2014	83,5 %
Février 2014	82,8 %
Mars 2014	85,6 %
Moyenne	78 %

QUESTION NO 396

État de situation sur le renouvellement de la SPLI et sur les conditions imposées par le gouvernement fédéral en ce qui a trait au modèle Logement d'abord.

RÉPONSE NO 396

La réponse à cette question est fournie à la question no 398 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 397

Nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance, par région, dont les activités correspondent à l'approche « logement d'abord » que privilégie le gouvernement fédéral.

RÉPONSE NO 397

Les renseignements concernant le nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance ne sont pas disponibles, considérant que le Programme de soutien aux organismes communautaires ne comprend pas de catégorie spécifique à ce secteur. Les renseignements disponibles concernent les ressources d'hébergement d'urgence en itinérance (voir réponse à la question 394 de l'Opposition officielle).

QUESTION NO 398

Étude ou analyse des impacts de la nouvelle SPLI sur les organismes québécois qui luttent contre l'itinérance.

RÉPONSE NO 398

L'Entente Canada-Québec (Entente) concernant la Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) 2014-2019 a été signée en mars 2015. Cette entente témoigne de la volonté commune des gouvernements du Québec et du Canada de prévenir et de réduire l'itinérance. D'ailleurs, à la fois la Politique nationale de lutte à l'itinérance *Ensemble, pour éviter la rue et en sortir* (Politique) et le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 *Mobilisés et engagés pour prévenir et réduire l'itinérance* (Plan d'action) énoncent clairement la volonté du gouvernement du Québec de sortir les gens de la rue et de prévenir l'itinérance.

Il importe de souligner :

- que le budget de la SPLI est de près de 19,6 M\$ par année pour le Québec, incluant la somme allouée annuellement aux onze centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) ou centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS) où le phénomène de l'itinérance est plus présent, pour l'élaboration, la mise en œuvre et le suivi de plans communautaires régionaux réalisés par les communautés;
- que toutes les régions bénéficient de la même enveloppe (allocation annuelle) globale pour la période 2014-2019, par rapport à la période 2011-2014;
- qu'en février 2015, tous les plans communautaires des régions concernées ainsi que leurs prévisions budgétaires par secteurs d'activités admissibles, incluant le nouveau secteur portant sur la stabilité résidentielle avec accompagnement, ont été approuvés par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS);
- que tous les plans communautaires ont été rédigés en collaboration avec les tables de concertation régionales, regroupant notamment des organismes communautaires, afin d'identifier les besoins des populations itinérantes ou de celles à risque imminent de le devenir sur leur territoire. Cet exercice visait également à identifier les priorités d'action qui seront mises de l'avant pour la période 2014-2019, afin de sortir les personnes en situation d'itinérance de la rue et éviter que d'autres ne s'y retrouvent, et ce, au regard des orientations du Québec en matière d'itinérance et des activités admissibles convenues dans l'Entente;
- que tous les projets recommandés par les CISSS ou les CIUSSS et leurs comités d'analyse régionaux entre les mois de janvier et de juillet 2015 ont été transmis au Comité conjoint de gestion Canada-Québec (CCG), approuvés par les autorités fédérales et ont fait l'objet d'ententes de contribution entre les organismes et Service Canada (plus de 200 projets);
- que des efforts importants ont été faits dans toutes les régions pour présenter des projets intégrés et concertés;
- que ces projets sont en cohérence avec les besoins identifiés dans les plans communautaires pour répondre aux besoins des personnes en situation d'itinérance ou à risque imminent de le devenir dans les secteurs d'activités admissibles, dont le secteur portant sur la stabilité résidentielle avec accompagnement, pour la période 2014-2019;
- que cette coordination et cette concertation entre les acteurs régionaux permettent une meilleure intégration des services pour les personnes à desservir et une meilleure complémentarité entre les organismes et leurs demandes de financement;

- que les projets approuvés entre les mois de janvier et de juillet 2015 ont débuté, tel qu'il en a été convenu, le 1^{er} août 2015;
- que des projets couvrant la période 2016-2019 ont été déposés dans les régions du Saguenay-Lac-Saint-Jean et de l'Outaouais, ont été analysés par les CISSS ou par les CIUSSS concernés, recommandés par le CCG et approuvés par les autorités fédérales (23 projets).

Rappelons qu'en plus de la réduction de l'itinérance selon l'approche de stabilité résidentielle avec accompagnement, la SPLI permet le financement de divers autres types de projets visant notamment :

- l'amélioration de l'autonomie de personnes et de familles en situation d'itinérance ou à risque imminent de le devenir, au moyen de services de soutien individualisés;
- la préservation et l'accroissement de la capacité d'installations servant à répondre aux besoins de personnes en situation d'itinérance ou à risque imminent de le devenir, au moyen de dépenses en immobilisations;
- la coordination et la mobilisation des ressources;
- l'amélioration de la collecte et de l'utilisation de données.

Également, réitérons que chaque organisme qui dépose un projet dans le cadre de la SPLI doit identifier des moyens à mettre en place durant son projet pour favoriser la pérennité des activités de celui-ci ou du moins d'une partie des activités, et ce, dans l'optique d'un programme (SPLI) où le financement est non récurrent.

Néanmoins, l'ajout d'un secteur d'activité admissible portant sur la stabilité résidentielle avec accompagnement dans l'Entente Canada-Québec 2014-2019 a eu des impacts sur certains organismes communautaires, notamment au regard des activités déployées et des ressources humaines. Cette situation s'explique, notamment, par le fait que lors de la signature de l'Entente en mars 2015, les allocations annuelles disponibles pour les régions du Québec sont demeurées les mêmes que dans les ententes antérieures.

Toutefois, soulignons que la mise en œuvre des projets déployés de manière concertée dans l'ensemble du Québec permet, notamment, à des personnes vivant en situation d'itinérance chronique ou épisodique de sortir rapidement de la rue et de recevoir un accompagnement personnalisé, répondant à leurs besoins.

Aussi, le Québec prend acte de l'annonce du plus récent Budget fédéral d'investir 111,8 M\$ additionnels sur deux ans dans la SPLI, et ce à compter de 2016-2017. Le Québec s'attend ainsi à recevoir sa juste part du financement fédéral afin qu'il puisse poursuivre la mise en œuvre de ses propres orientations et priorités au bénéfice des personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir, et ce, en cohérence avec les plans communautaires régionaux.

Cela étant, rappelons que dans ces documents, le Québec énonce clairement le changement attendu afin de répondre plus adéquatement aux besoins des personnes en situation d'itinérance. Les 31 actions et les 111 moyens identifiés dans le Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 en témoignent et illustrent aussi la diversité des actions et des solutions mises en œuvre pour venir en aide aux personnes en situation d'itinérance ou à risque de le devenir.

Le Plan d'action énonce que les étapes et les cheminements menant à la stabilité résidentielle diffèrent selon les situations et nécessitent donc une offre variée de types d'hébergement et de logement jumelée à des formules d'accompagnement adaptées aux besoins des personnes.

Le Plan d'action mentionne notamment l'importance d'offrir des logements abordables, sécuritaires et salubres avec accompagnement (action 11), entre autres par le soutien à la mise en œuvre de l'approche « logement d'abord » (moyen 11.5). Le secteur d'activités « stabilité résidentielle avec accompagnement » de la SPLI permet d'actualiser ce moyen. D'autres moyens sont aussi identifiés dans le Plan d'action pour favoriser la stabilité résidentielle, tels que :

- la réserve de 500 unités dans la programmation du programme AccèsLogis 2014-2015 ainsi que 10 % des unités de chaque programmation 2015-2020 (moyen 11.1);
- la hausse du financement octroyé pour du soutien communautaire en logement social (moyen 11.4);
- l'accroissement de l'utilisation du supplément aux loyers (moyen 11.3).

QUESTION NO 399

Nombre d'organismes faisant de la prévention en itinérance.

RÉPONSE NO 399

Les renseignements concernant le nombre d'organismes communautaires œuvrant en itinérance ne sont pas disponibles, considérant que le Programme de soutien aux organismes communautaires ne comprend pas de catégorie spécifique à ce secteur. Les renseignements concernant les ressources d'hébergement d'urgence en itinérance sont présentés à la question n° 394 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 400

Ventilation des sommes affectées à l'itinérance par le MSSS et par le gouvernement.

RÉPONSE NO 400

La réponse à cette question est fournie dans les tableaux ci-joints.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 – PQ 400

CADRE FINANCIER MSSS ET RÉSEAU - PLAN D’ACTION INTERMINISTÉRIEL EN ITINÉRANCE 2015-2020

RÉPARTITION RÉGIONALE

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
CAPITALE NATIONALE (03)						
Financement d'un « hébergement d'urgence à haut seuil d'acceptation » (drop-in) pour les personnes qui ne sont pas rejointes par les ressources d'hébergement d'urgence de la région	62 000 \$			30 000 \$		92 000 \$ R
Soutien communautaire en logement social	65 000 \$					65 000 \$ R
Expérimentation d'un projet pilote d'équipe d'intervention en itinérance s'adressant aux grands utilisateurs de services qui présentent des problèmes multiples et complexes		262 500 \$				262 500 \$ NR
Projet pilote SPOT-Clinique communautaire de santé et d'enseignement		150 000 \$				150 000 \$ NR
TOTAL	127 000 \$	412 500 \$		30 000 \$		157 000 \$ R 412 500 \$ NR

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
MAURICIE ET CENTRE-DU-QUÉBEC (04)						
Poursuite de la mise en place d'une équipe itinérance à Trois-Rivières	153 300 \$			25 000 \$		178 300 \$ R
TOTAL	153 300 \$			25 000 \$		178 300 \$ R
ESTRIE (05)						
Partage St-François / Refuge de l'Accueil Poirier	16 000 \$			9 000 \$		25 000 \$ R
Tremplin 16-30	16 000 \$			9 000 \$		25 000 \$ R
Service de fiducie de l'organisme la Chaudronnée de l'Estrie		140 000 \$				140 000 \$ NR
TOTAL	32 000 \$	140 000 \$		18 000 \$		50 000 \$ R 140 000 \$ NR
MONTREAL (06)						
NOUVELLES MESURES						
Clinique des jeunes de la rue : Développement de soins infirmiers ambulatoires au sein des ressources fréquentées par les jeunes de la rue	90 000 \$					90 000 \$ R
Services ambulatoires de santé dans les refuges (adultes) pour assurer la présence nécessaire dans les refuges hommes, femmes, autochtones	316 652 \$					316 652 \$ R

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Équipe de soutien aux urgences psychosociales (ÉSUP) : Ajout d'effectifs pour un quart de travail de nuit (intervenant social et policier)	175 000 \$					175 000 \$ R
Mise en place d'une équipe de suivi intensif dans le milieu pour la clientèle présentant des troubles mentaux graves et en situation d'itinérance	648 000 \$					648 000 \$ R
Mise en place d'une équipe de suivi d'intensité variable ouvrant auprès de la clientèle en situation d'itinérance ayant des troubles mentaux graves	174 000 \$					174 000 \$ R
Soutien à la mise en place d'un refuge de nuit à l'organisme Cap St-Barnabé			60 000 \$			60 000 \$ NR
Consolidation du financement d'organismes offrant de l'hébergement pour femmes en situation d'itinérance (Pavillon Patricia MacKenzie, l'Association d'entraide Le Chaînon, La rue des Femmes, l'Auberge Madeleine, la Maison Marguerite, le Foyer pour femmes Autochtones de Montréal et l'organisme Projets autochtones du Québec)	300 000 \$	300 000 \$	28 000 \$			300 000 \$ R 328 000 \$ NR
Soutien d'une équipe logement accompagnant notamment les propriétaires de logements privés qui consentent à accueillir des personnes en situation d'itinérance				250 000 \$	101 756 \$	250 000 \$ R 101 756 \$ NR

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Maintien des services de proximité en psychiatrie et en toxicomanie auprès des adultes (PRISM) : <ul style="list-style-type: none"> Projet de 10 lits de soins à domicile à la Mission Old Brewery (OBM) par le service de psychiatrie du CHUM 				92 340 \$	67 000\$	92 340 \$ R 67 000 \$ NR
Consolidation du financement d'un centre de jour servant les femmes autochtones (Chez Doris)	80 000 \$					80 000 \$ R
Consolidation du financement du Projets Autochtone Québec à Montréal	50 000 \$		60 000 \$	50 000 \$	50 000 \$	100 000 \$ R 110 000 \$ NR
Projet Urgence psychosociale justice (UPS-Justice) : Rehaussement du financement de l'équipe psychosociale (CSSS Jeanne-Mance)				270 000 \$		270 000 \$ R
Programme d'accompagnement justice-santé mentale (PAJ-SM): Rehaussement du financement de l'équipe (CSSS Jeanne-Mance)				130 000 \$		130 000 \$ R
Soutien communautaire en logement social	130 000 \$					130 000 \$ R
Consolidation du financement d'un service de fiducie volontaire, s'adressant notamment aux Autochtones en situation d'itinérance (Chez Doris)	25 000 \$					25 000 \$ R
SOUS-TOTAL	1 988 652 \$	300 000 \$	148 000 \$	792 340 \$	218 756 \$	2 780 992 \$ R 666 756 \$ NR

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Consolidation d'un centre de jour	32 844 \$			75 000 \$		107 844 \$ R
Soutien communautaire en logement social	40 000 \$					40 000 \$ R
Projet de clinique de soins dentaires		350 000 \$				350 000 \$ NR
TOTAL	72 844 \$	350 000 \$		75 000 \$		147 844 \$ R 350 000 \$ NR
ABITIBI-TÉMISCAMINGUE (08)						
Consolidation du financement du refuge La Piaule à Val d'Or	57 000 \$			25 000 \$		82 000 \$ R
TOTAL	57 000 \$			25 000 \$		82 000 \$ R
CÔTE-NORD (09)						
Transit Sept-Îles : service d'hébergement d'urgence		157 500 \$				157 500 \$ NR
TOTAL		157 500 \$				157 500 \$ NR
LAVAL (13)						

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Relais communautaire de Laval: apporter une réponse à l'augmentation des besoins de la clientèle vulnérable itinérante ou à risque d'itinérance	32 000 \$			5 000 \$	139 314 \$	37 000 \$ R 139 314 \$ NR
TOTAL	32 000 \$			5 000 \$	139 314 \$	37 000 \$ R 139 314 \$ NR
LANAUDIÈRE (14)						
L'Original Tatoué: bonifier le financement de l'organisme qui vient en aide aux jeunes âgés de 16 à 30 ans en offrant des services généraux de première ligne, de soutien, d'accompagnement et d'intervention		157 500 \$				157 500 \$ NR
TOTAL		157 500 \$				157 500 \$ NR
LAURENTIDES (15)						
Fleur de Macadam: maintien des lits régionaux en hébergement d'urgence en itinérance	32 000 \$				196 800 \$ NR	32 000 \$ R 196 800 \$ NR
TOTAL	32 000 \$				196 800 \$ NR	32 000 \$ R 196 800 \$ NR
MONTÉRÉGIE (16)						

	MSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CISSS-CIUSSS ANNONCE FAITE EN 2014-2015		TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT	FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Abri de la Rive-Sud : Accompagnement des personnes désirant mettre fin à leur situation en favorisant l'accès à de l'hébergement temporaire (transitoire ou supervisé) et aux ressources et services essentiels (repas, nourriture, vêtement, cartes d'identité)	63 500 \$			36 500 \$		100 000 \$ R
Soutien communautaire en logement social	65 000 \$					65 000 \$ R
Élan des jeunes : services d'hébergement pour les jeunes de 16 à 22 ans (six places pour des séjours de trois mois et moins et offre de service 24/7, incluant 3 repas/jour ainsi qu'un service de réinsertion sociale		158 897 \$				158 897 \$ NR
TOTAL	128 500 \$	158 897 \$		36 500 \$		165 000 \$ R 158 897 \$ NR
TOTAL DE L'ENSEMBLE DES RÉGIONS	2 623 296 \$	1 676 397 \$	148 000 \$	2 009 454 \$	554 870 \$	4 632 750 \$ R 2 379 267 \$ NR

FINANCEMENT NATIONAL

	MSSS		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CONTRIBUTION PSFTT	TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
Conception d'un guide de bonnes pratiques en matière d'intervention précoce et de sortie de l'itinérance.				350 000 \$	350 000 \$ NR
Conception d'un outil de repérage des personnes itinérantes ou à risque de le devenir.		250 000 \$			250 000 \$ NR
Conception d'un guide de bonnes pratiques en matière d'intervention précoce et de sortie de l'itinérance adapté à la culture et à la réalité des Autochtones					
Développement et offre d'une formation sur les bonnes pratiques en matière d'intervention précoce et de sortie de l'itinérance pour l'ensemble des intervenants et intervenantes appelés à travailler auprès des personnes itinérantes.					
Élaboration d'un protocole d'intervention en matière d'itinérance et implantation de ce protocole dans les établissements et organismes ciblés.					
Planification et réalisation d'un colloque destiné aux intervenants et intervenantes de toutes les disciplines qui travaillent à prévenir et à réduire l'itinérance au Québec.			150 000 \$		150 000 \$ NR
TOTAL		250 000 \$	150 000 \$	350 000 \$	750 000 \$ NR

	MSSS		MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	CONTRIBUTION PSFTT	TOTAL Financement plan d'action
	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R)	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR)		FINANCEMENT NON RÉCURRENT	
COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX DU QUÉBEC ET DU LABRADOR					
Réalisation d'un portrait du phénomène de l'itinérance chez les Premières Nations non conventionnées, en tenant compte du phénomène de migration		109 450 \$			109 450 \$ NR
TOTAL		109 450 \$			109 450 \$ NR
DIRECTION DES COMMUNICATIONS DU MSSS					
Sensibilisation de la population à l'égard du phénomène de l'itinérance		450 000 \$	300 000 \$		750 000 \$ NR
TOTAL		450 000 \$	300 000 \$		750 000 \$ NR
FONDS DE RECHERCHE SOCIÉTÉ ET CULTURE					
Ajout d'un axe de recherche portant sur l'itinérance et la violence conjugale à l'intérieur de l'action concertée de recherche en violence conjugale			50 000 \$		50 000 NR
Réalisation d'une recherche visant à mieux comprendre les trajectoires de vie et les besoins des hommes en situation d'itinérance afin de mieux intervenir auprès d'eux et de mieux cibler les activités de prévention les concernant			310 000 \$		310 000 \$ NR
TOTAL			360 000 \$		360 000 \$ NR
TOTAL FINANCEMENT NATIONAL		809 450 \$	810 000 \$	350 000 \$	1 969 450 \$ NR

	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT (R) MSSS	FINANCEMENT NON RÉCURRENT (NR) MSSS	MSSS AJOUT DE FINANCEMENT NON RÉCURRENT EN 2015-2016	FINANCEMENT ANNUEL RÉCURRENT PARTENAIRE	FINANCEMENT NON RÉCURRENT PARTENAIRE	TOTAL Financement plan d'action
TOTAL (RÉGIONAL ET NATIONAL)	2 623 296 \$	2 485 847 \$	958 000 \$	2 009 454 \$	904 870 \$	4 632 750 \$ R 4 348 717 \$ NR

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 401

Sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 401

Les renseignements concernant les sommes budgétées en lien avec le déploiement du Plan d'action en itinérance pour l'année 2015-2016 sont disponibles à la question 400 de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 402

État de situation concernant les logements sociaux annoncés pour les personnes en situation d'itinérance.

RÉPONSE NO 402

Cette question est sous la responsabilité de la Société d'habitation du Québec.

QUESTION NO 403

Parmi les 31 actions identifiées dans le Plan d'action en itinérance, fournir un état de situation et un échéancier concernant :

- a. la couverture complète dans l'ensemble du Québec suite à l'implantation du programme d'intervention en négligence (action 1.2);
- b. les actions du volet formation, dont le MELS a la responsabilité (actions 4.1 à 4.9);
- c. la conception d'un outil de repérage des personnes itinérantes (action 5.1);
- d. le volet sur le revenu disponible des personnes en situation de pauvreté (action 6.1);
- e. le rapport de la SHQ qui devait être transmis le 31 mars 2015 suite à la mise en place d'un groupe de travail intersectoriel sur le soutien à l'achat et à la rénovation afin d'en protéger la vocation et de faciliter l'accès à un logement abordable (action 11.2);
- f. la hausse du financement octroyé pour du soutien communautaire en logement social (action 11.4);
- g. le soutien à la mise en œuvre de l'approche « logement d'abord » (action 11.5);
- h. la facilitation de la démarche des personnes en situation d'itinérance pour obtenir une carte d'assurance maladie;
- i. la désignation d'une personne-ressource responsable du dossier itinérance dans les CSSS afin d'assurer une meilleure coordination et continuité des services [...] (action 14.3);
- j. le soutien financier pour la mise en place de services ambulatoires (action 15.3) et de services dentaires adaptés (action 15.5);
- k. la réalisation d'un colloque biennal réservé aux intervenants qui travaillent à prévenir l'itinérance (action 27.3);
- l. la réalisation d'un séminaire ou d'un colloque destiné aux services de police du Québec (action 28.4).

RÉPONSE NO 403

Le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) assure la coordination du Plan d'action interministériel en itinérance 2015-2020 (ci-après le Plan d'action).

Par ailleurs, dans un contexte où la mise en œuvre des orientations en matière d'itinérance propose une vision à la fois concertée et partagée, visant la mobilisation de tous les acteurs, le gouvernement réaffirme l'imputabilité des ministères et des organismes gouvernementaux signataires de la Politique nationale de lutte à l'itinérance et du Plan d'action ainsi que de leurs diverses administrations respectives quant aux actions à mener.

Ainsi, sous la coordination du MSSS, la Table interministérielle en itinérance s'est dotée d'un mécanisme de suivi pour la mise en œuvre et l'implantation du présent plan d'action.

Le Plan d'action affirme qu'un suivi de la mise en œuvre du plan d'action sera effectué annuellement et un bilan de son implantation sera effectué à mi-parcours ainsi qu'au cours de la dernière année du plan d'action.

Ces bilans permettront d'apprécier le degré de conformité des actions implantées et des moyens ciblés, de connaître les difficultés éprouvées et les ajustements à apporter, si nécessaire. Le bilan

final permettra également de formuler des recommandations pour orienter le prochain plan d'action.

Les fiches de suivi de l'implantation des mesures du Plan d'action, du mois de décembre 2014 au 31 mars 2015, ont été transmises au MSSS par les différents partenaires ministériels et organismes gouvernementaux. Il est à noter que les fiches de suivi pour chacun des moyens d'action du plan sont attendues au MSSS au plus tard le 30 juin de chaque année, pour chacune des années du Plan, soit pour les années 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 404

Nombre et liste des organismes œuvrant auprès des personnes handicapées, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 404

La réponse à cette question est fournie à la question no 407 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 405

Nombre et liste des organismes offrant du répit aux proches d'une personne handicapée, par région, et sommes leur ayant été octroyées, par année depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 405

La réponse à cette question est fournie à la question no 407 des questions particulières de l'Opposition officielle.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 406

Listes d’attente par région et au total pour obtenir des services de répit.

RÉPONSE NO 406

Nombre de familles en attente de services de répit ou de dépannage pour les personnes ayant une déficience physique, une déficience intellectuelle ou un trouble du spectre de l’autisme au 31 mars 2016

Région	Nombre de familles
01 Bas-Saint-Laurent	24
02 Saguenay–Lac-St-Jean	0
03 Capitale-Nationale	83
04 Mauricie et Centre-du-Québec	3 ¹
05 Estrie	n.d.
06 Montréal	628
• Ouest	135
• Centre-Ouest	CSSS de la Montagne : 101 ²
	Centre Miriam : 63
	CSSS Cavendish : 50 ³
• Centre-Sud	91
• Nord	188
• Est	0
07 Outaouais	100
08 Abitibi-Témiscamingue	0
09 Côte-nord	n.d.
10 Nord-du-Québec	0
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	0
• Gaspésie	0
• Les Îles	0
12 Chaudière-Appalaches	145
13 Laval	0
14 Lanaudière	149 ⁴
15 Laurentides	336 ⁵
16 Montérégie	357
• Centre	132
• Est	62
• Ouest	163
TOTAL	1 825

¹ Données incomplètes (5 établissements sur 8).
² Usagers de moins de 18 ans ayant une DI ou un TSA.
³ Usagers de moins de 18 ans.
⁴ Donnée à la période 12.
⁵ Données réelles jusqu’à la période 10, puis tirées d’une projection basée sur les données de la P13 2014-2015.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 407

Liste des organismes communautaires, par région, qui agissent auprès des personnes handicapées et qui ont obtenu ou à qui on a des subventions du ministère de la Santé et des Services sociaux (par le biais du PSOC), pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 407

Les données depuis 2010-2011 sont disponibles dans les études des crédits antérieures.

Les données 2015-2016, en date du 18 mars 2016, sont présentées dans le tableau.

Les données 2016-2017 ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2015-2016

PQ - 407

Organismes communautaires soutenus en déficience intellectuelle, physique et multiples ainsi qu'en Trouble du spectre de l'autisme (TSA)

Région	Organisme	Total 2015-2016*
1	Amirams de la Vallée inc.	63 186 \$
	Ass Qc enfants probl.auditifs	13 116 \$
	Ass. défic. int. Rég. Rimouski	33 689 \$
	Ass. hand. gaspésiens	62 439 \$
	Ass. multi-défis	65 979 \$
	Ass. pers. hand. Éveil Basques	70 263 \$
	Ass. pers. hand. Kamouraska Es	50 208 \$
	Ass. pers. hand. vis. B-St-L.	109 005 \$
	Ass. pers.hand.Entre-Amis Tém.	64 665 \$
	Ass. pocatoise pers. hand.	45 808 \$
	Ass. Québ.de la dysphasie BSL	37 244 \$
	Autisme Est Québec	33 295 \$
	Association personnes A.C.V.A	119 107 \$
	Gr. pers. hand. Alcyons	62 619 \$
	Maison des tournesols	15 317 \$
	Regr. des dynamiques Rimouski	39 535 \$
	Répit-Loisirs-Autonomie	130 464 \$
	Ressource aide pers. handic.	42 469 \$
	Serv. alternatif intégr. trav.	41 228 \$
	Total Région 01	1 099 636 \$
2	Ass. Jeannoise intégration soc	11 572 \$
	Ass. pers. hand. Le Goéland	70 654 \$
	AQEPA Saguenay	4 935 \$
	Ass.loisirs pers.hand. Sag.Lac	10 685 \$
	Ass.pers.hand.visuelles rég02	41 970 \$
	Ass.prom.droits pers.hand.Jonq	62 920 \$
	AQEPA Lac-St-Jean	2 500 \$
	Ass.Renais.traum.crân.Saguenay	81 988 \$
	Assoc. pers. hand. A.B.C.S.	91 923 \$
	Assoc. québ. dysphasie SLSJ	10 500 \$
	Centre plein vie inc.	46 314 \$
	Corp. serv.aux hand. Roberval	52 817 \$
	Foyer apprent.auton.soc. Alma	67 695 \$
	Groupe Centre-Lac d'Alma	72 439 \$
	Interass. pers. handicapées	54 783 \$
	Maison d'intégration Norlac	89 142 \$
	Regr. sourds et malentendants	14 645 \$
	Ressource de Jonquière	14 755 \$
	Total Région 02	802 237 \$
3	Adaptavie Inc.	103 539 \$
	Arche Étoile	443 899 \$
	Ass. implantés cochléaires Qué	59 710 \$
	Ass. pers. déficience audition (Ass. malentend)	77 655 \$
	Ass. pers. hand. Charlesbourg	103 539 \$
	Ass. pers. hand. de Portneuf	51 770 \$
	Ass. pers. handic. Charlevoix	60 053 \$
	Ass.pers.intér.Aphasie acc.vas	59 339 \$
	Ass.Qc enfants prob.auditifs	38 828 \$
	Assoc. Alti	96 814 \$
	Assoc. des sourds de Québec	12 106 \$
	Assoc. intégration sociale	51 770 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
	Assoc. TCC des deux rives	105 591 \$
	Dysphasie Québec	103 539 \$
	Audiothèque Oreillette lit	126 030 \$
	Autisme Québec	137 559 \$
	Carrefour Familial Pers. Hand.	125 838 \$
	Centre Signes D'Espoir	231 346 \$
	Com. act. pers. viv.handi.CAPVISH	91 711 \$
	Entr'actes Produc. Artistique	103 539 \$
	Laura Lémerviel	48 385 \$
	Le Magnifique Inc.	26 254 \$
	L'équipe bénévole de l'Institu	29 829 \$
	Regr. intégr. soc. Charlevoix	62 677 \$
	Regr. pers. hand. visuelles	129 424 \$
	SAIRAH	51 770 \$
	Serv. rég. interprétariat Qué.	440 364 \$
Total Région 03		2 972 878 \$
4	APEVAH Chenaux	69 607 \$
	Arche Mauricie	391 585 \$
	Ass. déf. intel. C. M.	140 728 \$
	Ass. éduc. récréa. aveugles	46 936 \$
	Ass. hand. adultes Mauricie	82 862 \$
	Ass. intégration soc. Bois-Fra	90 164 \$
	Ass. parents enf. hand. (APEH)	105 164 \$
	Ass. parents enf. hand. CQ	83 150 \$
	Ass. pers. hand. act. Mékinac	85 740 \$
	Ass. pers. hand. Drummond	71 591 \$
	Ass. pers. hand. Lac St-Pierre	119 023 \$
	Ass. pers. hand. MRC Bécancour	103 308 \$
	Ass. pers. malentendantes B-F.	62 935 \$
	Ass. personnes hand. érable	88 209 \$
	Ass. Québec enfants prob. aud.	83 241 \$
	Ass. sourds Centre-du-Québec	7 417 \$
	Ass.paralysie céréb. Mauricie	72 827 \$
	Ass.pers.défic intel.Béc/Nic.Y	159 967 \$
	Ass.pers.malentendantes Mauric	60 740 \$
	Assoc. pers. hand. Maskinongé	79 942 \$
	Cent. hand. physiq.Bois-Francis	251 193 \$
	Centre de stimulation l'Envol	82 299 \$
	Coup de main Mauricie	116 074 \$
	Handicap act. auton. B-Francis	91 010 \$
	HSI handicaps Soleil	78 517 \$
	LA SOURCE ASS. P.H. HSM	84 297 \$
	L'Amis-temps Bois-Francis	131 615 \$
	L'évasion service gard. répit	134 002 \$
	Parr. civ. Bois-Francis	75 284 \$
	Parrainage civique Drummond	94 487 \$
	Parrainage civique T-R Métro	84 550 \$
	Regr.pers.sourdes Mauricie	43 684 \$
Total Région 04		3 272 148 \$
5	Ass. des accident. cérébro-va.	275 397 \$
	Ass. des sourds de l'Estrie	56 218 \$
	Ass. PANDA Brome-Missisquoi	53 895 \$
	Ass. pers. hand. phys. B-M	100 956 \$
	Ass. Qc. enf. probl. auditifs	30 596 \$
	Ass. qué. aphasiques Granby-r.	14 613 \$
	Ass. sclérose plaques Estrie	154 882 \$
	Ass. Sherbrooke défic. intel.	119 851 \$
	Ass. spina bifida hydro.Estrie	56 218 \$
	Ass. syndrome Down Estrie	59 077 \$
	Ass.Granby déficience intellec	70 501 \$
	Ass.parentes de pers. hand.B-M.	73 463 \$
	Association Garagona	2 561 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
	Club handicapés Farnham	35 940 \$
	Dysphasie-Estrie	88 341 \$
	Étincelles bonheur Haut St-Fra	81 876 \$
	Handi-Capable	47 233 \$
	La Maison Caméléon de l'Estrie	59 040 \$
	Les Fantastiques de Magog	82 657 \$
	Les soupapes bonne humeur	82 657 \$
	Maison répit Dérageon (Maison Dérageon)	129 454 \$
	CEIL	2 561 \$
	Serv.interpr.pers.sourdes Estr	154 880 \$
	Slérose plaques H-Yamaska-Ric.	52 934 \$
	Total Région 05	1 885 801 \$
6	A.B.C. Ass. Bègues du Canada	29 425 \$
	Amalgame Mtl	97 350 \$
	Amis de l'est pr défic. intel.	170 174 \$
	AQEPA	117 644 \$
	Arche-Montréal	609 187 \$
	Ass. Arches du Québec	138 197 \$
	Ass. de spina bifida et hydro.	72 434 \$
	Ass. dev. sourds malentend.QC	94 155 \$
	Ass. jeunes bègues Québec	45 859 \$
	Ass. loisirs des pers. hand.	138 467 \$
	Ass. loisirs pers auto. réduit	100 099 \$
	Ass. parents déf. int.(APDITED	99 781 \$
	Ass. québ. syndromme Tourette	66 627 \$
	Reg. Langage Québec	104 352 \$
	Ass. québécoise des traumatis.	238 576 \$
	Ass.Qué. enf.prob.audi.Mtl.	117 577 \$
	Ass.québ. personnes aphasiques	155 662 \$
	Ass.rét.accidentés vasc.céréb.	6 604 \$
	Assoc. Mtl déf. intell.	143 277 \$
	Assoc. Ouest de l'Ile pr hand.	306 127 \$
	Assoc. syndrome de Usher Qc	61 766 \$
	Association multi-ethnique	209 314 \$
	Association polio Québec	32 611 \$
	Avatil	124 899 \$
	Bon pilote	110 200 \$
	C. intégration vie active	60 860 \$
	C.A.R.E. Cent. act.récréat.édu	119 071 \$
	Cent. comm. Radisson	235 814 \$
	Cent.commun. sourde Mtl-Métro	203 295 \$
	Cent.distrib.aide tech materie	63 539 \$
	Centre Action	100 783 \$
	Centre au puits	131 652 \$
	Centre Communication adaptée	35 755 \$
	Centre de répit Philou	76 095 \$
	Centre de Rêves et Espoirs	56 946 \$
	Club. pers. hand. Lac St-Louis	100 783 \$
	Communicaide adultes (CAPA)	123 972 \$
	Compagnons de Montréal	97 246 \$
	Corp. espoir du déficient	161 688 \$
	Espace Multisoleil	98 741 \$
	Ex Aequo	56 988 \$
	Féd. mouv. personnes d'abord Qc	22 112 \$
	Fond. des aveugles du Québec	20 382 \$
	Formation AlterGo	79 386 \$
	Gr.entr.sclérose plaque Banl.O	72 478 \$
	Habitations pignon sur roues	60 460 \$
	J'me fais une place en gard.	109 711 \$
	Joie enfants (Montréal)	170 840 \$
	La Gang à Rambrou	45 000 \$
	Main-forte Mtl	97 350 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
	Mais.-Répit Oasis	170 286 \$
	Maison de répit la ressource	120 342 \$
	Maison des Sourds	66 253 \$
	Moelle épinière motricité Qc	74 967 \$
	Parr. civique les maronniers	142 928 \$
	Parrainage civique Montréal	166 470 \$
	Prolong. à la famille de Mtl	153 529 \$
	Prom. interv. milieu ouvert	139 778 \$
	Regr. québ. parr. civique Qc	109 295 \$
	Regr. parents pour déf. intell.	170 760 \$
	Regroupement pour trisomie 21	105 173 \$
	Révanous	138 248 \$
	Sans oublier le sourire	72 689 \$
	Serv. interp. visuelle tactile	579 955 \$
	Soc. québ. syndrome Angelman	22 530 \$
	Soc. sclérose latéral amyotro.	25 477 \$
	Solid. parents de pers. hand.	132 843 \$
	Théâtre aphasique	74 525 \$
	Vie autonome-Montréal (C.R. vie autonome d	104 178 \$
	Zoothérapie Québec	77 914 \$
	Total Région 06	8 439 451 \$
7	Ass. pers. handi. Papineau	136 988 \$
	Amicale hand.physiqu.Outaouais	147 766 \$
	APICO	707 086 \$
	Arche Agapè	515 827 \$
	Ass. des neurotraumatisés	174 719 \$
	Ass. personnes exceptionnelles	84 433 \$
	Assoc. répit communautaire	151 152 \$
	Assoc.de l'ouie de l'Outaouais	86 358 \$
	At. form. socioprof.Pet.Nation	226 536 \$
	CADO Cent artisanal déficience	287 317 \$
	Centre Jean Bosco de Maniwaki	290 587 \$
	Centre Serge Bélair	152 337 \$
	Entre Deux Roues	136 030 \$
	Grenier d'apprentissage	49 343 \$
	La Lanterne (Ass. int. comm. Vallée Lanterne)	107 611 \$
	Logement intégré Hull	25 670 \$
	Soc. can. sclér.plaques-Out.	57 954 \$
	SRIVO	201 155 \$
	Total Région 07	3 538 869 \$
8	Actia	70 454 \$
	Aile brisée	68 183 \$
	AQEPA	18 976 \$
	Arche Abitibi-Témiscamingue	388 155 \$
	Ass. intégr.soc. Rouyn-Noranda	155 257 \$
	Ass. par.enf. hand.Témiscaming	144 797 \$
	Ass. voir sans voir	11 596 \$
	Assoc. pers. hand. Témiscaming	14 953 \$
	Assoc.pers.hand.visuelles A-T	2 246 \$
	Centre de jour Les Intrépides	181 073 \$
	Centre d'Intégration l'envol	72 746 \$
	Centre La Mésange	33 521 \$
	Club A.V.C. Rouyn-Noranda	11 000 \$
	Club amitié handicapés A-O	156 599 \$
	Club des handicapés Val d'Or	131 544 \$
	Corp. maison répit Chrysalide	138 229 \$
	Indépendance 65+	2 990 \$
	Le Pilier	50 131 \$
	Parrainage civique A-T	7 527 \$
	Pers.hand. Amos Rég.(P.H.A.R.)	71 996 \$
	Res. pers.hand. A-T Nord Qc	544 525 \$
	Vie autonome Abitibi-Témisca.	90 338 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
Total Région 08		2 366 836 \$
9	Ass. épilepsie Côte-Nord	22 671 \$
	Ass. fibromyalgie Duplessis	16 558 \$
	Ass. pers. diff. vis. Manicoua	26 428 \$
	Ass.fibro.fatigue chronique	16 142 \$
	Assoc. des Sourds Baie-Comeau	6 940 \$
	Assoc. hand. adultes Cote-Nord	25 743 \$
	Centre d'activités HCN inc.	64 061 \$
	Girouettes Chutes-aux-Outardes	31 847 \$
	Groupe entre-amis Baie-Comeau	64 070 \$
	L'Espoir de Shelna	149 677 \$
	Mod. épanouiss vie Havre St-P.	16 712 \$
	Mod. épanouissement à la vie	34 359 \$
	Module épan. Sacré-Coeur	18 045 \$
	Pivot des îles	64 071 \$
	Répit Daniel Potvin	243 221 \$
	Répit Richelieu	208 622 \$
	Soc.sclérose plaques Côte-Nord	14 810 \$
	Tab. conc. ass. pers. hand	3 000 \$
Total Région 09		1 026 977 \$
10	Ass. pers. hand. Chibougamau	183 679 \$
	Partenaires à part égale	135 072 \$
Total Région 10		318 751 \$
11	AHMI ass. pers.hand.Murdocvill	28 482 \$
	APHAC	93 734 \$
	Ass des TCC et ACV GIM	125 063 \$
	Ass. des handic. Val-Rosiers	35 481 \$
	Ass. pers hand. CLSC Estran	31 709 \$
	Ass. pers. handicapées Gaspé	47 705 \$
	Ass.pers.hand.visuel.Gasp.I-Ma	66 233 \$
	Assoc. des pers. hand. Îles	85 144 \$
	Association la Croisée	85 129 \$
	Centre handicapés Vivre Chandler	100 357 \$
	La Maison Maguire	174 219 \$
	Regr. assoc. pers. hand. Gasp.	5 304 \$
Total Région 11		878 560 \$
12	Arc-en-ciel-Regr.par.pers.hand	304 168 \$
	Ass. entr. comm. La Fontaine	204 285 \$
	Ass. pers. handic. Bellechasse	149 930 \$
	Ass. personnes hand. Chaudière	173 873 \$
	Ass. renaissance Appalaches	242 867 \$
	Ass.intégr.soc.Beauce-Sartigan	200 027 \$
	Ass.loisirs pers.hand.IsletSud	93 635 \$
	Ass.pers.handicapés Lotbinière	194 323 \$
	Assoc. horizon soleil	101 697 \$
	Assoc. pers. hand. de Levis	431 051 \$
	Atelier occupationnel Rive Sud	81 373 \$
	Entraide Pascal-Taché	80 256 \$
	L'Arche le Printemps	587 773 \$
	Maison du Tournant Inc.	279 854 \$
	Nouvel Essor	138 232 \$
	Pers. hand. act. Rive-Sud	209 086 \$
	Regroupement pers.hand.phys.	83 926 \$
	Soc. grand village	87 329 \$
Total Région 12		3 643 685 \$
13	Aide aux pers. âgées défavor.	109 245 \$
	ALTA Ass. Lavalloise transport	14 416 \$
	Ass. fibromyalgie Laval	117 398 \$
	AVC-Aphasie Laval	168 928 \$
	Ass.pers....surdité de Laval	100 184 \$
	Assoc. Laval déf. intell. ALDI	275 261 \$
	Association dysphasie +	183 047 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
	Ateliers adapt. stimul'arts	258 108 \$
	Corp.int.vie active pers.hand.	66 818 \$
	Regr.org.promo.pers.hand.Laval	17 970 \$
	Fondation Le Pilier	158 324 \$
	Service du Chat botté de Laval	71 642 \$
	Soc. autisme et des TED	3 234 \$
	Soc.can.sclér.plaques Laval	113 973 \$
	La Halte de L'Orchidbleue	43 675 \$
	Total Région 13	1 702 223 \$
14	Amis déficie. intel. Rive-Nord	226 809 \$
	APH de St-Michel et St-Zénon	30 313 \$
	APH du secteur Berthier	147 555 \$
	Ass. Handami pers. hand. fam.	80 430 \$
	Ass. par. enf. trisomique-21	95 694 \$
	Ass. pers. hand. Brandon	77 318 \$
	Ass. pers. hand. Matawinie	305 101 \$
	Ass. pers. hand. ph. Rive-Nord	146 050 \$
	Ass. sclérose plaq. Lanaudière	68 781 \$
	Ass. sourds MRC L'Ass.des Moul	30 239 \$
	APH et sensorielles sec.Joliette	119 780 \$
	Assoc. des sourds Lanaudière	53 996 \$
	Atel. éduc. petits mousses	3 369 \$
	Corp. les enfants de ma rue	57 940 \$
	Corp. répit-dépannage Lanaud.	208 779 \$
	Cyber-Cible	113 300 \$
	Défis-logi Lanaudière	77 250 \$
	DIDA	82 400 \$
	Dysphasie Lanaudière	205 310 \$
	Entraide déf. intell. Jol Métro	306 344 \$
	Jardins du Méandre	61 800 \$
	L'Arche Joliette	133 175 \$
	Le pas de deux	77 250 \$
	Les Amandiers	264 403 \$
	Les maison d'à côté Lanaudière	754 626 \$
	Parrainage civique Lanaudière	131 649 \$
	Rose bleue : Ass. pers. hand.	166 719 \$
	Serv. rég. interpr. Lanaudière	259 824 \$
	Soc. autisme région Lanaudière	245 140 \$
	Tab.conc.rég.Pes. hand Lanaudière	25 375 \$
	Total Région 14	4 556 719 \$
15	Acco-Loisirs	129 800 \$
	Ass. déf. ment. Libellule	350 763 \$
	Ass. fibromyalgie Ltides	148 377 \$
	Ass. pers. hand. Clair-Soleil	175 164 \$
	Ass. pers. hand. intellectuel.	127 299 \$
	Ass. pers. prob. aud. Laurent.	273 542 \$
	Dysphasie Laurentides (DL)	148 377 \$
	Ass.parents enf.hand.H-Laurent	65 672 \$
	Ass.perséhand.Rivière du Chêne	24 135 \$
	Atelier altitude	170 979 \$
	Cte aide traumatisées crân han	273 290 \$
	Groupe relève pers. aphasiques	194 379 \$
	M. des parents d'enfants hand.	166 231 \$
	Papillons de Nominigüe	117 140 \$
	Parrainage civ. Basses-Ltides	66 222 \$
	Regr.personnes hand.Mt-Laurier	117 745 \$
	Regroup.hand.visuel Laurentide	148 378 \$
	Soc. autisme S.A.R. Laurentid.	225 737 \$
	Soc.can.sclér.plaques Laurent.	45 774 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
Total Région 15		2 969 004 \$
16	Act. intégration déf. intell.	127 915 \$
	Amis-Soleils de St-Bruno	10 621 \$
	Aphasie Rive-Sud	39 501 \$
	Arche Beloeil	382 411 \$
	Ass montréalaise de surdité	68 423 \$
	Autisme Montérégie	226 177 \$
	Ass traumatisé cranio-cérébrau	74 088 \$
	Ass. enfants problèmes auditif	52 934 \$
	Ass. locale des pers. handic.	97 731 \$
	Ass. parents de l'enf. en dif.	174 441 \$
	Ass. parents Panda Vaud-Soul.	13 661 \$
	Ass. PAUSE	169 599 \$
	Ass. pers. aphasiques du R.-Y.	36 155 \$
	Ass. pers. hand. Vallée Rich.	77 008 \$
	Ass. personnes hand. rive-sud	132 361 \$
	Ass.devenus sourds Sud-Ouest	42 596 \$
	Ass.parent enf. hand.Richelieu	70 401 \$
	Ass.pers.hand. Sorel-Tracy	75 505 \$
	Ass.qué.paren.enfants han.vis.	150 190 \$
	Ass.québ.dysphasie Montérégie	80 302 \$
	Ass.Rive-Sud pr défic.intellec	122 226 \$
	Ass. Vallée Richelieu déf. intel	29 765 \$
	Assoc. déf. intel. rég. Sorel	65 913 \$
	Assoc. parents hand. Rive-Sud	95 458 \$
	Assoc. sclérose pl. Rive-Sud	104 337 \$
	Camp Soleil Melissa	19 465 \$
	Cent. épanouiss.enf.Pinocchio	46 243 \$
	Cent. Louise Bibeau	122 214 \$
	Cent. répit-dép. quatre poches	167 239 \$
	Cent. éduc. loisirs déf. intellec	98 989 \$
	Centre Notre-Dame de Fatima	88 103 \$
	Centre Réhabilitation A.V.C	12 558 \$
	Clé des champs Sainte-Julie	9 844 \$
	Club joie vivre DI/TED	21 844 \$
	Croisée de Longueuil Inc.	27 892 \$
	Envol du Haut-Richelieu	82 101 \$
	Foyer St-Antoine Longueuil	469 581 \$
	Halte Soleil	122 784 \$
	Hyper-Lune	88 187 \$
	Intégr. soc. enf. hand. milieu	56 563 \$
	Jonathan de Soulanges	45 147 \$
	La Relache (Répit V.S.)	19 215 \$
	Lucioles de St-Hubert	13 577 \$
	Mais. répit-vacances	123 345 \$
	Maison de répit l'Intermede	134 631 \$
	Moulin Source	171 619 \$
	Mouv.act.déc.pers.hand.Château	71 969 \$
	Mouvement action loisirs	73 316 \$
	Parents d'enfants hand. diff.	46 600 \$
	Parr. civ. Haut-Richelieu	88 105 \$
	Parr. civ. Vallée du Richelieu	80 346 \$
	Parr. civ. Vaudreuil-Soulanges	190 767 \$
	Parr. civique Acton Maskoutain	68 951 \$
	Parrainage civique Champlain	75 144 \$
	Reg. ass. pers. aphasique QC.	99 666 \$
	Regr. personnes handicapées	8 713 \$
	Répit le Zéphir	93 733 \$
	Rescousse regr. par.pers.hand.	77 285 \$

Région	Organisme	Total 2015-2016*
	Sclérose St-Hyacinthe-Acton	42 074 \$
	Soc. canad. sclérose Montérégi	79 905 \$
	Ass. sclé.en plq. S-T et rég.	51 292 \$
Total Région 16		5 608 726 \$
Total		45 082 501 \$

* Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016.

QUESTION NO 408

Ventilation des places dans les centres d'hébergement publics, dans les centres de réadaptation et dans les centres de jour, pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, par région.

RÉPONSE NO 408

La réponse à cette question est fournie dans les documents ci-joints. Par ailleurs, les données pour les centres de jour ne sont pas disponibles. Enfin, les prévisions pour 2016-2017 ne sont pas disponibles.

Les données pour les années précédentes sont disponibles dans les réponses aux questions des années antérieures.

Nombre de lits des CHLSD publics en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Lits d'hébergement permanent	Lits d'hébergement permanent en santé mentale	Lits d'hébergement temporaire	Lits d'hébergement temporaire en santé mentale	Lits d'hébergement transitoire	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent	1 077	42	30			1 149
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent			1 077	42	30			1 149
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	1 153	5	42			1 200
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean			1 153	5	42			1 200
3	11045051	CHU de Québec	42					42
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale	2 833	141	34	13	20	3 041
3	12409991	Hôpital Jeffery Hale - Saint Brigid's	241					241
Total pour la région de la Capitale-Nationale			3 116	141	34	13	20	3 324
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec	2 450	45	41			2 536
Total pour la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec			2 450					2 450
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	1 287		57			1 344
5	13818596	CSSS-Inst.univ.de gériatrie de Sherbrooke	745		9			754
Total pour la région de l'Estrie			2 032		66			2 098
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	821		19		30	870
6	11045176	CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	425					425
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	2 738	85	11		40	2 874
6	11045192	CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	1 880	31	21			1 932
6	11045200	CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	2 378	97	3	17	108	2 603
6	11084464	Centre de soins prolongés Grace Dart	366		15			381
6	12420774	Hôpital Santa Cabrini	100		3			103
6	12599213	CUSM	134					134
6	12685608	Hôpital général juif Sir Mortimer B. Davis					100	100
6	12694659	CHU Sainte-Justine	20		12			32
6	12745725	CH de St-Mary					65	65
6	12892303	Hôpital Chinois de Montréal	128					128
6	13146477	CH gériatrique Maimonides	387					387
6	13469796	Hôpital Mont-Sinaï	57					57
6	13793781	CHSLD juif de Montréal	320					320
Total pour la région de Montréal			9 754	213	84	17	343	10 411
7	11045218	CISSS de l'Outaouais	1 063		22			1 085
Total pour le région de l'Outaouais			1 063		22			1 085
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	614	12	47	1	15	689
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			614	12	47	1	15	689

Nombre de lits des CHLSD publics en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Lits d'hébergement permanent	Lits d'hébergement permanent en santé mentale	Lits d'hébergement temporaire	Lits d'hébergement temporaire en santé mentale	Lits d'hébergement transitoire	Total
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord	406		11			417
Total pour la région de la Côte-Nord			406		11			417
10	11042686	CRSSS de la Baie-James	32		6			38
Total pour la région du Nord-du-Québec			32		6			38
11	11044088	CISSS des Îles	64					64
11	11045242	CISSS de la Gaspésie	493	5	7			505
Total pour la région de la Gaspésie-Ile-de-la-Madeleine			557	5	7			569
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches	1 487		47		2	1 536
Total pour la région de Chaudière-Appalaches			1 487		47		2	1 536
13	11045267	CISSS de Laval	674	9	68			751
Total pour la région de Laval			674	9	68			751
14	11045275	CISSS de Lanaudière	1 269	64	68		49	1 450
Total pour la région de Lanaudière			1 269	64	68		49	1 450
15	11045283	CISSS des Laurentides	1 585		51			1 636
15	12704573	Résidence de Lachute	52					52
Total pour la région des Laurentides			1 637		51			1 688
16	11045291	CISSS de la Montérégie-Centre	924		77			1 001
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est	1 897	30	32			1 959
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest	908		58			966
16	12363412	CSSS du Haut-Saint-Laurent	125		9			134
Total pour la région de la Montérégie			3 854	30	176			4 060
17	12730628	CS Tulattavik de l'Ungava	10					10
17	18456327	CS Inuulitsivik	8					8
Total pour la région du Nunavik			18					18
18	16258899	Conseil Cri de SSS de la Baie-James	7					7
Total pour la région des Terres-Cries-de-la-Baie-James			7					7
Total			31 200	521	759	31	429	32 940

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation privés pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en internat	Places en atelier de travail	Places en centre d'activités de jour	Total
06	12114922	ATELIER LE FIL D'ARIANE INC.			20		20
Total pour la région de Montréal					20		20
09	16802498	BANDE IND. DES MONTAGNAIS DE SEPT-ILES ET MALIOTENAM	4				4
Total pour la région de la Côte-Nord			4				4
15	12979662	PAVILLON STE-MARIE INC.		100			100
Total pour la région des Laurentides				100			100
Total			4	100	20		124

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation privés pour les personnes
ayant une déficience physique motrice en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en atelier de travail	Places en foyer de groupe	Lits en unité de réadaptation fonctionnelle intensive	Autres lits de réadaptation	Total
09	16802498	BANDE IND. DES MONTAGNAIS DE SEPT-ILES ET MALIOTENAM		2			2
Total pour la région de la Côte-Nord				2			2
Total				2			2

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation privés
pour les jeunes en difficulté d'adaptation en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en appartement supervisé pour jeunes	Places en internat - urgence sociale	Places en programme d'arrêt d'agir	Total
04	11043437	CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW	9								9
Total pour la région de la Mauricie et Centre-du-Québec			9								9
06	12652384	HAVRE-JEUNESSE	15								15
Total pour la région de Montréal			15								15
09	16802498	BANDE IND. DES MONTAGNAIS DE SEPT-ILES ET MALIOTENAM			21						21
Total pour la région de la Côte-Nord					21						21
Total			24		21						45

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation privés pour
les mères en difficulté d'adaptation en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en internat - urgence sociale	Places en appartement supervisé pour mères	Total
06	12562179	MAISON ELIZABETH			18					18
Total pour la région de Montréal					18					18
Total					18					18

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation privés en dépendance en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en S.A.H.T.	Places en internat	Total
06	11044989	CENTRE DE READAPT. EN DEPENDANCE DU NOUVEAU DEPART INC.		30	30
06	15103658	CENTRE D'ACCUEIL LE PROGRAMME DE PORTAGE INC.		281	281
Total pour la région de Montréal				311	311
Total				311	311

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation privés pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en internat	Places en atelier de travail	Places en centre d'activités de jour	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent		75	262	337
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent				75	262	337
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean		343	229	572
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean				343	229	572
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale		166	618	784
Total pour la région de la Capitale-Nationale				166	618	784
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			413	413
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec					413	413
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS				
5	12536637	CRDITED de l'Estrie		50	196	246
Total pour la région de l'Estrie				50	196	246
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal		81	143	224
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	60	211	404	675
6	12582292	Centre Miriam			150	150
6	12694659	CHU Sainte-Justine				
Total pour la région de Montréal			60	292	697	1 049
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		92		92
Total pour la région de l'Outaouais				92		92
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	41			41
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			41			41
11	11045242	CISSS de la Gaspésie		49	82	131
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine				49	82	131
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches			257	257
Total pour la région de Chaudière-Appalaches						
13	11045267	CISSS de Laval	95			95
Total pour la région de Laval			95			95
15	11045283	CISSS des Laurentides		20	163	183
Total pour la région des Laurentides				20	163	183
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est				
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest	20	664	620	1 304
Total pour la région de la Montérégie			20	664	620	1 304
Total			216	1 751	3 280	5 247

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombres de places des centres de réadaptation publics pour les personnes
ayant une déficience physique motrice en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en atelier de travail	Places en foyer de groupe	Lits en unité de réadaptation fonctionnelle intensive	Autres lits de réadaptation	Place en internat	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent			24			24
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent					24			24
2	11045127	CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean			24			24
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean					24			24
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale			122		15	137
Total pour la région de la Capitale-Nationale					122		15	137
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			40			40
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec					40			40
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	7		12			19
5	12536637	CRDITED de l'Estrie						
Total pour la région de l'Estrie			7		12			19
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal						
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal		6	18			24
6	12582292	Centre Miriam						
6	12694659	CHU Sainte-Justine			35			35
Total pour la région de Montréal				6	53			59
7	11045218	CISSS de l'Outaouais			37			37
Total pour le région de l'Outaouais					37			37
11	11045242	CISSS de la Gaspésie			10			10
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine					10			10
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches			48			48
Total pour la région de Chaudière-Appalaches					48			48
15	11045283	CISSS des Laurentides			25			25
Total pour la région des Laurentides					25			25
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est						
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest			35			35
Total pour la région de la Montérégie					35			35
Total			7	6	430	0	15	458

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation publics pour les
jeunes en difficulté d'adaptation en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en appartement supervisé pour jeunes	Places en programme d'arrêt d'agir	Places en internat - urgence sociale	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent			76						76
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent					76						76
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	16		91					4	111
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean			16		91					4	111
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale	77		184						261
Total pour la région de la Capitale-Nationale			77		184						261
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			129					5	134
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec					129					5	134
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	9		91						100
5	12536637	CRDITED de l'Estrie									
Total pour la région de l'Estrie			9		91						100
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	96		112			3			211
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	180		491				40		711
6	12582292	Centre Miriam									
6	12694659	CHU Sainte-Justine									
Total pour la région de Montréal			276		603			3	40		922
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		65	110				4		179
Total pour la région de l'Outaouais				65	110				4		179
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	9		95						104
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			9		95						104
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord			70						70
Total pour la région de la Côte-Nord					70						70
11	11045242	CISSS de la Gaspésie			47						47
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine					47						47
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches	54		80						134
Total pour la région de Chaudière-Appalaches			54		80						134
13	11045267	CISSS de Laval	50		217			6		4	277
Total pour la région de Laval			50		217			6		4	277
14	11045275	CISSS de Lanaudière			105				4		109
Total pour la région de Lanaudière					105				4		109
15	11045283	CISSS des Laurentides			154						154
Total pour la région des Laurentides					154						154
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est	40		375						415
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest									
Total pour la région de la Montérégie			40		375						415
17	12730628	CS Tulattavik de l'Ungava	16		23						39
17	18456327	CS Inuuilitsivik	8								8
Total pour la région du Nunavik			24		23						47
18	16258899	Conseil Cri de SSS de la Baie-James	16								16
Total pour la région des Terres-Cries-de-la-Baie-James			16								16
Total			571	65	2 450			9	48	13	3 156

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombres de places des centres de réadaptation publics pour les mères
en difficulté d'adaptation en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en internat - urgence sociale	Places en appartement supervisé pour mères	Total
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS			15					15
5	12536637	CRDITED de l'Estrie								0
Total pour le région de l'Estrie					15					15
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal								0
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	9							9
6	12582292	Centre Miriam								0
6	12694659	CHU Sainte-Justine								0
Total pour le région de Montréal										0
Total			9		15					24

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation publics en dépendance en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en S.A.H.T.	Places en internat	Total
2	11045127	CIUSSS du Saguenay–Lac-Saint-Jean		29	29
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean				29	29
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale		12	12
Total pour la région de la Capitale-Nationale				12	12
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec		30	30
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec				30	30
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS		40	40
5	12536637	CRDITED de l'Estrie			
Total pour la région de l'Estrie				40	40
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal			
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal		55	55
6	12582292	Centre Miriam			
6	12694659	CHU Sainte-Justine		55	55
Total pour la région de Montréal					
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		33	33
Total pour la région de l'Outaouais				33	33
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue		10	10
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue				10	10
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord		13	13
Total pour la région de la Côte-Nord				13	13
11	11045242	CISSS de la Gaspésie		14	14
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine				14	14
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches		16	16
Total pour la région de Chaudière-Appalaches				16	16
13	11045267	CISSS de Laval		8	8
Total pour la région de Laval				8	8
15	11045283	CISSS des Laurentides		24	24
Total pour la région des Laurentides				24	24
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est			
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest		24	24
Total pour la région de la Montérégie				24	24
Total				253	253

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation publics pour les personnes présentant une déficience intellectuelle ou un trouble envahissant du développement en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en internat	Places en atelier de travail	Places en centre d'activités de jour	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent		75	262	337
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent				75	262	337
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean		343	229	572
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean				343	229	572
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale		166	618	784
Total pour la région de la Capitale-Nationale				166	618	784
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			413	413
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec					413	413
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS				
5	12536637	CRDITED de l'Estrie		50	196	246
Total pour la région de l'Estrie				50	196	246
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal		81	143	224
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	60	211	404	675
6	12582292	Centre Miriam			150	150
6	12694659	CHU Sainte-Justine				
Total pour la région de Montréal			60	292	697	1 049
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		92		92
Total pour la région de l'Outaouais				92		92
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	41			41
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			41			41
11	11045242	CISSS de la Gaspésie		49	82	131
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine				49	82	131
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches			257	257
Total pour la région de Chaudière-Appalaches						
13	11045267	CISSS de Laval	95			95
Total pour la région de Laval			95			95
15	11045283	CISSS des Laurentides		20	163	183
Total pour la région des Laurentides				20	163	183
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est				
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest	20	664	620	1 304
Total pour la région de la Montérégie			20	664	620	1 304
Total			216	1 751	3 280	5 247

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M-03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation publics et privés pour
les personnes ayant une déficience physique motrice en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en atelier de travail	Places en foyer de groupe	Lits en unité de réadaptation fonctionnelle intensive	Autres lits de réadaptation	Places en internat	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent			24			24
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent					24			24
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean			24			24
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean					24			24
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale			122		15	137
Total pour la région de la Capitale-Nationale					122		15	137
4	11043437	Conseil de la Nation Atikamekw						
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			40			40
Total pour la région de la Mauricie-Centre-du-Québec					40			40
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	7		12			19
5	12536637	CRDITED de l'Estrie						
Total pour la région de l'Estrie			7		12			19
6	11044989	CR en dépendance du Nouveau Départ Inc.						
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal						
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal		6	18			24
6	12114922	Atelier Le Fil d'Ariane Inc.						
6	12562179	Maison Élisabeth						
6	12582292	Centre Miriam						
6	12652384	Hàvre-Jeunesse						
6	12694659	CHU Sainte-Justine			35			35
6	15103658	CA Le programme de Portage						
Total pour la région de Montréal				6	53			59

**Nombre de places des centres de réadaptation publics et privés pour
les personnes ayant une déficience physique motrice en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en atelier de travail	Places en foyer de groupe	Lits en unité de réadaptation fonctionnelle intensive	Autres lits de réadaptation	Places en internat	Total
7	11045218	CISSS de l'Outaouais			37			37
Total pour la région de l'Outaouais					37			37
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord						
9	16802498	Bande Ind. des Montagnais - Sept-Îles - Maliotenam		2				2
Total pour la région de la Côte-Nord				2				2
11	11045242	CISSS de la Gaspésie			10			10
Total pour la région de la Gaspésie-Ile-de-la-Madeleine					10			10
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches			48			48
Total pour la région de Chaudière-Appalaches					48			48
15	11045283	CISSS des Laurentides			25			25
15	12979662	Pavillon Ste-Marie Inc.						
Total pour la région des Laurentides					25			25
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est						
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest			35			35
Total pour la région de la Montérégie					35			35
Total			7	8	430		15	460

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombres de places des centres de réadaptation publics et privés pour
les jeunes en difficultés d'adaptation en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en appartement supervisé pour jeunes	Places en internat - urgence sociale	Places en programme d'arrêt d'agir	Total
1	11045119	CISSS du Bas-Saint-Laurent			76						76
Total pour la région du Bas-Saint-Laurent					76						76
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean	16		91				4		111
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean			16		91				4		111
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale	77		184						261
Total pour la région de la Capitale-Nationale			77		184						261
4	11043437	Conseil de la Nation Atikamekw	9								9
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec			129				5		134
Total pour la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec			9		129				5		143
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS	9		91						100
5	12536637	CRDITED de l'Estrie									
Total pour la région de l'Estrie			9		91						100
6	11044989	CR en dépendance du Nouveau Départ Inc.									
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	96		112			3			211
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	180		491					40	711
6	12114922	Atelier Le Fil d'Ariane Inc.									
6	12562179	Maison Élizabeth									
6	12582292	Centre Miriam									
6	12652384	Hàvre-Jeunesse	15								15
6	12694659	CHU Sainte-Justine									
6	15103658	CA Le programme de Portage									
Total pour la région de Montréal			291		603			3		40	937
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		65	110					4	179
Total pour la région de l'Outaouais				65	110			3		4	182
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	9		95						104
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue			9		95						104
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord			70						70
9	16802498	Bande Ind. des Montagnais - Sept-Îles - Maliotenam			21						21
Total pour la région de la Côte-Nord					91						91
11	11045242	CISSS de la Gaspésie			47						47
Total pour la région de la Gaspésie-Île-de-la-Madeleine					47						47
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches	54		80						134
Total pour la région de Chaudière-Appalaches			54		80						134
13	11045267	CISSS de Laval	50		217			6	4		277
Total pour la région de Laval			50		217			6	4		277
14	11045275	CISSS de Lanaudière			105					4	109
Total pour la région de Lanaudière					105					4	109
15	11045283	CISSS des Laurentides			154						154
15	12979662	Pavillon Ste-Marie Inc.									0
Total pour la région des Laurentides					154						154
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est	40		375						415
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest									0
Total pour la région de la Montérégie			40		375						415

Nombres de places des centres de réadaptation publics et privés pour les jeunes en difficultés d'adaptation en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en appartement supervisé pour jeunes	Places en internat - urgence sociale	Places en programme d'arrêt d'agir	Total
17	12730628	CS Tulattavik de l'Ungava	16		23						39
17	18456327	CS Inuulitsivik	8								8
Total pour la région du Nunavik			24		23						47
18	16258899	Conseil Cri de SSS de la Baie-James	16								16
Total pour la région des Terres-Cries-de-la-Baie-James			16								16
Total			595	65	2 471	0	0	12	13	48	3 204

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

**Nombre de places des centres de réadaptation publics et privés pour les
mères en difficulté d'adaptation en mars 2016**

RSS	CODE	NOM	Places en foyer de groupe	Places en serv. d'apprent. aux habitudes de travail (SAHT)	Places en internat - unité de vie	Places en ressource résidentielle de réadaptation	Places en foyer appartement	Places en internat - urgence sociale	Places en appartement supervisé pour mères	Total
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS			15					15
5	12536637	CRDITED de l'Estrie								
Total pour la région de l'Estrie					15					15
6	11044989	CR en dépendance du Nouveau Départ Inc.								
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal								
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	9							9
6	12114922	Atelier Le Fil d'Ariane Inc.								
6	12562179	Maison Élisabeth			18					18
6	12582292	Centre Miriam								
6	12652384	Hàvre-Jeunesse								
6	12694659	CHU Sainte-Justine								
6	15103658	CA Le programme de Portage								
Total pour la région de Montréal			9		18					27
Total			9		33					42

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

Nombre de places des centres de réadaptation publics et privés en dépendance en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en S.A.H.T.	Places en internat	Total
2	11045127	CIUSSS du Saguenay-Lac-Saint-Jean		29	29
Total pour la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean				29	29
3	11045135	CIUSSS de la Capitale-Nationale		12	12
Total pour la région de la Capitale-Nationale				12	13
4	11043437	Conseil de la Nation Atikamekw			
4	11045143	CIUSSS de la Mauricie et du Centre-du-Québec		30	30
Total pour la région de la Mauricie et du Centre-du-Québec				30	30
5	11045150	CIUSSS de l'Estrie - CHUS		40	40
5	12536637	CRDITED de l'Estrie			
Total pour la région de l'Estrie				40	40
6	11044989	CR en dépendance du Nouveau Départ Inc.		30	30
6	11045168	CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal			
6	11045184	CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal		55	55
6	12114922	Atelier Le Fil d'Ariane Inc.			
6	12562179	Maison Élizabeth			
6	12582292	Centre Miriam			
6	12652384	Hâvre-Jeunesse			
6	12694659	CHU Sainte-Justine			
6	15103658	CA Le programme de Portage		281	281
Total pour la région de Montréal				366	366
7	11045218	CISSS de l'Outaouais		33	33
Total pour la région de l'Outaouais				33	33
8	11045226	CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue		10	10
Total pour la région de l'Abitibi-Témiscamingue				10	10
9	11045234	CISSS de la Côte-Nord		13	13
9	16802498	Bande Ind. des Montagnais - Sept-Îles - Maliotenam			
Total pour la région de la Côte-Nord				13	13
11	11045242	CISSS de la Gaspésie		14	14
Total pour la région de la Gaspésie-Ile-de-la-Madeleine				14	14
12	11045333	CISSS de Chaudières-Appalaches		16	16
Total pour la région de Chaudière-Appalaches				16	16
13	11045267	CISSS de Laval		8	8
Total pour la région de Laval				8	8
15	11045283	CISSS des Laurentides		24	24
15	12979662	Pavillon Ste-Marie Inc.			
Total pour la région des Laurentides				24	24
16	11045309	CISSS de la Montérégie-Est			
16	11045317	CISSS de la Montérégie-Ouest		24	24
Total pour la région de la Montérégie				24	24

Nombre de places des centres de réadaptation publics et privés en dépendance en mars 2016

RSS	CODE	NOM	Places en S.A.H.T.	Places en internat	Total
Total				619	620

Source : Les données sont extraites du répertoire des établissements M03 au 31 mars 2016.

QUESTION NO 409

Liste des centres de jour par région.

RÉPONSE NO 409

Les centres de jour pour les personnes ayant des déficiences sont sous la responsabilité des CISSS, des CIUSSS, des organismes communautaires ou des centres de réadaptation privés (CR).

Pour les CISSS, les CIUSSS et les CR privés, les centres de jour sont regroupés en deux catégories : les ateliers de travail et les centres d'activités de jour. Un total de 192 de ces installations sont répertoriées (voir liste ci-dessous).

Par ailleurs, des organismes communautaires offrent des activités de jour dans la majorité des régions administratives. Présentement, il n'y a pas de liste spécifique de ces organismes qui offrent des activités de jour parmi leur éventail de services.

Liste de centres de jour par région au 31 mars 2016

Région 01

Services professionnels - MRC de la Mitis

Centre d'activités de jour

Atelier de couture et Écono-poste

Centre d'activités de jour

Point de service MRC de Kamouraska (secteur est)

Point de service MRC de Rivière-du-loup

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle du Bas-Saint-Laurent

Centre d'activités de jour

Point de service MRC de Matane

Centre d'activités de jour

Atelier taché

Atelier du pont

Atelier rue des Ateliers

Point de service de Témiscouata

Atelier Écono-poste

Point de service MRC de Kamouraska (secteur ouest)

Région 02

Atelier de Saint-Félicien

Atelier et centre d'activités de jour Roland

Atelier Champlain

Atelier et centre d'activités de jour Tanguay

Atelier et centre d'activités de jour du Cénacle
 Atelier Manouane
 Centre d'activités de jour de Dolbeau-Mistassini
 Atelier et centre d'activités de jour du Séminaire
 Atelier et centre d'activités de jour du Long-Sault
 Centre d'activités de jour F.X.-Bouchard
 Atelier et centre d'activités de jour de la Baie
 Atelier Scott
 Atelier de l'aéroport
 Atelier de Dolbeau-Mistassini
 Centre d'activités de jour Gauthier
 Atelier et centre d'activités de jour de Saint-Ambroise
 Atelier et centre d'activités de jour de l'Anse-Saint-Jean

Région 03

Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Saint-Urbain
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Saint-Siméon
 Centre d'activités de jour et services externes de Donnacona
 Centre d'activités de jour de Québec (Wilfrid-Hamel)
 Centre d'activités de jour de Québec (1^{re} avenue)
 Centre d'activités de jour de Québec (François 1^{er})
 Centre d'activités de jour du Cégep François-Xavier-Garneau
 Centre d'activités de jour de Québec (Boivin)
 Centre d'activités de jour de Québec (71^e rue Est)
 Atelier de Québec (Louis-XIV)
 Centre d'activités de jour de Québec (Royale - 550)
 Atelier du Centre de formation Saint-Louis
 Hôpital de Baie-Saint-Paul
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle Saindon
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Saint-Hilarion
 Centre d'activités de jour de la Basilique Sainte-Anne
 Atelier de Saint-Basile
 Centre d'activités de jour de St-Pierre-de-l'Île-d'Orléans
 Centre d'activités de jour André-Coindre
 Centre d'activités de jour de la Mennais
 Centre d'activités de jour de Québec (Louis-XIV - 2436)
 Atelier de Québec - Centre Place de Nemours
 Centre d'activités de jour de Québec (Racine)
 Centre d'activités de jour de Portneuf (Saint-Germain)
 Atelier de la Place de la 80^e Rue
 Centre d'activités de jour du CHSLD de St-Marc-des-Carières
 Centre d'activités de jour Édouard-Lavergne
 Centre d'activités de jour du presbytère Sainte-Cécile
 Centre d'activités de jour la Villa Ringfield
 Centre d'activités de jour du chemin Sainte-foy
 Centre d'activités de jour (Loyola)
 Centre d'activités de jour de Québec (Louis-XIV - 1289)
 Centre d'activités de jour de Québec (Valcartier)
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de l'Équerre
 Centre d'activités de jour - Atelier de travail Jacques-Bédard
 Centre d'activités de jour de Québec - Centre Durocher
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de la Malbaie
 Centre de réadaptation en déficience intellectuelle de Saint-Placide
 Centre d'activités de jour et services externes de Québec-Lapierre

Région 04

Centre d'activités de jour et services externes de Trois-Rivières
Centre d'activités de jour de Trois-Rivières (Boland)
Centre d'activités de jour Bellefeuille
Centre d'activités de jour et services externes de Louiseville
Centre d'activités de jour de Nicolet
Centre d'activités de jour de Grand-mère
Centre d'activités de jour de Shawinigan
Centre d'activités de jour de Shawinigan-Sud
Centre d'activités de jour de Saint-Léonard-d'Aston
Centre d'activités de jour de Victoriaville (Girouard)
Centre d'activités de jour de Victoriaville (Notre-Dame Est)
Centre d'activités de jour de Victoriaville (Gamache)
Centre d'activités de jour de Plessisville (Saint-Louis)
Centre d'activités de jour et services externes du Père-Frédéric
Centre d'activités de jour de la Tuque
Centre d'activités de jour de Victoriaville (Verville)
Centre d'activités de jour de Drummondville
Centre d'activités de jour de Trois-Rivières (Saint-Paul)
Centre d'activités de jour de la Gare
Centre d'activités de jour de Drummondville (Letendre)
Centre d'activités de jour de Drummondville (Notre-Dame)
Centre d'activités de jour de Victoriaville (Bois-Francis Nord)

Région 05

Atelier et centre d'activités de jour Sherbrooke (Prospect)
Centre d'activités de jour de Sherbrooke (Fairmount)
Centre d'activités de jour de Mansonville
Centre d'activités de jour du Granit
Atelier et centre d'activités de jour d'Asbestos
Centre d'activités de jour de Sherbrooke (Queen)
Atelier du Haut-Saint-François
Atelier du Val-Saint-François
Centre d'activités de jour de Magog
Centre d'activités de jour du Haut-Saint-François
Centre d'activités de jour du Val-Saint-François
Centre d'activités de jour de Dixville
Centre de réadaptation de l'Estrie

Région 06

Atelier le Fil d'Ariane
Centre Miriam
Atelier de travail Labrosse
Atelier de travail Uni
Centre d'activités de jour Option
Atelier de travail et centre d'activités de jour Benny
Centre d'activités de jour Saint-Patrick
Centre d'intégration communautaire
Service de réadaptation sociale
Centre d'animation
Centre d'activités de jour Hymus
Centre d'activités de jour Alternative
Centre d'activités de jour Cartier
Centre de services en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement
Garry-Taylor
Centre d'activités de jour Sud-Ouest
Atelier de travail Novatek

Centre d'activités de jour des Carrières
Atelier Boutique
Atelier de travail Édison
Atelier de travail Champ d'Eau

Région 07

Services socioprofessionnels

Région 11

Point de service de la MRC de la Haute-Gaspésie
Point de service de la MRC de Bonaventure
Point de service de la MRC de la Côte-de-Gaspé
Point de service de la MRC d'Avignon
Point de service de la MRC du Rocher-Percé

Région 12

Centre d'activités de jour de Berthier-sur-Mer
Centre d'activités de jour Thetford Mines (Dumais Nord)
Centre d'activités de jour de Lévis (Desjardins Est)
Centre d'activités de jour de Montmagny-du-Palais-de-justice
Centre d'activités de jour de Saint-Romuald
Centre d'activités de jour et services externes de Saint-Georges (25^e avenue)
Centre d'activités de jour et services externes de Saint-Flavien
Centre d'activités de jour de Black Lake
Centre d'activités de jour de Saint-Georges-Lacroix (9006)
Centre d'activités de jour de Saint-Georges-Lacroix (15430)
Centre d'activités de jour de Saint-Prosper
Centre d'activités de jour et services externes de L'Islet-sur-Mer
Centre d'activités de jour et services externes de Sainte-Claire
Centre d'activités de jour de Thetford Mines (Notre-Dame)
Centre d'activités de jour et services externes de Sainte-Marie
Centre d'activités de jour de Montmagny (Taché Est)
Centre d'activités de jour et services externes de Sainte-Justine

Région 15

Point de service Sainte-Agathe
Centre du Florès (siège social point de service de Rivière-du-nord)
Centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale de Rivière-rouge
Point de service de Thérèse-de-Blainville - Centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale de Rosemère
Joujou Récup-R et Classe d'art
Centre d'activités de jour - Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement de Saint-Eustache
Centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale de Sainte-Marguerite
Centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale de Lafontaine
Centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale de Mont-Laurier
Point de service d'Argenteuil et centre d'activités spécialisés et d'intégration sociale d'Argenteuil

Région 16

Centre multiservices de Boucherville
Centre d'activités de jour de Saint-Hubert (Montée Saint-Hubert)
Centre multiservices de Waterloo
Centre d'activités de jour de Longueuil (Lyon)
Centre d'activités de jour de Saint-Hubert (Grande-Allée)
Centre multiservices de Granby
Centre multiservices de Saint-Hubert
Atelier et centre d'activités de jour de Farnham
Atelier Kateri

Services de jour de Vaudreuil
Services de jour de Chambly
Centre d'activités de jour de Dorchester
Centre d'activités de jour de Henryville
Centre d'activités de jour de Napierville
Centre d'activités de jour de Saint-Alexandre
Atelier de Longueuil et services externes
Centre de réadaptation en déficience intellectuelle et en troubles envahissants du développement
d'Ormstown
Atelier Programme support à l'intégration sociale de Valleyfield
Atelier Programme support à l'intégration sociale de Châteauguay
Atelier de Granby
Atelier et centre d'activités de jour de Cowansville
Services de jour Maribro
Centre multiservices de Brossard
Centre multiservices de Saint-Hyacinthe
Atelier et centre d'activités de jour de Beloeil
Centre multiservices de Sorel-Tracy

Source : Fichier des installations M03

QUESTION NO 410

Nombre de centres de jour ayant fermé leurs portes en 2015-2016.

RÉPONSE NO 410

Cette donnée n'est pas disponible.

QUESTION NO 411

Listes d’attente pour les programmes d’aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2010-2011 ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 411

Listes d’attente pour les programmes d’aide matérielle, par catégorie de programme, pour chaque année depuis 2010-2011¹

Programmes	Mandataires	Liste d’attente				
		2010-2011	2011-2012	2012-2013	2013-2014	2014-2015
1. Aides auditives	RAMQ	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
2. Aides à la motricité	RAMQ	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
3. Aides visuelles	RAMQ	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune
4. Triporteurs, quadriporteurs	IRD PQ IRGLM	156 personnes	99 personnes	12 personnes	29 personnes	174 personnes
5. Chien d’assistance à la motricité	IRD PQ IRGLM	Aucune ²	5	Aucune	Aucune	Aucune
6. Ambulateurs	IRD PQ IRGLM	49 personnes	24 personnes	7 personnes	25 personnes	89 personnes
7. Tricycles et vélos adaptés	IRD PQ IRGLM	36 personnes	22 personnes	16 personnes	25 personnes	73 personnes
8. Aides à la communication	Centre de réadaptation Marie-Enfant du CHU Ste-Justine	Aucune	Aucune	Aucune	Aucune	36 personnes
9. Aides techniques AVQ – AVD	Agences de la santé et des services sociaux	1 602 personnes	1 178 personnes	2 047 personnes	1 864 personnes	n/d ³
10. Chaussures orthétiques	Agences de la santé et des services sociaux	91 personnes	147 personnes	176 personnes	102 personnes	n/d ³
11. Aides à l’élimination	Agences de la santé et des services sociaux	1 770 personnes	1 793 personnes	1 770 personnes	1 583 personnes	n/d ³

¹ Ces données ne sont pas disponibles au sujet des listes d’attente pour les années 2015-2016 et 2016-2017.
² Le programme a débuté le 1^{er} septembre 2010.
³ Ces données ne sont pas disponibles pour l’année 2014-2015.

QUESTION NO 412

Plan d'action 2011-2014 pour l'intégration scolaire, professionnelle et sociale des personnes handicapées : état de situation et bilan détaillé, par catégorie d'action, des travaux effectués, des mesures mises en place et des dépenses engagées pour chaque année depuis 2010-2011, ainsi que les prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 412

Un nouveau plan d'action 2015-2019 à l'égard des personnes handicapées est désormais disponible sur le site du MSSS. Ce plan d'action remplace l'ancien Plan d'action 2011-2014 pour l'intégration scolaire et sociale des personnes handicapées.

Le bilan du Plan d'action 2011-2014 pour l'intégration scolaire et sociale des personnes handicapées est aussi disponible sur le site du MSSS. Aucune dépense supplémentaire n'a été nécessaire pour mettre en œuvre le plan d'action. Les mesures de l'ancien et du nouveau plan d'action sont déployées à même les dépenses des directions impliquées.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 413

Nombre de postes non comblés de psychologues, de travailleurs sociaux, de psychoéducateurs en 2016-2017, par région et par établissement.

RÉPONSE NO 413

Postes vacants¹ en équivalents temps complet à la fin de l'année financière 2014-2015

Régions ²	Psychologues	Psychoéducateurs	Travailleurs sociaux
01 - Bas-Saint-Laurent	2,0	0,0	0,0
02 - Saguenay - Lac-Saint-Jean	4,6	1,0	0,4
03 - Capitale-Nationale	9,0	1,8	28,2
04 - Mauricie et Centre-du-Québec	2,0	5,0	9,6
05 - Estrie	0,2	0,0	6,8
06 - Montréal	19,3	6,3	21,1
07 - Outaouais	4,9	2,6	3,1
08 - Abitibi-Témiscamingue	4,0	1,3	0,0
09 - Côte-Nord	3,4	1,0	0,0
10 - Nord-du-Québec	0,0	0,0	0,0
11 - Gaspésie - Îles-de-la-Madeleine	3,0	0,0	2,5
12 - Chaudière-Appalaches	0,0	0,0	0,9
13 - Laval	0,8	1,0	1,4
14 - Lanaudière	2,2	1,0	0,0
15 - Laurentides	2,0	1,0	3,4
16 - Montérégie	4,2	1,6	5,2
17 - Nunavik	0,0	0,0	1,0
Total	62	24	84

1 Poste à temps complet régulier ou à temps partiel régulier prévu à la structure de postes pour lequel il n'y a aucun titulaire affecté pendant au moins 13 périodes de paie consécutives

2 Les données de postes vacants de la région 18 - Terres-Cries-de-la-Baie-James ne sont pas disponibles

QUESTION NO 414

État de situation et échéancier concernant l'adoption d'un règlement visant la mise en accessibilité des édifices construits avant 1976 par le ministre du Travail. Actions posées par la ministre déléguée en 2015-2016 pour faire avancer ce dossier.

RÉPONSE NO 414

Le ministère de la Santé et des Services sociaux a participé aux travaux et transmis ses commentaires sur le projet de règlement au ministère du Travail.

QUESTION NO 415

Concernant la Stratégie nationale d'intégration et de maintien en emploi des personnes handicapées (phase 2) pilotée par le MTESS :

- a. Montant réservé pour les contrats d'intégration au travail (CIT) en 2016-2017;
- b. Nombre de personnes handicapées (ventilé par région) ayant bénéficié de cette mesure et obtenu un emploi d'été en 2015;
- c. Nombre de nouvelles personnes au total qui pourront bénéficier de cette mesure (ventilé par régions) en 2016-2017;
- d. Cette mesure sera-t-elle reconduite dans la phase 2 de la Stratégie?
- e. Échéancier du gouvernement pour le lancement de la phase 2 de la Stratégie;
- f. Actions posée par la ministre déléguée en 2015-2016 pour faire avancer ce dossier.

RÉPONSE NO 415

La réponse à cette question sera fournie par le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 416

Budget investi en prévention et en traitement du jeu pathologique depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2016-2017, par région et au total.

RÉPONSE NO 416

La réponse à cette question est fournie dans le tableau ci-joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017 – PQ 416

Budget investi en prévention et en traitement dédié au jeu pathologique en 2015-2016	
a) Par clientèle-volet national	2015-2016
<u>JEUNES (incluant les jeunes autochtones)</u>	
• Campagne d'information et de sensibilisation - alcool, drogues et jeux de hasard et d'argent	1 300 000 \$
<u>JEUNES ET ADULTES</u>	
• Ligne téléphonique <i>Jeu : aide et référence</i> (Centre de référence du Grand Montréal)	777 620 \$
Sous-total	2 077 620 \$
b) Par région	
Les budgets régionaux destinés au jeu pathologique comprennent l'ensemble de la gamme de services, notamment la prévention et le traitement	
01 - Bas-Saint-Laurent	367 503 \$
02 – Saguenay–Lac Saint-Jean	450 639 \$
03 - Capitale-Nationale	1 038 534 \$
04 - Mauricie–Centre-du-Québec	727 864 \$
05 - Estrie	453 908 \$
06 - Montréal	2 484 453 \$
07 - Outaouais	561 076 \$
08 - Abitibi-Témiscamingue	310 966 \$
09 - Côte-Nord	299 750 \$
10 - Nord-du-Québec	70 000 \$
11 - Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	298 553 \$
12 - Chaudière-Appalaches	813 620 \$
13 - Laval	510 351 \$
14 - Lanaudière	577 381 \$
15 - Laurentides	670 119 \$
16 - Montérégie	1 817 282 \$
Financement de projets régionaux	5 000 000 \$
Centre Le Grand Chemin, traitement des jeunes, régions 03, 04 et 06	100 000 \$
Plan d'action en prévention et en intervention : région 08	77 000 \$
Projets spéciaux régions	235 000 \$
Sous-total	16 863 999 \$
Activités en soutien à la prévention et au traitement du jeu pathologique	
Formation, outils, certification	845 839 \$
Coordination du programme d'aide aux joueurs pathologiques	155 440 \$
Sous-total	1 001 279 \$
c) Total	19 942 898 \$

QUESTION NO 417

Études d'impact du MSSS par rapport à l'offre de jeu en ligne de la société d'État Loto-Québec.

RÉPONSE NO 417

Le 3 février 2010, le ministre des Finances, monsieur Raymond Bachand, annonçait l'intention du gouvernement d'autoriser la Société des loteries du Québec (Loto-Québec) à offrir des jeux de hasard et d'argent en ligne pour canaliser l'activité de jeu déjà existante vers un site sécuritaire et réglementé. Le 19 novembre 2010, Loto-Québec dévoilait son site Espacejeux et débutait ses activités le 1^{er} décembre 2010.

L'annonce de cette nouvelle offre de jeu a suscité des inquiétudes de la part des 16 directeurs de santé publique. Ces derniers déploraient principalement l'absence de débat public et le potentiel d'augmentation du nombre de joueurs et d'habitudes de jeu problématiques parmi les joueurs en ligne, surtout chez les jeunes. Ils ont formulé des recommandations visant à reporter l'implantation du jeu étatisé en ligne et à assurer un encadrement serré de la pratique et du suivi de celui-ci.

En réponse à ces préoccupations, le ministère des Finances du Québec (MFQ) décidait, en 2010, de mettre sur pied un groupe de travail et dont le mandat consistait à :

- Analyser les impacts sociaux du développement du jeu en ligne au Québec;
- Analyser le contexte d'ordre réglementaire, technique, économique et juridique permettant de contrer le jeu illégal;
- Formuler des recommandations à la lumière des éléments jugés importants issus des résultats du rapport.

Dans le cadre de ce mandat, les membres du groupe de travail ont utilisé la banque de données administratives portant sur les pratiques de jeu des Québécois issue du site Espacejeux. Ils ont développé un outil de monitoring et ont suivi l'évolution du phénomène sur une période de 27 mois dont les premières mesures, soit le temps « 0 », débutaient en 2010. Les données des enquêtes populationnelles sur les habitudes de jeu chez les québécois (ENHJEU) de 2009 et de 2012 ont aussi été rapportées comme base pour contextualiser la pratique du jeu en ligne chez les Québécois permettant de tirer quelques tendances significantes.

Les résultats du rapport sur le jeu en ligne permettent au groupe de travail de conclure et d'estimer que :

- La prévalence est demeurée stable et marginale et que l'ouverture d'Espacejeux n'a pas affecté la proportion de Québécois qui se sont adonnés aux jeux en ligne.
- Les Québécois consacrent relativement peu de leur argent et peu de leur temps à cette activité, et qu'aucune hausse ni une intensification de la participation au jeu en ligne n'ont été observées.
- L'arrivée d'Espacejeux n'a pas été associée à une hausse statistiquement significative de la proportion de joueurs en ligne à risque modéré et pathologiques probables. Toutefois, il indique aussi que les données sur les joueurs à risque modéré et les joueurs pathologiques probables contiennent des limites statistiques (nombre insuffisant), ce qui rend impossible de généraliser à la population.
- Il est pertinent et urgent de modifier les messages préventifs à l'aide de repères de ce qui constitue de saines habitudes de jeu issues de la recherche, notamment l'égard des joueurs à risque.

Plusieurs recommandations formulées par le groupe de travail pourront être prises en compte dans le cadre des travaux sur les prochaines orientations en dépendance, notamment au regard des messages préventifs, des limites du mandat de Loto-Québec et de l'offre de traitement. Bien qu'une analyse approfondie du rapport suivra afin d'identifier les suites à donner, le MSSS s'est prononcé, en novembre 2014, sur les grandes lignes des recommandations formulées par le groupe de travail dont :

R1 : La création d'une fondation indépendante; le MSSS considère que tous les éléments de la mission proposée de cette dite fondation indépendante sont déjà sous la responsabilité de ministères et organismes gouvernementaux.

R2 : Favoriser l'approche de services intégrés qui tient compte des besoins spécifiques des personnes présentant un trouble de jeu; Les travaux coordonnés par le MSSS concernant les prochaines orientations en dépendance (alcool, drogues et jeux de hasard et d'argent) s'inscrivent en cohérence avec cette recommandation.

R3 et R4 : Soutenir la recommandation de créer un organisme indépendant et la gestion des dimensions légales: Ces responsabilités relèvent de la Régie des alcools, des courses et des jeux et du MFQ selon leur mandat respectif. Advenant l'aval pour la création d'un organisme indépendant, un arrimage avec le MSSS serait à privilégier pour encadrer l'offre de jeu responsable qui y serait incluse.

R5 : Le suivi des enjeux d'ordre sociosanitaire, socioéconomique et juridique liés au jeu en ligne sont sous la responsabilité des ministères et organismes concernés par ces volets. De par la Loi sur la santé publique, la Direction générale de santé publique (DGSP) a le mandat d'assurer la surveillance de l'état de santé et de ses déterminants, dont les comportements en matière de jeux de hasard et d'argent. Des travaux sont d'ailleurs en cours au MSSS pour développer une surveillance des comportements en matière de consommation de substances psychoactives et la pratique de jeux de hasard et d'argent dans le cadre du Plan national de surveillance.

Le MSSS a pris connaissance de l'analyse d'impact réglementaire émise par le ministère des Finances, en octobre 2015, sur les mesures proposées pour contrer l'offre de jeux en ligne sur des sites illégaux. Il salue l'initiative de l'État à l'effet de radier les sites illégaux en ligne. Des recommandations visant à favoriser la prévention sur le site d'EspaceJeux sont en cours d'élaboration au MSSS et seront transmises sous peu à Loto-Québec.

QUESTION NO 418

Bilan et état de situation des recommandations des 18 directions générales de santé publique concernant le projet de l'offre de jeu en ligne, tel qu'il a été proposé par la société d'État Loto-Québec.

RÉPONSE NO 418

La réponse à cette question est fournie à la question n° 417 des questions particulières de l'Opposition officielle.

QUESTION NO 419

Nombre et liste des organismes financés pour la lutte contre la toxicomanie, par région, ainsi que le montant versé à chacun.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 419

Organismes communautaires oeuvrant en Alco-Toxico-Dépendances

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
1	Arrimage	322 769 \$
	Aux trois mats	100 185 \$
	C. régional A.D.H. le tremplin	287 454 \$
	La Montée	237 621 \$
	Unité Domrémy de Mont-Joli	31 113 \$
Total Région 01		979 142 \$
2	Ass. parents d'ado Chicoutimi	11 644 \$
	Ass. parents d'ados Fjord	12 427 \$
	Cent.Serv.prév.orient. toxico	52 151 \$
	Centre comm. jeunesse Tandem	11 640 \$
	Centre interv. fam. Transit	29 099 \$
	Mais. espoir Sag. Lac-St-Jean	17 474 \$
	Maison hébergement Séjour	9 753 \$
	Serv. d'interv. proxim. DDR	97 987 \$
	Serv. inform.interv.toxicom.	78 974 \$
	Toxic-Actions	71 848 \$
Total Région 02		392 997 \$
3	Amicale Alfa Québec	60 132 \$
	Cent. traitement Le Rucher	241 533 \$
	Centre CASA (1997)	159 057 \$
	Ass. qc. cent. interv. dépen. (org. national)	189 741 \$
	Le Grand Chemin inc.	428 339 \$
	Mais. entr. Arc-en-ciel	167 627 \$
	Maison d'aide Villa St-Léonard	162 123 \$
	Maison de job	207 937 \$
	Passage, cen. théra. fami. tox	65 462 \$
	Point repères	376 355 \$
	Résidence Le Portail	260 566 \$
	Ressource Génésis Charlevoix	68 655 \$
	Sobriété Canada (org. national)	48 341 \$
	Unité domrémy Clermont	51 770 \$
	Vision d'espoir de sobriété	99 127 \$
Total Région 03		2 586 765 \$
4	Act. toxicomanie Bois-Francis	89 561 \$
	Cent. étape bassin Maskinongé	89 560 \$
	Centre Adrienne Roy Shawinigan	98 622 \$
	Centre entraide rayons soleil	55 457 \$
	Centre le Havre Trois-Rivières	50 000 \$
	La Relance Nicolet-Bécancour	89 560 \$
	Le Grand Chemin inc.	341 802 \$
	Maison Carignan	265 854 \$
	Maison sobriété Trois-Rivières	73 970 \$
	Pavillon de l'Assuétude	523 496 \$
	Point de Rue	50 000 \$
	Unité domrémy Plessisville	101 530 \$
Total Région 04		1 829 412 \$
5	Cellule J&F Brome-Missisquoi	46 340 \$
	Centre d'entraide la boussole	35 568 \$
	Centre jeunesse trait d'union	1 335 \$
	Domaine Sobriété	154 881 \$
	Elixir ou l'Assuétude d'Eve	154 882 \$
	Mais. des jeunes "Le Boum"	1 376 \$
	Maison des jeunes de Farnham	1 335 \$
	Maison des jeunes de Sutton	1 335 \$
	Unité domrémy d'Asbestos	112 956 \$
	Unité domrémy de Windsor	14 930 \$
	Zone Libre Memphrémagog	83 905 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 419

Organismes communautaires oeuvrant en Alco-Toxico-Dépendances

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
Total Région 05		608 843 \$
6	Appr.sécuris.polytoxico. ASPA	43 054 \$
	Ass. qué. promo. santé pers.U.D. (org. national)	81 527 \$
	Cent.orient.prév.alc.(COPATLA)	35 701 \$
	Centre Option-prévention TVDS (org. national)	20 708 \$
	Escale Notre-Dame inc. (L')	133 589 \$
	Grand chemin inc.	591 263 \$
	GRIP Montréal	33 354 \$
	Groupe commu. l'itinéraire	31 877 \$
	Groupe Harmonie	153 117 \$
	Logis Phare	52 355 \$
	Maison du Pharillon	136 389 \$
	Mais. réhabilitation Exode	128 504 \$
	Maison Jean Lapointe	203 036 \$
	Méta D'Ame	154 656 \$
	Nouv. approche hum. d'apprent.	33 923 \$
	Projet prév. toxico Cumulus	57 608 \$
	Regroupement Maison J.Lapointe	250 000 \$
Total Région 06		2 140 661 \$
7	Adojeune	135 444 \$
	Ass. toxic.alcool.femmes Outa.	53 914 \$
	Cent. prév. toxic. Outaouais	255 090 \$
	Connexions	38 233 \$
	Jeun. sans frontières V-Gatin.	24 124 \$
	Mani-jeunes	38 654 \$
	Mashado	18 945 \$
	Patro Fort-Coulonge/Mansfield	41 077 \$
	Prévention C.E.S.A.R.	47 341 \$
	S.O.S. Contact Al-To	64 714 \$
Total Région 07		717 536 \$
8	Accueil d'Amos	212 695 \$
	Groupe I.M.A.G.E. Abitibi-Témiscamingue	114 753 \$
	Mais. compagnon La Sarre	189 081 \$
	Maison soleil levant R-N	201 805 \$
	Manoir du chemin pour sobriété	29 626 \$
	Piaule de Val d'Or	286 147 \$
	Unité Domrémy de Val d'Or	94 535 \$
	Unité Domrémy La Sarre inc.	6 346 \$
Total Région 08		1 134 988 \$
9	Centre d'inter. Le Rond-Point	124 067 \$
	Point de rencontre	130 410 \$
	Transit Sept-îles	61 303 \$
	Unité domrémy Baie Comeau	35 380 \$
Total Région 09		351 160 \$
11	Carrefour unité inc.	74 636 \$
	Communic-ami	86 696 \$
	Entre-Temps Maison des jeunes	61 336 \$
	Maison jeunes Caplan	88 904 \$
	Maison jeunes Havre-Aubert	52 759 \$
	Maison jeunes Rivière au Renar	102 946 \$
	Justice alternative Gaspésie-Sud	79 093 \$
	Mi-chemin de Gaspé	59 997 \$
Total Région 11		606 367 \$
12	Centre Domrémy des Appalaches	264 992 \$
	Croisée des chemins	229 820 \$
	Maison l'Odyssée joueurs	99 900 \$
	Réhabilitation Beauce	393 375 \$
	SAFERA (org. national)	24 229 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

PQ - 419

Organismes communautaires oeuvrant en Alco-Toxico-Dépendances

Région	Nom de l'organisme	2015-2016 *
Total Région 12		1 012 316 \$
13	Foyer pour toi	147 376 \$
	Maisonnée Paulette Guinois	56 988 \$
Total Région 13		204 364 \$
14	Le réseau communautaire	517 398 \$
	UNIATOX	517 432 \$
Total Région 14		1 034 830 \$
15	Groupe JAD	85 124 \$
	Maison Lyse Beauchamp	216 442 \$
	Regr. en toxicomanie prisme	170 733 \$
	Sablier	105 960 \$
	Tangage des Laurentides	94 215 \$
	Unité Domrémy de Ste-Thérèse	177 364 \$
	Unité Toxi Trois-Vallées	28 836 \$
Total Région 15		878 674 \$
16	Action jeunesse Roussillon	5 224 \$
	Actions dépendances	66 761 \$
	Ass. interven. en toxicomanie (org. national)	34 945 \$
	Bénado Inc.	5 391 \$
	Carrefour Point Tournant	355 972 \$
	Centre sur l'Autre Rive	330 061 \$
	Horizon soleil, rég. Acton	60 959 \$
	L'Adoléus inc.	1 293 \$
	Liberté choisir	106 501 \$
	Mais. jeunes Sorel	25 023 \$
	Maison de Jonathan	138 240 \$
	Maison des jeunes Chatelois	7 966 \$
	Maison des jeunes La Prairie	5 222 \$
	Maison des jeunes St-Rémi	9 266 \$
	Maison la margelle	371 158 \$
	Maison l'Alcôve	398 034 \$
	Pavillon L'Essence Ciel	295 992 \$
	POSA/Source des Monts	103 751 \$
	Prévention des dépendances ARC	77 191 \$
	Prog. action jeunesse Candiac	5 224 \$
	Programme d'interv. jeunesse	5 223 \$
	Satellite org. prévention dépe	44 017 \$
Total Région 16		2 453 414 \$
17	CENTRE DE THÉRAPIE ISUARSIVIK	600 000 \$
Total Région 17		600 000 \$
Total		17 531 469 \$

Soutien Régional :	17 131 978 \$
Soutien National :	399 491 \$

Note: Selon le Système budgétaire et financier régionalisé (SBF-R) au 18 mars 2016, tel qu'imputé par le MSSS et les établissements dans la catégorie du PSOC "Alcoolisme, Toxicomanie et autres Dépendances.

QUESTION NO 420

Bilan des ressources d'hébergement en toxicomanie ayant reçu leur certification.

RÉPONSE NO 420

Le ministère de la Santé et des Services sociaux proposait, depuis mai 2001, un programme de certification aux ressources privées et communautaires intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement. Cette démarche de certification était alors volontaire.

Le 19 novembre 2009, la Loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables (Projet de loi n° 56) a été sanctionnée. Cette modification législative prévoit un pouvoir réglementaire permettant une certification obligatoire. Le Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique est entré en vigueur le 7 juillet 2010.

En date du 31 mars 2016, 85 ressources étaient certifiées.

Liste des ressources d'hébergement en toxicomanie, par région, ayant leur certification.
Bas-Saint-Laurent - 01
Arrimage
Centre régional A.D.H. « Le Tremplin »
La Montée, Centre de prévention et de traitement des dépendances au Bas-Saint-Laurent
Saguenay-Lac-Saint-Jean - 02
Havre du Fjord
La Futaie
Maison d'hébergement Le Séjour inc.
Capitale-Nationale - 03
Centre CASA
Centre de traitement des dépendances Le Rucher
La Vigile
Le Grand Chemin inc. (Québec)
Maison de Lauberivière
Maison d'entraide l'Arc-en-Ciel
Maison de Job

Liste des ressources d'hébergement en toxicomanie, par région, ayant leur certification.
Résidence Le Portail
Villa Ignatia inc.
Vision d'Espoir de Sobriété
Maison d'aide La Villa St-Léonard de Portneuf
Mauricie-Centre-du-Québec - 04
Le Grand Chemin inc. (TR)
Maison de Transition de la Batiscan
Maison Carignan inc.
Maison Jean Lepage
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska
Pavillon de l'Assuétude (Saint-Guillaume)
Pavillon de l'Assuétude (Shawinigan)
Refuge des Rescapés
Centre L'Autre Côté de l'Ombre inc.
Centre d'hébergement Rayon du Soleil
Estrie - 05
Centre Corps, Âme et Esprit
Domaine Orford (Toxi-Co-Gites 2003 inc.)
Carrefour de l'Espoir
Centre Caroline Roy inc.
Centre NuHab inc.
Domaine de la Sobriété inc.
Domaine Perce-Neige inc.
Centre L'Envolée de Granby inc.
Centre CARAT
Maison Nouvelle Vie
Maison l'Intégrale
Montréal - 06
L'Escale Notre-Dame inc.
Maison de réhabilitation l'Exode inc. Pavillon Alpha
Maison de réhabilitation l'Exode inc. Pavillon André-Dumont
Maison de réhabilitation l'Exode inc. Pavillon Émilie-Gamelin
Centre Booth (Armée du Salut) – L'Ancrage
Maison du Pharillon
Le Grand Chemin inc. (MTL)
Maison Jean Lapointe inc.
Mission Bon Accueil Résidences Bon Accueil
Pavillon Chatsworth
360 DTX
Centre toxico-stop, centre d'hébergement offrant de l'aide et du soutien à la désintoxication et

Liste des ressources d'hébergement en toxicomanie, par région, ayant leur certification.
à la réinsertion sociale (Pavillon de soutien à la désintoxication)
Centre toxico-stop, centre d'hébergement offrant de l'aide et du soutien à la désintoxication et à la réinsertion sociale (Pavillon de réinsertion sociale)
Abitibi-Témiscamingue - 08
La Piaule de Val d'Or
Côte-Nord - 09
Point de rencontre
Chaudière-Appalaches - 12
Aube de la Paix (1993) inc.
Centre Domrémy des Appalaches inc.
La Croisée des chemins
Maison L'Odyssée Jeu Alcool Drogue
Manoir Aylmer (Toxi-co-Gîtes 2003 inc.)
Réhabilitation de Beauce (CRC Beauce)
Réhabilitation de Beauce (Pavillon L'Entre-temps)
Laval - 13
La Maisonnée Paulette Guinois
Un foyer pour toi
Lanaudière - 14
Centre Nouvelle-Vie – Pavillon La volière
Centre Nouveau Regard
Dianova - Centre de Terrebonne
Villa de la Paix Phase II
Maison Face à l'avenir
Maison L'Épervier inc.
Pavillon Louis Cyr
Pavillons du Nouveau Point de Vue
Laurentides - 15
Pavillon Hamford
Pavillon Pierre-Péladeau
Maison Raymonde-Chopin-Péladeau
Maison Lyse-Beauchamp
Les Centres Bonséjour
Sentier du Nouveau Jour
Montérégie - 16
Carrefour le Point Tournant inc.
Maison La Passerelle
Centre sur l'Autre Rive
Life Science Addiction Treatment Center

Heritage Home Foundation inc.
Maison l'Alcôve inc.
Maison la Margelle inc.
Pavillon L'Essence Ciel
Toxi-co-Gîte inc.

QUESTION NO 421

Liste des ressources d'hébergement en processus de certification, par région, pour 2015-2016.

RÉPONSE NO 421

Montréal - 06
Andy's house

En date du 31 mars 2016

QUESTION NO 422

Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie, par région.

RÉPONSE NO 422

Liste des organismes qui offrent des traitements de lutte contre la toxicomanie
Bas-Saint-Laurent – 01
Arrimage
Centre régional A.D.H. « Le Tremplin »
La Montée, Centre de prévention et de traitement des dépendances au Bas-Saint-Laurent
Saguenay–Lac-Saint-Jean - 02
Havre du Fjord
Maison d'hébergement Le Séjour inc.
La Futaie
Capitale-Nationale – 03
Centre CASA
Centre de traitement des dépendances Le Rucher
Le Grand Chemin inc. (QC)
Maison d'entraide l'Arc-en-Ciel
Maison de Job
Résidence Le Portail
Villa Ignatia inc.
Maison d'aide La Villa St-Léonard de Portneuf
La Maison de Lauberivière
Vision d'Espoir de Sobriété
Réseau d'accueil des agents et des agentes de la paix (La Vigile)
Mauricie et Centre-du-Québec - 04
Le Grand-Chemin inc. (TR)
Maison de transition de la Batiscan
Maison Carignan inc.

Maison Jean Lepage
Pavillon de l'Assuétude (Saint-Guillaume)
Pavillon de l'Assuétude (Shawinigan)
Centre L'Autre Côté de l'Ombre inc.
Centre d'hébergement Rayon du Soleil
Le Refuge des Rescapés
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska
Estrie – 05
Centre Corps, Âme et Esprit
Domaine Orford (Toxi-co-Gites 2003 inc.)
Carrefour de l'Espoir
Le Centre Caroline Roy inc.
Centre NuHab inc.
Domaine de la Sobriété inc.
Domaine Perce-Neige inc.
Maison Nouvelle Vie
Maison l'Intégrale
Centre CARAT
Centre L'Envolée de Granby inc.
Montréal – 06
L'Escale Notre-Dame inc.
Maison de réhabilitation l'Exode inc. Pavillon André-Dumont
Maison de réhabilitation l'Exode inc. Pavillon Émilie-Gamelin
Maison l'Exode Inc. Pavillon Alpha
Centre Booth (Armée du Salut) – L'Ancrage
La Maison du Pharillon
Le Grand Chemin inc. (MTL)
Maison Jean Lapointe inc.
Mission Bon Accueil Résidences Bon Accueil
Andy's House
Centre Toxico-Stop, centre d'hébergement offrant de l'aide et du soutien à la désintoxication et à la réinsertion sociale (Pavillon soutien à la désintoxication)
Centre Toxico-Stop, centre d'hébergement offrant de l'aide et du soutien à la désintoxication et à la réinsertion sociale (Pavillon réinsertion sociale)
Pavillon Chatsworth inc.
360 DTX
Abitibi-Témiscamingue - 08
La Piaule de Val d'Or inc.
Côte-Nord – 09
Point de rencontre
Chaudière-Appalaches - 12
Aube de la Paix (1993) inc.

La Croisée des chemins
Manoir Aylmer (Toxi-co-Gîtes 2003 inc.)
Centre Domrémy des Appalaches inc.
Maison L'Odyssée Jeu Alcool Drogue
Réhabilitation de Beauce (CRC Beauce)
Réhabilitation de Beauce (Pavillon L'Entre-temps)
Laval – 13
La Maisonnée Paulette Guinois
Un foyer pour toi
Lanaudière – 14
Centre Nouvelle-Vie Pavillon La volière
Centre Nouveau Regard
Dianova-Centre de Terrebonne
Villa de la Paix Phase II
Maison Face à l'avenir
Maison L'Épervier inc.
Pavillons du Nouveau Point de Vue
Pavillon Louis Cyr
Laurentides – 15
Pavillon Hamford
Pavillon Pierre-Péladeau
Maison Raymonde-Chopin-Péladeau
Maison Lyse-Beauchamp
Les Centres Bonséjour
Sentier du Nouveau Jour
Montérégie – 16
Carrefour le Point Tournant inc.
Maison La Passerelle
Centre sur l'Autre Rive
Life Science Addiction Treatment Center
Maison l'Alcôve inc.
Maison la Margelle inc.
Pavillon L'Essence Ciel
Toxi-co-Gîte inc.
Heritage Home Foundation

QUESTION NO 423

État de situation concernant l'encadrement et le financement des centres de lutte contre la dépendance, notamment la toxicomanie.

RÉPONSE NO 423

Au Québec, 86 ressources offrent de l'hébergement aux personnes ayant des problèmes de toxicomanie ou de jeu pathologique. Ces ressources communautaires et privées complètent l'offre de service publique en dépendance. Il importe donc d'encadrer leurs activités afin d'assurer des services de qualité et sécuritaires pour la clientèle qui y est hébergée.

De 2001 à 2010, les ressources privées et communautaires qui intervenaient en toxicomanie et qui offraient de l'hébergement pouvaient se certifier en vertu du Programme de certification des organismes privés et communautaires intervenant en toxicomanie et offrant de l'hébergement. Il s'agit d'un programme mis sur pied par le ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) auquel les ressources pouvaient participer de façon volontaire.

Le 19 novembre 2009, le projet de loi modifiant la Loi sur les services de santé et les services sociaux (LSSSS) concernant la certification de certaines ressources offrant de l'hébergement pour des clientèles vulnérables était sanctionné. Les modifications apportées par cette loi à la LSSSS avaient, entre autres choses, pour objectif de rendre applicable à toute ressource offrant de l'hébergement déterminée par règlement du gouvernement la sous-section de la LSSSS régissant les résidences privées pour aînés qui rend obligatoire leur certification. Les dispositions de la sous-section en question habilitaient notamment le gouvernement à établir par règlement les critères sociosanitaires que devaient respecter ces ressources pour obtenir un certificat de conformité et le maintenir.

Le Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique est entré en vigueur le 7 juillet 2010. Il présente les exigences jugées nécessaires et suffisantes pour l'obtention d'un certificat de conformité. Ces exigences ont pour but d'assurer aux personnes hébergées dans les ressources des services sécuritaires et de qualité dans un environnement acceptable. Plus précisément, les exigences concernent les services à la clientèle, les installations et les services auxiliaires, ainsi que certains aspects administratifs. Tout exploitant d'une ressource en toxicomanie ou en jeu pathologique doit se conformer à ces exigences pour obtenir un certificat de conformité. Les agences de la santé et des services sociaux sont responsables de l'émission de ces certificats et de leur renouvellement aux trois ans.

Le 30 novembre 2011, la Loi modifiant diverses dispositions législatives en matière de santé et de services sociaux afin notamment de resserrer le processus de certification des résidences privées pour aînés a été sanctionnée. La LSSSS, telle que modifiée par cette loi, donne de nouveaux pouvoirs aux agences en ce qui a trait à leurs fonctions relatives aux résidences privées pour aînés et donc, en conséquence, aux autres ressources offrant de l'hébergement à des clientèles vulnérables déterminées par règlement. Elle introduit notamment le pouvoir, pour une agence de la santé et des services sociaux, de procéder à l'évacuation et au transfert des résidents dans certaines circonstances et selon une procédure définie. Elle prévoit aussi l'application de nouvelles règles pour les résidences privées pour aînés, de même que pour les autres ressources déterminées par règlement, dans la mesure où elles n'en sont pas exemptées. Ces règles incluent notamment l'exigence, pour les exploitants des ressources, d'être titulaires d'une attestation temporaire de conformité avant de commencer leur exploitation. Les dispositions modifiées de la

LSSSS comprennent aussi de nouvelles règles relatives au maintien ou au renouvellement du certificat de conformité, ainsi que de nouveaux pouvoirs réglementaires.

Dans ce contexte, le MSSS mène actuellement des travaux de révision réglementaire visant à mieux encadrer les ressources au regard de la sécurité de la clientèle et la qualité des services, notamment en ce qui concerne la délivrance d'attestation temporaire de conformité, la vérification des antécédents judiciaires, les pratiques reconnues, la formation académique des intervenants, l'évaluation de la clientèle, le degré de sévérité du sevrage, la surveillance, l'implication des bénévoles et des anciens résidents ainsi que les exigences relatives à la clientèle avec des troubles concomitants.

Appuyées sur une démarche de consultation d'envergure auprès d'experts sur différents sujets, de différents regroupements et d'organismes gouvernementaux, ainsi qu'auprès de plusieurs partenaires ministériels, les pistes de solution identifiées pourraient conduire à des modifications réglementaires pour mieux encadrer les ressources d'hébergement en toxicomanie ou en jeu pathologique au regard de la sécurité de la clientèle et de la qualité des services. Le projet de règlement sur la certification des ressources privées ou communautaires offrant de l'hébergement en dépendance a été prépublié dans la Gazette officielle le 2 septembre 2015. Des ajustements seront apportés en réponse à certains commentaires et le projet de règlement sera soumis pour approbation finale.

De par leur statut communautaire ou privé, ces ressources émergent selon les besoins du milieu et sont donc responsables de diversifier leurs sources de financement. Notamment, le MSSS propose deux programmes de financement, soit le Programme de financement des ressources certifiées offrant de l'hébergement en dépendance et le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC).

Le Programme de financement des ressources certifiées offrant de l'hébergement en dépendance s'adresse à l'ensemble des ressources certifiées concernées. Il vise à favoriser l'accès aux activités liées aux programmes d'intervention qu'elles offrent, en portant une attention particulière aux personnes bénéficiaires de l'aide financière de dernier recours. Ces activités sont liées aux services de thérapie, de réinsertion sociale, d'aide et de soutien à la récupération à la suite d'une intoxication, ou d'aide et de soutien à la désintoxication offerts par les ressources. Chaque ressource financée dans le cadre de ce programme doit être signataire d'une entente avec le centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) ou le centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) responsable de sa certification. Cette entente prévoit les droits et obligations des parties, notamment au regard des critères d'admissibilité, des modalités d'allocation des sommes et des modalités de reddition de comptes.

Le Programme de soutien aux organismes communautaires (PSOC), volet régionalisé, quant à lui, s'adresse aux organismes communautaires qui sont reconnus par leur CISSS ou CIUSSS (comme organismes œuvrant en santé et services sociaux et qui ont un rayonnement local ou régional. Comme il s'agit d'un programme régionalisé, ce sont les CISSS ou les CIUSSS qui ont la responsabilité de déterminer les critères d'admissibilité et d'attribution du financement pour les organismes communautaires de leur région (article 336 de la LSSSS). Il existe trois modes de soutien financier à l'intérieur du PSOC : le soutien en appui à la mission globale, le financement dans le cadre d'une entente pour des activités spécifiques et le financement d'un projet ponctuel, le premier mode étant le principal mode de financement. Chacun des organismes communautaires financés dans le cadre du PSOC en soutien à sa mission globale est signataire d'une convention de soutien financier. Cette convention établit les obligations de l'organisme, notamment en ce qui concerne la reddition de comptes et les suivis de gestion, en lien avec le financement octroyé.

Outre le financement en provenance du MSSS, le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS) délivre une prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie aux prestataires de l'aide de dernier recours hébergés dans une ressource certifiée en vertu du Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique. La prestation spéciale peut être versée directement à l'organisme si l'adulte seul ou un adulte membre de la famille y consent.

Également, le ministère de la Sécurité publique (MSP) peut accorder un financement à certaines ressources privées ou communautaires offrant de l'hébergement en toxicomanie dans le cadre d'ententes entre le MSP et celles-ci. Afin de convenir de telles ententes, la ressource doit être certifiée en vertu du Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique et respecter les critères correctionnels établis par le MSP dans le cadre de l'entente. Le financement accordé par le MSP s'inscrit dans une logique de paiement des coûts marginaux établis à partir du coût quotidien réel correspondant aux coûts supplémentaires découlant du fait que la personne est contrevenante.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 424

Listes d'attente en désintoxication.

RÉPONSE NO 424

Les données concernant les listes d'attente en désintoxication ne sont pas disponibles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Réponses aux questions particulières de l'Opposition officielle

QUESTION NO 425

Montant prévu pour la lutte contre la toxicomanie pour les cinq dernières années, par région et par établissement, et prévisions pour 2016-2017.

RÉPONSE NO 425

Les données ne sont pas disponibles.

Les données des années précédentes sont disponibles dans l'étude des crédits 2015-2016.

QUESTION NO 426

État de situation concernant la ventilation des 6 M\$ octroyés aux centres d'intervention en dépendance.

RÉPONSE NO 426

Le Programme de financement des ressources certifiées offrant de l'hébergement en dépendance s'adresse à l'ensemble des ressources certifiées concernées. Il vise à favoriser l'accès aux activités liées aux programmes d'intervention qu'elles offrent, en portant une attention particulière aux personnes bénéficiaires de l'aide financière de dernier recours. Ces activités sont celles encadrées par le Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique. Plus spécifiquement, ces activités sont l'évaluation de la clientèle, l'élaboration d'un plan d'intervention des personnes hébergées et la réalisation des activités prévues au programme d'intervention dans le cadre des services de thérapie, de réinsertion sociale, d'aide et de soutien à la récupération à la suite d'une intoxication, ou d'aide et de soutien à la désintoxication offerts par les ressources.

Le montant attribué à chacun des exploitants de ressources offrant de l'hébergement en dépendance (RHD) dans le cadre du programme est établi en fonction de deux critères :

- les activités liées aux programmes d'intervention (critère API). Le montant versé à l'ensemble des ressources dans le cadre de ce critère vise à favoriser l'accès à ces activités dans les ressources. Dans ce cadre, le montant alloué à chaque ressource est établi en fonction d'un nombre d'intervenants requis pour ces activités, tel que mentionné au Règlement sur la certification des ressources en toxicomanie ou en jeu pathologique.
- l'occupation des places par des personnes bénéficiaires de l'aide financière de dernier recours (AFDR), aux ressources qui reçoivent un montant dans le cadre de la prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie (critère AFDR).

Chaque ressource financée dans le cadre de ce programme doit être signataire d'une entente avec le centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) ou centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) responsable de sa certification. Cette entente prévoit les droits et obligations des parties, notamment au regard des critères d'admissibilité, des modalités d'allocation des sommes et des modalités de reddition de comptes.

Le financement de 6 M\$ est récurrent, mais les montants annoncés sont octroyés annuellement à chacune des ressources pour 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018. Pour les années subséquentes, le MSSS analysera les données pour les trois premières années du programme. Une révision de la méthode de calcul du montant à allouer aux ressources sera effectuée en tenant compte de ces données.

ACTIONS POSÉES

- 20 janvier 2016 : madame Lucie Charlebois, ministre déléguée à la Réadaptation, à la Protection de la jeunesse, à la Santé publique et aux Saines habitudes de vie et ministre

responsable de la région de la Montérégie, annonce un financement de 6 M\$ destiné aux ressources certifiées en dépendance;

- 8 février 2016 : présentation du programme aux autorités ministérielles;
- 18 février 2016 : présentation du programme aux associations de ressources certifiées en dépendance, soit l'Association québécoise des centres d'intervention en dépendance (AQCID) et l'Association provinciale des organismes en dépendance (APOD);
- 22 février 2016 : présentation du programme aux différentes instances du réseau des CISSS et des CIUSSS concernés;
- 10 mars : présentation du programme aux partenaires interministériels impliqués dans le financement des ressources certifiées en dépendance (ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale, ministère de la Sécurité publique, ministère de la Justice);
- 24 mars 2016 : approbation du programme par le Conseil du trésor;
- 31 mars 2016 : transmission des lettres de financement aux CISSS et aux CIUSSS concernés et annonce aux RHD.

Ressource	Montant TOTAL
Bas-Saint-Laurent	
Arrimage *	6 730 \$
La Montée	9 080 \$
Centre régionale A.D.H. « Le Tremplin » *	6 641 \$
Saguenay-Lac-Saint-Jean	
La Futaie *	6 628 \$
Havre du Fjord *	6 342 \$
Maison d'hébergement Le Séjour inc.	21 790 \$
Capitale-Nationale	
Centre de traitement des dépendances Le Rucher	107 319 \$
Réseau d'accueil des agents et des agentes de la paix (la Vigile) *	12 685 \$
Maison de Lauberivière *	25 370 \$
Le Grand Chemin inc. *	6 342 \$
Maison d'entraide l'Arc-en-ciel	14 937 \$
Maison de Job	69 458 \$
Vision d'Espoir de Sobriété *	6 342 \$
Centre CASA	23 634 \$
Résidence le Portail	11 062 \$
Villa Ignatia inc.	26 124 \$
Maison d'aide La Villa St-Léonard de Portneuf *	13 814 \$
Mauricie - Centre-du-Québec	
Maison de transition de la Batiscan	23 941 \$
Le Grand Chemin inc. *	6 342 \$
Centre d'hébergement Rayon du soleil	43 876 \$
Maison Carignan inc.	306 219 \$
Maison Jean Lepage	95 571 \$
Pavillon de l'Assuétude (Shawinigan)	110 159 \$
Pavillon de l'Assuétude (Saint-Guillaume)	85 402 \$
Centre L'Autre côté de l'Ombre inc.	254 215 \$
Refuge des Rescapés	33 656 \$
Maison de thérapie Victoriaville-Arthabaska	77 559 \$
Estrie	
Domaine Orford (Toxi-co-Gites 2003 inc.)	331 323 \$
Carrefour de l'Espoir	40 175 \$
Maison l'Intégrale	154 078 \$
Maison Nouvelle Vie	90 270 \$
Centre Corps-Âme et Esprit	122 815 \$
Centre Caroline Roy inc.	69 292 \$

Centre NuHab inc.	63 189 \$
Domaine de la Sobriété inc.	10 824 \$
Domaine Perce-Neige inc.	129 071 \$
Centre L'envolée de Granby inc.	374 550 \$
Centre CARAT	102 238 \$
Montréal	
L'Escale Notre-Dame inc.	43 999 \$
Le Grand Chemin inc. *	6 342 \$
Maison de réhabilitation de l'Exode inc. ⁽²⁾ (Pavillon Alpha, Pavillon André-Dumont, Pavillon Émilie-Gamelin)	72 516 \$
Centre toxico-stop, centre d'hébergement offrant de l'aide et du soutien à la désintoxication et à la réinsertion sociale ⁽²⁾ (Pavillon de soutien à la désintoxication, Pavillon de réinsertion sociale)	118 771 \$
360 DTX *	12 685 \$
Centre Booth (Armée du Salut) – L'Ancrage	40 282 \$
Maison de Pharillon	53 990 \$
Maison Jean Lapointe inc.	29 153 \$
Mission Bon Accueil Résidences Bon Accueil	29 271 \$
Pavillon Chatsworth inc. *	6 342 \$
Abitibi-Témiscamingue	
La Piaule de Val-d'Or *	6 342 \$
Côte-Nord	
Point de rencontre	12 821 \$
Chaudière-Appalaches	
Maison l'Odyssée Jeu Alcool Drogue *	6 342 \$
Aube de la Paix (1993) inc.	19 383 \$
Centre Domrémy des Appalaches inc.	19 737 \$
La Croisée des chemins	16 050 \$
Manoir Aylmer (Toxi-co-Gites 2003 inc.)	198 411 \$
Réhabilitation de Beauce ⁽²⁾ (CRC Beauce et Pavillon l'Entre-Temps) *	14 131 \$
Laval	
La Maisonnée Paulette Guinois	30 941 \$
Un Foyer pour Toi	67 696 \$
Lanaudière	
Centre Nouveau Regard	93 915 \$
Centre Nouvelle-Vie (Pavillon La Volière)	128 780 \$
Dianova-Centre de Terrebonne	147 237 \$
Maison Face à l'avenir	167 667 \$
Maison L'Épervier inc. *	7 249 \$
Pavillons du Nouveau Point de Vue	45 675 \$
Pavillon Louis Cyr	107 914 \$
Villa de la Paix Phase II	112 931 \$
Laurentides	
Mélaric – Centre de référence pour alcooliques et toxicomanes inc. ⁽¹⁾	260 542 \$
Maison Raymonde-Chopin-Péladeau *	13 328 \$
Pavillon Pierre-Péladeau *	12 899 \$
Les Centres Bonséjour	163 719 \$
Maison Lyse-Beauchamp	39 877 \$
Pavillon Hamford	168 192 \$
Sentier du Nouveau jour	219 231 \$
Montérégie	
Carrefour le Point tournant inc.	38 512 \$
Centre sur l'Autre Rive	34 243 \$
Maison la Margelle inc.	33 206 \$
Pavillon L'Essence Ciel	34 443 \$
Heritage Home Foundation inc. *	6 342 \$
Maison l'Alcôve inc.	18 752 \$
Maison La Passerelle	69 676 \$
Toxi-co-Gites inc.	299 201 \$

L'inter-Mission ⁽¹⁾	72 198 \$
Life Science Addiction Treatment Center ⁽⁴⁾	6 342 \$
ENSEMBLE DU QUÉBEC: 87 ressources ⁽³⁾	6 006 342 \$

Légende :

(1) Ressource actuellement fermée. Possibilité de réouverture avec l'aide financière attribuée dans le cadre du programme.

(2) Regroupe plusieurs pavillons. Dans le cas de ces ressources, le nombre d'intervenant requis est calculé en fonction de chacun des points de service. Le nombre de places dans chacun des points de service de ces ressources est le suivant :

Maison l'Exode (regroupe trois pavillons): $12 + 19 + 17 = 48$ places

Toxico-Stop (regroupe deux pavillons): $18 + 18 = 36$ places

Réhabilitation Beauce (regroupe deux pavillons) : $7 + 7 = 14$ places

(3) Le nombre de 87 ressources est calculé en fonction du nombre de pavillons (voir note 2 ci-haut). Toutefois, la proportion du 6 M\$ allouée à chacun des critères est calculé sur une base de 86, compte tenu qu'une ressource a été ajoutée à la suite du lancement du programme (voir note 4).

(4) Ressource ajoutée à la suite du lancement du programme.

* Ressources ayant moins de 180 jours (6 mois) d'occupation, par année, pour la totalité des places offertes, par des personnes bénéficiaires de la prestation spéciale pour frais de séjour pour des services en toxicomanie.